



EDMOND  
DE ROTHSCHILD



---

RAPPORT ANNUEL 2016  
EDMOND DE ROTHSCHILD (SUISSE) S.A.



---

# Sommaire

## 5 | Edmond de Rothschild (Suisse) S.A.

- 7 Message des actionnaires
- 8 Message du Comité Exécutif

## 11 | Gouvernement d'entreprise

- 12 Introduction
- 13 Structure du Groupe et actionnariat
- 15 Structure du capital
- 17 Conseil d'Administration
- 27 Direction générale
- 33 Rémunérations, participations et prêts
- 34 Droits de participation des actionnaires
- 36 Prise de contrôle et mesures de défense
- 37 Organe de révision
- 38 Politique d'information

## 39 | Groupe Edmond de Rothschild (Suisse) S.A. Rapport de gestion

- 40 Chiffres-clés
- 41 Rapport du Conseil d'Administration
- 45 Rapport de l'organe de révision
- 49 Bilan consolidé
- 51 Compte de résultat consolidé
- 52 État des Capitaux Propres
- 53 Tableau de financement consolidé
- 55 Annexe aux comptes consolidés
- 64 Informations relatives au bilan

## 87 | Edmond de Rothschild (Suisse) S.A. Rapport de gestion

- 88 Chiffres-clés
- 89 Rapport du Conseil d'Administration
- 94 Rapport de l'organe de révision
- 97 Bilan
- 99 Compte de résultat
- 100 État des Capitaux Propres
- 101 Annexe aux comptes annuels

## 117 | Rapport de rémunération

## 125 | Adresses



---

# Edmond de Rothschild (Suisse) S.A.

7 | Message des actionnaires

8 | Message du Comité Exécutif



# Message des actionnaires

Les conditions de marché en ce début 2017 ne doivent pas nous faire oublier l'année qui vient de s'écouler.

L'incertitude et la volatilité ont été une constante de 2016, marquée par le Brexit, les élections américaines, la menace terroriste persistante, la crise migratoire liée au conflit en Syrie – dont les conséquences sont encore mal appréciées – l'interventionnisme toujours plus important des banques centrales ou l'intégration du Yuan au panier de monnaies du FMI. Ces événements ont montré qu'il n'était plus envisageable de considérer notre environnement – géopolitique, macroéconomique et financier – avec les logiciens d'avant crise, même mis à jour. Pour les appréhender, il faut des convictions solides forgées par des équipes faisant preuve d'expérience, mais aussi, disons-le, d'audace.

À l'amorce de cette nouvelle année, l'espoir est fort, mais les incertitudes restent importantes. Les facteurs propices à un retour de l'inflation et à un renforcement des économies mondiales se dessinent. Mais les risques politiques et institutionnels dans une année comportant des échéances politiques majeures en Europe, particulièrement en France, aux Pays-Bas et en Allemagne, nous obligent à rester très vigilants et plus que jamais tournés vers notre clientèle.

Derrière les crises et les événements de l'actualité, notre monde change. Les déséquilibres apparents donneront inmanquablement naissance à de nouvelles opportunités et à de nouveaux gisements de valeur pour les investisseurs avisés. Voir loin, tirer parti des évolutions du monde et anticiper pour gagner sont aux racines de l'histoire de notre Famille.

Dans cet environnement aussi incertain, il est essentiel de rester fidèle à notre ADN et à ce qui forge la typicité de notre Maison d'Investissements. Pour les années à venir, notre stratégie est claire et ambitieuse : nous souhaitons renforcer ce qui fait de nous les meilleurs sur une sélection de marchés et d'expertises, car c'est à cette seule condition que nous délivrerons des conseils pertinents, créatifs et sur mesure aux institutionnels et aux familles qui nous accordent leur confiance.

C'est la vision que nous avons formulée pour Edmond de Rothschild fin 2016 et c'est notre réponse à la standardisation et à la banalisation qui impactent notre industrie. Nos clients investisseurs veulent de l'écoute, des réponses taillées pour leurs problématiques et des prises de positions qui reflètent de véritables convictions. Ils veulent également avoir un impact sur la société et sur le monde. Ainsi, nous sommes fiers d'avoir franchi des étapes importantes dans cette direction :

› Nous focalisons nos efforts sur des géographies et des expertises que nous choisissons et sur lesquelles nous sommes certains de pouvoir offrir le meilleur d'Edmond de Rothschild.

› Nous continuons sans relâche à renforcer de nouveaux savoir-faire permettant d'enrichir notre offre, de proposer des supports et des thèses d'investissement avec une forte valeur ajoutée. Conseiller d'investir dans des actifs réels, notamment, nous paraît incontournable pour une Maison d'Investissements comme la nôtre et inhérent à ce que notre Famille a réussi depuis plusieurs générations. Cette année encore, nous avons lancé avec succès plusieurs fonds de Private Equity de niches et nous nous réjouissons de l'arrivée des équipes immobilières de Cleaveland ou des classements tout à fait remarquables de notre gestion immobilière en Suisse.

› Enfin, nous avons la chance de disposer au sein du Groupe d'un Asset Manager de convictions, agile, reconnu pour la pertinence de ses produits et qui, en collaboration avec nos banquiers privés, développe des thématiques qui portent du sens au-delà de la performance. EdR Fund Global Data, qui vise la création de valeur du big data dans nos économies, en est l'un des exemples les plus récents. Dans cet esprit, et afin d'être encore plus réactifs dans cet environnement en profonde mutation, nous avons décidé d'accélérer la convergence entre notre Asset Management et notre Banque Privée.

Nos clients savent que cette typicité fait notre force et, année après année, nous honorent de leur confiance. En 2016 encore, nos activités de Banque Privée et d'Asset Management ont affiché une collecte brute très significative sur leurs marchés. Cela se traduit par un bilan solide de 1,3 milliard de CHF de fonds propres.

Notre vision va prendre davantage d'ampleur dans les prochains mois : nous allons continuer à renforcer de manière sélective nos expertises de pointe, à innover pour pérenniser l'excellence d'Edmond de Rothschild, à investir et recruter des talents là où nous faisons la différence, à moderniser nos outils et réaffirmer la singularité de notre marque, ses 250 ans d'histoire, et l'esprit de compétition qui nous caractérise.

L'époque est passionnante, notre monde change très rapidement et en profondeur. Nous y voyons une opportunité formidable. Et nous savons que nous pouvons compter sur les excellentes équipes qui forment Edmond de Rothschild et accompagnent nos clients investisseurs au quotidien.

Benjamin de Rothschild

Ariane de Rothschild



---

# Message du Comité Exécutif

En dépit d'une année 2016 pleine de rebondissements, Edmond de Rothschild (Suisse) S.A. a connu une année financière satisfaisante, avec un bénéfice net consolidé en hausse de 13% par rapport à 2015 et une augmentation des avoirs de la clientèle à CHF 118,1 milliards. Des résultats qui démontrent la pertinence de notre modèle de Maison d'Investissements de convictions.

En 2016, les marchés financiers ont globalement connu une bonne performance, malgré une forte volatilité. En revanche, les performances de la gestion active ont été décevantes en comparaison historique. Le vote en faveur de la sortie du Royaume-Uni de l'Union européenne, le résultat des élections américaines, mais aussi les craintes de récession du début d'année, ainsi que les préoccupations liées aux taux d'intérêt négatifs, ont été autant de bouleversements majeurs que peu d'analystes ont su prévoir.

Face à ces turbulences, nous avons maintenu une approche prudente dans notre gestion, en gardant à l'esprit que tout changement génère de nouvelles opportunités. Ayant à cœur la protection et le développement du patrimoine de nos clients, nous avons choisi de ne pas prendre le risque de parier sur des résultats incertains et à l'impact imprévisible sur les marchés financiers. Nous avons maintenu une allocation diversifiée, adaptée et défensive durant la majeure partie de l'année, à l'exception d'une exposition plus élevée au risque dans le dernier trimestre, marqué par la victoire de Donald Trump aux États-Unis et par une tendance reflationniste.

Tout comme l'année 2016, nous nous attendons à ce que 2017 soit une année marquée par les incertitudes politiques et économiques. Cependant, nos prévisions macroéconomiques vont dans la direction d'une croissance stable, voire en accélération, notamment aux États-Unis. Dans notre gestion, nous continuerons à appliquer notre philosophie d'investissement axée sur des convictions en lien avec les phases du cycle économique, sur une gestion des risques dynamique et sur une diversification intelligente des placements.

Cette année encore, nous avons continué de développer notre offre de services. Nous avons notamment introduit de nouveaux fonds de placement, élargi notre gamme de mandats de conseil et enrichi nos publications financières. La recherche constante de solutions novatrices et adaptées aux marchés financiers actuels nous a amenés à développer des produits d'investissement en actifs réels comme le Private Equity, les infrastructures ou l'immobilier. Nous avons lancé le fonds Prifund Strategy Defensive, un fonds d'allocation conservateur mêlant diversification et gestion du risque dynamique. En Asset Management, l'année 2016 a été marquée par le succès de nos partenariats en Asie. Nous avons notamment confirmé nos ambitions dans cette région avec la conclusion d'une alliance stratégique avec Samsung Asset Management, leader coréen de la gestion d'actifs avec près de CHF 160 milliards sous gestion.

S'agissant du développement de nos activités, nous avons poursuivi la mise en œuvre de notre stratégie autour de trois principaux axes. En premier lieu, il s'agit de focaliser nos efforts et nos investissements pour mieux servir nos clients sur nos marchés stratégiques. C'est dans cet esprit que nous avons décidé de céder notre filiale à Nassau et de reconfigurer nos opérations à Hong Kong et au Royaume-Uni. Une deuxième priorité est d'investir dans de nouvelles expertises pour enrichir la spécificité de nos produits, de nos solutions et de notre savoir-faire. Ainsi, nous avons continué de développer notre offre de Private Equity, l'une de nos activités phare, via le lancement de nouvelles générations de certains fonds et en facilitant l'accès à cette classe d'actifs à notre clientèle privée. Nous avons également dépassé le milliard de francs d'actifs gérés dans le cadre de notre expertise en matière d'infrastructure. Le Groupe continue de développer son expertise immobilière. Dans ce cadre, le fonds Edmond de Rothschild Real Estate SICAV a été reconnu comme le meilleur fonds immobilier suisse par Thomson Reuters Lipper. Enfin, nous avons à cœur de rapprocher davantage nos métiers – Banque Privée, Asset Management, Corporate Finance, Private Equity, Institutional & Fund Services – afin d'accentuer leurs convergences et de générer des solutions d'investissement innovantes au bénéfice de nos clients privés et institutionnels.

---

Les évolutions réglementaires et technologiques à l'œuvre continuent de remodeler le paysage bancaire. Les défis sont multiples : mise en place de l'échange automatique d'informations, instauration en Suisse de la loi sur les services financiers (LSFin) et de MiFID II en Europe, coûts à la hausse et concurrence accrue. Pour maîtriser ces enjeux, nous avons pris des mesures pour encore mieux intégrer les risques réglementaires et de réputation dans notre quotidien. En termes d'efficacité, nous avons réalisé des progrès significatifs dans des projets structurants comme la modernisation de notre plateforme informatique, qui va nous permettre d'améliorer encore la qualité de nos services.

Grâce à ces progrès considérables, au professionnalisme et à la détermination de nos collaborateurs, nous appréhendons notre avenir avec sérénité et optimisme.

Notre mission reste inchangée : gérer les avoirs de nos clients, les aider à protéger leur patrimoine dans la durée et à le transmettre aux générations de demain. Mais elle va bien au-delà. Chez Edmond de Rothschild, nous sommes convaincus que la richesse est plus qu'un but en soi et qu'elle constitue une chance d'influer sur l'avenir du monde. Et de le rendre meilleur. C'est pourquoi nous nous devons d'offrir à nos clients des investissements d'avenir, pionniers et visionnaires, qui feront avancer le monde.

Signe de notre solidité et de notre stabilité, nous conservons l'un des bilans les plus robustes de notre secteur, avec un ratio de solvabilité largement au-dessus du minimum légal. Au-delà des ratios financiers, nous valorisons l'importance de l'humain et c'est pourquoi nous continuons d'investir dans nos talents pour apporter à nos clients un savoir-faire de tout premier ordre. Plus que jamais, en tant qu'acteur de niche spécialisé, nous mettons tout en œuvre pour apporter à nos clients les meilleurs conseils, en considérant leur patrimoine dans sa globalité.

Animé par les valeurs de la famille Rothschild, Edmond de Rothschild (Suisse) S.A. change, innove et continue de s'adapter à toutes les mutations en cours. Nous poursuivons notre développement en veillant à nous concentrer sur notre cœur de métier, la gestion de fortune, à poursuivre l'intégration de nos activités et de nos métiers, et à optimiser notre offre de contenu et l'allocation de nos ressources pour toujours mieux servir nos clients. Pour nos clients, la relation personnalisée et le conseil impartial et indépendant n'ont jamais eu autant de valeur. C'est le sens de ce qui nous anime chaque jour.

Nous tenons à remercier nos actionnaires pour leur engagement et leur présence, nos équipes pour la qualité du travail fourni et bien sûr nos clients pour leur loyauté et leur confiance.

Le Comité Exécutif



---

# Gouvernement d'entreprise

12	Introduction	33	Rémunérations, participations et prêts
13	Structure du Groupe et actionariat	34	Droits de participation des actionnaires
15	Structure du capital	36	Prise de contrôle et mesures de défense
17	Conseil d'Administration	37	Organe de révision
27	Direction générale	38	Politique d'information

---

# Le gouvernement d'entreprise

## Introduction

La présente section de notre Rapport annuel a été rédigée en conformité avec les exigences légales et boursières, notamment le Code suisse des Obligations et la Directive sur les informations relatives à la Corporate Governance (DCG) du 1<sup>er</sup> janvier 2016. Elle s'inspire également du Code suisse de bonne pratique de la Fédération des entreprises suisses, Economiesuisse, dans sa version révisée de 2014, qui contient des standards en matière de gouvernement d'entreprise.

La DCG précitée a été édictée par le Regulatory Board de la SIX Exchange Regulation en se fondant sur l'article 35 de la Loi sur l'infrastructure des marchés financiers (LIMF), ainsi que sur les articles 1 à 7 et 49 et suivants du règlement de cotation (RC). La DCG couvre la communication de sujets concernant la gouvernance d'entreprise. Elle s'applique notamment à tous les émetteurs, dont le siège est en Suisse et dont des droits de participation sont cotés à la SIX Swiss Exchange. Elle intègre également l'Ordonnance contre les rémunérations abusives dans les sociétés anonymes cotées en bourse (ORAb) du 20 novembre 2013.

Les principales préoccupations à l'origine des réglementations susmentionnées sont liées à la limitation des risques économiques, ainsi qu'à la réputation et à la responsabilité de l'entreprise. La gouvernance d'entreprise est composée d'un ensemble de principes visant à assurer – dans l'optique de la protection des actionnaires – la transparence, la clarté de l'information et l'équilibre entre la direction et le contrôle de l'entreprise à l'échelon le plus élevé, tout en respectant le pouvoir décisionnel et l'efficience.

Les principales informations requises par la DCG figurent aux pages suivantes, ainsi que dans le Rapport de rémunérations, renvoyant à d'autres textes disponibles dans le présent Rapport, ainsi qu'aux Statuts d'Edmond de Rothschild (Suisse) S.A. (les « Statuts ») accessibles sur le site internet de la Banque, sous rubrique Relations investisseurs / Informations générales - Documents légaux, à l'adresse :

[www.edmond-de-rothschild.com/site/Suisse/fr/banque-privee/relations-investisseurs/informations-generales](http://www.edmond-de-rothschild.com/site/Suisse/fr/banque-privee/relations-investisseurs/informations-generales).

# 1. Structure du Groupe et actionnariat

## 1.1. Structure du groupe Edmond de Rothschild (Suisse) S.A. (le « Groupe »)

### 1.1.1. Présentation de la structure opérationnelle du Groupe

#### Conseil d'Administration

**Président**

Baron Benjamin de Rothschild

**Vice-Présidente**

Baronne Benjamin de Rothschild

**Secrétaire**

Jean Laurent-Bellue

**Membres**

Luc J. Argand

Tobias Guldemann<sup>1)</sup>

François Hottinger

Klaus Jenny

Maurice Monbaron

Philippe Perles

Jacques-André Reymond<sup>2)</sup>

#### Comité d'Audit

**Président**

Klaus Jenny

**Vice-Président**

Jacques-André Reymond<sup>2)</sup>

**Membres**

Tobias Guldemann<sup>1)</sup>

Jean Laurent-Bellue

Maurice Monbaron

#### Comité de Rémunération<sup>3)</sup>

**Présidente**

Baronne Benjamin de Rothschild

**Secrétaire**

Jean Laurent-Bellue

**Membres**

Luc J. Argand

Klaus Jenny

#### Comité de Nomination<sup>3)</sup>

**Présidente**

Baronne Benjamin de Rothschild

**Secrétaire**

Jean Laurent-Bellue

**Membres**

Luc J. Argand

Klaus Jenny

#### Comité Exécutif

**Président et Directeur général**

Emmanuel Fiévet

**Directeurs généraux adjoints**

Luca Venturini<sup>4)</sup>

*Vice-Président*

*Directeur général adjoint*

Sabine Rabald

*Directeur général adjoint*

*Chief Administrative Officer*

**Membres**

Yves Aeschlimann

*Responsable Juridique & Conformité*

Emanuela Bonadiman

*Directeur des Ressources Humaines*

Jean-Christophe Pernollet

*Chief Risk Officer*

Cynthia Tobiano

*Directeur financier*

De plus amples informations concernant les organes précités peuvent être consultées aux pages 17 et suivantes du présent Rapport pour le Conseil d'Administration, puis 27 et suivantes pour le Comité Exécutif.

#### Audit interne

**Directeur**

Emmanuel Rousseau

#### Organe de révision

PricewaterhouseCoopers S.A.

1) Depuis le 28 avril 2016, date de son élection à l'Assemblée générale ordinaire d'Edmond de Rothschild (Suisse) S.A., Tobias Guldemann a succédé à E. Trevor Salathé en qualité de membre du Conseil d'Administration et du Comité d'Audit d'Edmond de Rothschild (Suisse) S.A. Les détails sur le parcours d'E. Trevor Salathé peuvent être consultés dans nos

précédents rapports annuels accessibles sur le site internet de la Banque: [www.edmond-de-rothschild.com/site/Suisse/fr/banque-privee/reunions-investisseurs/resultats-et-rapports-annuels](http://www.edmond-de-rothschild.com/site/Suisse/fr/banque-privee/reunions-investisseurs/resultats-et-rapports-annuels).

2) Jusqu'au 2 mai 2017, date de l'Assemblée générale ordinaire d'Edmond de Rothschild (Suisse) S.A. Il sera ensuite remplacé à la vice-présidence du Comité d'Audit par Tobias Guldemann.

3) À teneur de l'article 3.2.1.2. al. 4 du Règlement d'organisation interne, la composition du Comité de Nomination est identique à celle du Comité de Rémunération.

4) Jusqu'au 31 décembre 2016. Il a été remplacé dès le 4 janvier 2017 par Martin Liebi, Directeur général adjoint d'Edmond de Rothschild (Suisse) S.A.

### 1.1.2 Structure juridique d'Edmond de Rothschild (Suisse) S.A.

Edmond de Rothschild (Suisse) S.A. est une société anonyme cotée à la bourse suisse, dont la capitalisation boursière au 31/12/2016 était de CHF 1,26 milliard auprès de la SIX Swiss Exchange (Code ISIN CH0001347498 / numéro de valeur 134749TK). Il s'agit de la seule société du groupe Edmond de Rothschild (Suisse) S.A. à être cotée en bourse.

### 1.1.3. Structure juridique du Groupe

Les sociétés du groupe Edmond de Rothschild (Suisse) S.A., consolidées par intégration globale, sont indiquées aux pages 70 et 71 du présent Rapport.

## 1.2. Participants significatifs et groupe de participants liés par des conventions de vote

	2016		
	Nominal (en milliers CHF)	Taux de participation au capital (en %)	Taux de participation à l'ensemble des voix (en %)
<b>1.2 Participants significatifs et groupe de participants liés par des conventions de vote</b>			
<b>Actionnaires importants</b>			
Edmond de Rothschild Holding S.A. (1)	37'215,0	82,7	87,4
Rothschild Holding AG, Zurich (2)	3'800,0	8,4	9,4

(1) La totalité du capital-actions d'Edmond de Rothschild Holding S.A. est contrôlée directement ou indirectement par des membres de la famille Rothschild. La Baronne Edmond de Rothschild détient 17% du capital (6,77% des voix) de cette société, alors que le Baron Benjamin de Rothschild en détient 66,33% (89,84% des voix). Les états financiers d'Edmond de Rothschild Holding S.A. sont à disposition sur demande écrite adressée à la société (case postale 5254, 1211 Genève 11).

(2) Rothschild Holding AG, Zurich est détenu par les personnes / entités suivantes : 1) Eric de Rothschild, Paris ; 2) David de Rothschild, Paris ; 3) Alexandre de Rothschild, Paris ; 4) Stéphanie Lifford de Buffévent, Paris ; 5) Louise de Rothschild, Paris ; 6) Financière de Tournon SAS, Paris ; 7) Financière de Reux SAS, Paris ; 8) Béro SCA, Paris ; 9) Ponthieu Rabelais SAS, Paris ; 10) Integritas BV, Amsterdam ; 11) Rothschild Trust (Schweiz) AG, Zurich ; 12) AYRE Corporation (1972) Limited, Amsterdam ; 13) Rothschild Concordia SAS, Paris ; 14) Edouard de Rothschild, Paris ; 15) Philippe de Nicolay-Rothschild, Paris ; 16) Olivier Pécoux, Paris ; 17) François Henrot, Paris ; 18) Holding Financier Jean Goujon SAS, Paris ; 19) Eranda Foundation, UK ; 20) Rothschild & Co Gestion SAS, Paris ; 21) Rothschild & Co Commandité SAS, Paris ; 22) Nicolas Bonnault, Paris ; 23) Laurent Baril, Paris ; 24) Philippe Le Bourgeois, Paris ; 25) Maria Beatrice de Rothschild, Paris ; 26) Julia Footnick, Paris ; 27) Elisabeth Donovan, Paris ; 28) James de Rothschild, Paris ; 29) Anna de Rothschild, Paris ; 30) Pierre de Rothschild, Paris ; 31) Alexandra Pécoux, Paris ; 32) Emmanuelle Pécoux, Paris ; 33) Maylis Pécoux, Paris ; 34) Olivier Pécoux EURL, Paris ; 35) FH GFA SARL, Paris ; 36) The Three Moons, Paris ; 37) Financière du Chasse Midi, Paris ; 38) Philippe Le Bourgeois EURL, Paris ; 39) Christophe Desprez, Paris ; 40) CD GFA SARL, Paris ; 41) Observatoire du Patrimoine, Paris ; 42) GP Patrimoine, Paris ; 43) Desprez Patrimoine SARL, Paris ; 44) Bernard Maurel, Marseille ; 45) Lucie Maurel-Aubert, Le Vésinet ; 46) BD Maurel SC, Marseille ; 47) SC Paloma, Le Vésinet ; 48) Dominique Maurel, Marseille.

Rothschild Holding AG, Zurich détient ensemble 20 000 actions nominatives et 3'600 actions au porteur d'Edmond de Rothschild (Suisse) S.A., Genève, représentant au total 8,44 % du capital et 9,44 % des droits de vote.

Depuis la publication de son dernier Rapport annuel, les actionnaires précités ont annoncé, conformément aux articles 120 et suivants de Loi sur l'infrastructure des marchés financiers (LIMF), des changements intervenus au sein du Groupe Rothschild Holding AG en date du 2 avril 2016 puis du 7 janvier 2017. Les faits qui ont déclenché l'obligation de déclarer concernaient des modifications du cercle des personnes au sein du Groupe précité. Les publications y relatives peuvent être consultées sur le site de la Six Exchange Regulation, dont les liens directs sont :

Annonce du 02.04.2016 : [www.six-exchange-regulation.com/fr/home/publications/significant-shareholders.html#notificationId=TBG3V00047](http://www.six-exchange-regulation.com/fr/home/publications/significant-shareholders.html#notificationId=TBG3V00047)

Annonce du 07.01.2017 : [www.six-exchange-regulation.com/fr/home/publications/significant-shareholders.html#notificationId=TBH1600014](http://www.six-exchange-regulation.com/fr/home/publications/significant-shareholders.html#notificationId=TBH1600014).

## 1.3. Participations croisées

	2016		
	Nombre des droits de participations détenus	Taux de participation au capital * (en %)	Taux de participation à l'ensemble des voix * (en %)
<b>1.3 Participations croisées</b>			
Rothschild Holding AG, Zürich	10'161	12,6	13,2

\*Taux de participation directe et/ou indirecte de la Maison Mère.

## 2. Structure du capital

### 2.1. Capital social

En milliers de CHF	2016		
	Valeur nominale (milliers CHF)	Nombre de titres	Capital donnant droit au dividende (milliers CHF)
<b>Capital social</b>			
Actions nominatives entièrement libérées de CHF 100.- nominal	20'000	20'000	20'000
Actions au porteur entièrement libérées de CHF 500.- nominal	25'000	25'000	25'000
<b>Total du capital social</b>	<b>45'000</b>	<b>45'000</b>	<b>45'000</b>

### 2.2. Indications spécifiques concernant le capital autorisé et conditionnel

Edmond de Rothschild (Suisse) S.A. ne possède pas de capital conditionnel, ni de capital autorisé.

### 2.3. Modification du capital social

En milliers de CHF	2016	2015	2014
<b>2.3 Capital social</b>			
Actions nominatives entièrement libérées de CHF 100.- nominal	20'000	200'000	20'000
Actions au porteur entièrement libérées de CHF 500.- nominal	25'000	50'000	25'000
<b>Total du capital social</b>	<b>45'000</b>		

### 2.4. Actions et bons de participation

Les 200'000 actions nominatives de CHF 100.- non cotées et les 50'000 actions au porteur de CHF 500.- cotées ont droit, proportionnellement à leur valeur nominale, aux mêmes droits patrimoniaux, conformément à l'article 7 al. 2 et 3 des Statuts\*. Les actions nominatives et au porteur sont entièrement libérées.

Les actions nominatives, liées aux termes de l'article 6 al. 5 et 6 des Statuts\*, bénéficient de droits sociaux privilégiés en ce sens qu'à l'Assemblée générale, chaque action donne droit à une voix, quelle qu'en soit la valeur nominale (Art. 15 al. 1 des Statuts\*). Toujours en matière de droits sociaux, l'article 18 des Statuts\* prévoit à son alinéa 3 que chaque groupe d'actionnaires (actions au porteur et nominatives) a le droit d'exiger un représentant au moins de son choix au Conseil d'Administration. Cette clause reprend l'article 709 al. 1 du Code des Obligations qui prévoit que s'il y a plusieurs catégories d'actions, les Statuts\* assurent à chacune d'elles l'élection d'un représentant au moins au Conseil d'Administration.

\* Les Statuts sont accessibles sur le site internet de la Banque, sous rubrique Relations investisseurs / Informations générales - Documents légaux, à l'adresse : [www.edmond-de-rothschild.com/site/Suisse/fr/banque-privée/relation-investisseurs/informations-generales](http://www.edmond-de-rothschild.com/site/Suisse/fr/banque-privée/relation-investisseurs/informations-generales).

---

## 2.5. Bons de jouissance

Edmond de Rothschild (Suisse) S.A. n'a pas émis de bons de jouissance.

## 2.6. Restrictions de transfert et inscriptions des « nommées »

### 2.6.1. Restrictions de transfert et dispositions régissant l'octroi de dérogations

Au terme de l'article 6 al. 5 des Statuts\*, le Conseil d'Administration peut refuser le transfert d'actions nominatives ou la constitution d'usufruit sur celles-ci, en invoquant un juste motif eu égard au but social ou à l'indépendance économique de la société, notamment le maintien de son caractère familial. Le Conseil d'Administration peut par ailleurs refuser l'inscription au registre des actions si l'acquéreur ne déclare pas expressément qu'il reprend les actions à son propre nom et pour son compte propre (Art. 6 al. 6 des Statuts\*). Le Conseil d'Administration peut enfin refuser l'inscription au registre des actions en offrant à l'aliénateur de reprendre les actions transférées pour le compte de la société, pour le compte d'autres actionnaires ou pour le compte de tiers, à leur valeur réelle au moment de la requête d'inscription (Art. 6 al. 8 des Statuts\*).

Lorsque des actions nominatives sont acquises par succession, partage successoral, en vertu du régime matrimonial ou dans une procédure d'exécution forcée, le Conseil d'Administration ne peut refuser l'inscription au registre des actions que s'il offre de reprendre les actions en cause à leur valeur réelle (Art. 6 al. 7 des Statuts\* et Art. 685b al. 4 du Code des obligations).

### 2.6.2. Motifs de l'octroi de dérogations pendant l'exercice

Aucune dérogation n'a été octroyée durant l'exercice sous revue et aucune demande dans ce sens n'a été formulée.

### 2.6.3. Admissibilité des inscriptions de « nommées »

Il n'existe pas de clauses de pourcentage ni de dispositions statutaires dérogeant aux règles mentionnées au point 2.6.1 (Art. 6 des Statuts\*) en lien avec l'inscription de « nommées ».

### 2.6.4. Procédure et conditions auxquelles les restrictions de transfert peuvent être levées

Toute modification des dispositions statutaires relatives aux restrictions de transfert des actions nominatives (Art. 6 des Statuts\*) doit être approuvée au minimum par deux tiers des voix représentées à l'Assemblée générale et par la majorité absolue des valeurs nominales des actions représentées (Art. 15 al. 6 des Statuts\* et 704 al. 1 ch. 3 du Code des obligations).

## 2.7. Emprunts convertibles et options

Edmond de Rothschild (Suisse) S.A. n'a pas émis d'emprunts convertibles ni d'options.

\* Les Statuts sont accessibles sur le site internet de la Banque, sous rubrique Relations investisseurs / Informations générales - Documents légaux, à l'adresse : [www.edmond-de-rothschild.com/site/Suisse/fr/banque-privee/relations-investisseurs/informations-generales](http://www.edmond-de-rothschild.com/site/Suisse/fr/banque-privee/relations-investisseurs/informations-generales).

# 3. Conseil d'Administration

## 3.1. Membres du Conseil d'Administration

Le Conseil d'Administration comprend dix membres au 31 décembre 2016<sup>1)</sup> qui n'exercent, conformément à la pratique bancaire, aucune fonction exécutive au sein de l'entreprise, étant précisé que certains administrateurs exercent ou ont exercé une fonction de direction dans le Groupe.

### Baron Benjamin de Rothschild

Président, Français, 1963

#### Formation

1984 Master en Business and Management, Peperdine University, California (US)

#### Parcours professionnel

1985 BP, Londres

1985-1987 Groupe LCF Rothschild, Genève et Paris (devenu groupe Edmond de Rothschild)

1989 Fondation de la Compagnie Benjamin de Rothschild - Président

#### Fonction actuelle

depuis 1997 Président du groupe Edmond de Rothschild

#### Mandats d'administrateur

Président de :

- Edmond de Rothschild Holding S.A. (Suisse)
- Holding Benjamin et Edmond de Rothschild, Pregny S.A. (Suisse)
- Edmond de Rothschild (Suisse) S.A.
- The Caesarea Edmond Benjamin de Rothschild Development Corporation Ltd (Israël)
- The Edmond de Rothschild Foundation (USA)

Président du Conseil d'Administration d'Edmond de Rothschild S.A. et d'Edmond de Rothschild (France)

Administrateur de :

- La Compagnie Fermière Benjamin et Edmond de Rothschild S.A.
- La Compagnie Viticole Baron Edmond de Rothschild S.A.
- La Compagnie Générale Immobilière de France (Cogifrance)
- EBR Ventures

Président du Conseil de surveillance d'Edmond de Rothschild Heritage

Membre du Conseil de surveillance des Domaines Barons de Rothschild (Lafite)

### Baronne Benjamin de Rothschild

Vice-Présidente, Française, 1965

#### Formation

1984 Baccalauréat à Kinshasa (Zaïre) - Académie de Nantes

1988 BBA en Finance, Pace University, New York

1990 MBA en Gestion financière, Pace University, New York

#### Parcours professionnel

1988-1990 Analyste financier, puis cambiste à la Société Générale, Australie et New York

1990-1995 Cambiste, AIG, New York. Lancement de la filiale de Paris et développement des activités de marché en Europe

#### Fonctions actuelles

Présidente du Comité Exécutif du groupe Edmond de Rothschild  
Vice-Présidente d'Edmond de Rothschild (Suisse) S.A.

#### Mandats d'administrateur

Présidente de :

- Edmond de Rothschild Communication
- Administration et Gestion S.A.
- Edmond de Rothschild (Europe)

Vice-Présidente du Conseil d'Administration de :

- Edmond de Rothschild S.A.
- Edmond de Rothschild (Suisse) S.A.
- OPEJ
- Holding Benjamin et Edmond de Rothschild Pregny S.A. (Suisse)

Vice-Présidente du Conseil de surveillance d'Edmond de Rothschild Asset Management (France)

Vice-Présidente d'Edmond de Rothschild Heritage

Vice-Présidente Honoraire de RIT Capital Partners (Londres)

Membre de :

- Baron et Baronne Associés (holding de la S.C.B.A. Société Champenoise des Barons Associés)
- Conseil de Surveillance d'Edmond de Rothschild (France)
- Edmond de Rothschild Private Equity S.A.

1) Suite au départ de l'un de ses membres, Jacques-André Reymond, le Conseil d'Administration ne comptera plus que neuf membres dès le 2 mai 2017, date de l'Assemblée générale.

---

## Jean Laurent-Bellue

Secrétaire, Français, 1951

### Formation

1974	Institut d'Études Politiques de Paris
1975	Licence es Lettres et Maîtrise de droit
1977	MBA HEC

### Parcours professionnel

1978-1980	Groupe Compagnie du Midi, Attaché de Direction
1980-1987	Institut de Développement Industriel (IDI), contrôleur de gestion puis chargé de mission sur des dossiers de prises de participations industrielles et de gestion de portefeuilles de participations
1987-1999	Groupe Crédit Commercial de France : différentes fonctions dans les métiers de Corporate Finance et de Private Equity : - 1987-1999 : Responsable des opérations d'investissement - 1993 : Directeur général de Nobel, Directeur Central du CCF et membre du Comité de Direction de la Banque - 1994-1998 : Responsable du Corporate Finance, à Paris et à Londres (Charterhouse Bank) - 1998-1999 : Responsable du Private Equity, à Paris et à Londres (Charterhouse Development Capital)
2000-2004	Groupe Crédit Lyonnais, membre du Directoire
2004	Groupe LCF Edmond de Rothschild (devenu groupe Edmond de Rothschild) en tant que membre du Directoire de La Compagnie Financière Edmond de Rothschild Banque et Président du Directoire d'Edmond de Rothschild Corporate Finance
2009-2011	Rejoint le Directoire de la Compagnie Financière Saint Honoré en tant que Secrétaire général et Président du Conseil de Surveillance d'Edmond de Rothschild Corporate Finance

### Fonctions actuelles

depuis 2011	Edmond de Rothschild (Suisse) S.A., Genève - Administrateur et membre du Comité d'audit Holding Benjamin et Edmond de Rothschild, Pregny (Suisse) - Administrateur Rotomobil, Pregny (Suisse) - Administrateur Edmond de Rothschild S.A., Paris - Administrateur et Président du Comité d'audit (depuis 2015) Edmond de Rothschild (France), Paris - Membre du Conseil de Surveillance et Président du Comité d'audit (depuis 2015)
depuis 2015	Edmond de Rothschild Holding S.A., Pregny (Suisse) - Administrateur et membre du Comité d'audit

### Autres mandats

depuis 1999	KPMG Associés, Paris - Membre du Conseil de Surveillance
depuis 2005	KPMG S.A., Paris - Membre du Conseil de Surveillance
depuis 2015	Sisaho International, Paris - Membre du Comité de Surveillance Siaci Saint Honoré, Paris - Membre du Comité de Surveillance RIT Capital Partners plc, Londres - Non-executive Director

## Luc J. Argand

Membre, Suisse, 1948

### Formation

1968	Obtention de la Maturité Classique (Collège Calvin)
1968-1972	Université de Genève
1972	Obtention de la Licence en Droit
1972-1974	Stage d'avocat à l'étude de Me Antoine Hafner, Genève
1974	Obtention du Brevet d'avocat
1976	Obtention du « Master Degree of Business Administration » (INSEAD)

### Parcours professionnel

1977-1981	Stages : Compagnie Financière Benjamin & Edmond de Rothschild, Goldman Sachs, New York, NMR, Londres Emploi : Edmond de Rothschild (Suisse) S.A.
1996-1998	Bâtonnier de l'Ordre des Avocats de Genève
1998-2007	Membre du Conseil Supérieur de la Magistrature à Genève
2005-2011	Président du Salon de l'Automobile de Genève

### Fonctions actuelles

depuis 1982	Associé à l'Etude de Pfyffer & Associés, Genève
depuis 1986	Administrateur de la Banque Morval S.A., Genève
depuis 1990	Arbitre au Tribunal Arbitral du Sport à Lausanne
depuis 1993	Administrateur d'Edmond de Rothschild (Suisse) S.A. Administrateur d'Edmond de Rothschild Asset Management (Suisse) S.A. Administrateur d'Edmond de Rothschild Holding S.A.
depuis 2004	Président de la Commission de Surveillance des Notaires genevois
depuis 2007	Président du Conseil d'Administration de la Banque Syz & Co S.A., Genève

## Tobias Guldimann<sup>1)</sup>

Membre, Suisse, 1961

### Formation

1976-1980	Ecoles à Zurich
1980-1986	Université de Zurich, Suisse Licence en Sciences économiques
1986-1990	Docteurat à l'Université de Zurich, Suisse. "Planification pour l'audit interne des banques orientée risque"

### Parcours professionnel

1980-1986	Travaux réguliers à temps partiel en tant que programmeur commercial (solutions informatiques pour des PME)
1986-1990	Auditeur du système informatique, Département Audit Interne, Credit Suisse, Zurich
1990-1996	Directeur, différentes fonctions dans la division de négoce (produits dérivés, nouvelles émissions, trésorerie mondiale), Credit Suisse, Zurich
1998-2004	Directeur adjoint des risques, Credit Suisse Group AG, Zurich
2002-2004	Directeur de la gestion des risques stratégiques, Credit Suisse, Services financiers, Zurich
2005-2006	Membre du Conseil d'administration et du Comité risques, Winterthur Insurance
2006-2009	Directeur de la gestion des risques stratégiques de la banque privée, Credit Suisse AG
2002-2013	Membre du Conseil d'administration de CSI / CSSEL
2004-2013	Directeur des risques et membre du Conseil Exécutif, Credit Suisse AG, Zurich
2015-2016	FINMA, Auditeur principal indépendant pour l'audit spécial sur le programme d'assainissement d'UBS lié à sa manipulation du marché des changes

### Mandats d'administrateur

depuis 2015 Fedafin AG, Président du Conseil d'administration

### Autres

2001-2013	Membre du Conseil de Fondation de l'Institut international de risques financiers
2008-2013	Membre du Comité Exécutif de l'Institut international de risques financiers (2010 - 2011 en tant que Président)
depuis 2005	Membre du Conseil de surveillance de la Fondation Hans Huber, Bâle
depuis 2007	Membre du Conseil de surveillance de la Fondation S. Eustachius, Winterthur
depuis 2010	Membre du Conseil de surveillance du Musée des arts de Winterthur (depuis 2016 en tant que Président)

## François Hottinger

Membre, Suisse, 1943

### Formation

1965	Cours de banque de l'AFB à la Sorbonne
1966-1967	Stagiaire à la BNP (ex BNCI), Paris
1967-1968	Banque Hottinguer & Cie Paris, employé au Service commercial
1968	Stagiaire à la Banque Baring Bros, Londres

### Parcours professionnel

1969-1992	Associé gérant Banque Hottinger & Cie, Zurich
1975-1990	Associé gérant Banque Hottinguer & Cie, Paris
1992-2008	Associé gérant J.F.E. Hottinger & Co, Zurich
1995-2008	Administrateur Banque Hugo Kahn AG, Zurich
2009-2012	Associé commanditaire J.C.E. Hottinger & Co., Zurich

### Mandats d'administrateur

depuis 1970	Administrateur d'Edmond de Rothschild (Suisse) S.A.
depuis 1992	Administrateur de Hottinguer Corporate Finance S.A., Paris
depuis 1992	Administrateur de Messieurs Hottinguer Gestion Privée S.A., Paris
depuis 1995	Administrateur de Bolux Sicav, Luxembourg
depuis 2010	Administrateur de Eleusis Sicav, Luxembourg

1) Depuis le 28 avril 2016, date de son élection à l'Assemblée générale ordinaire d'Edmond de Rothschild (Suisse) S.A.

---

## Klaus Jenny

Membre, Suisse, 1942

### Formation

1967	Licence en Sciences économiques, mention banque (Université de Saint-Gall)
1973	Doctorat en Sciences économiques (Université de Saint-Gall)
1975	Brevet d'Avocat, canton de Glaris
1986	Program for Senior Executives (Massachusetts Institute of Technology)

### Parcours professionnel

1972-1998	Crédit Suisse / Credit Suisse Group à partir de 1987 Membre de la Direction Générale Membre du Comité de la Direction Générale Member Executive Board Credit Suisse Group CEO Credit Suisse Private Banking
depuis 1999	Activités indépendantes dans le domaine de la finance d'entreprise institutionnelle et privée

### Mandats d'administrateur

depuis 2000	Maus Frères S.A.
depuis 2001	Téléverbier S.A.
depuis 2009	Assivalor S.A.
depuis 2009	Edmond de Rothschild Holding S.A.
depuis 2010	Edmond de Rothschild (Suisse) S.A. Stellavia S.A
depuis 2014	Lombard Odier SCA Membre de l'Organe de contrôle

Administrateur de diverses autres sociétés et de fondations de moindre importance.

## Maurice Monbaron

Membre, Suisse, 1946

### Formation

1965	Diplôme de commerce École de Commerce, Neuchâtel
1965-1966	Employé service ventes, Montres Cortébert, Bienne
1968	Baccalauréat ès sciences commerciales, Collège de Fribourg
1972	Licence HEC, Université de Lausanne

### Parcours professionnel

1972-1988	American Express Bank (Switzerland) AG, analyste crédits commerciaux et exploitant banque commerciale à Zurich, Adjoint du directeur de la succursale de Genève, Directeur de la succursale de Bâle, Directeur de la succursale de Genève
1988-1990	Directeur général adjoint de la TDB American Express Bank à Genève et membre de la Direction générale
1990-2005	Crédit Lyonnais (Suisse) SA, Directeur général adjoint et dès 1992, Directeur général. Dès 1996, Responsable Private Banking International pour le groupe Crédit Lyonnais

### Mandats d'administrateur

depuis 2010	Administrateur unique de Hôtel Royal SA, Crans-Montana
depuis 2013	Administrateur d'Edmond de Rothschild (Suisse) S.A.
depuis 2016	Président du Conseil d'Administration de Hôtel Royal SA, Crans-Montana
1992-2013	Administrateur de la Chambre France Suisse pour le Commerce et l'Industrie

---

## Philippe Perles

Membre, nationalités suisse et française, 1961

### Formation

1986 Diplôme en sciences commerciales et industrielles, Université de Genève  
1994 Centre international d'études monétaires et bancaires

### Parcours professionnel

1993-1995 Crédit Lyonnais (Suisse) SA, Genève  
Membre du directoire  
Membre du comité d'allocations d'actifs et d'investissements à Genève pour la politique d'investissements internationaux de la banque  
Gestionnaire de fonds internationaux  
1995-2000 Beldex SA, Genève, directeur général, responsable du développement commercial  
2000-2003 Sherwood Alliance SA, Genève, directeur, responsable du développement commercial et produits  
2003-2005 Geneva Business Consulting Sàrl, Genève  
directeur associé, responsable du développement commercial et produits  
2010-2011 Novel Management Services, Genève  
Directeur associé, responsable du développement commercial et produits  
2012-2015 Satocao LDA, Sao Tomé-et-Principe, fondateur et directeur général

### Fonctions actuelles

depuis 2005 Noveo Conseil SA, Genève, Paris et Londres Fondateur et directeur associé, responsable du développement commercial et produits

### Mandats d'administrateur

depuis 2002 Association romande des Intermédiaires financiers (ARIF), Genève, membre du conseil  
depuis 2012 Bedrock Real Time SA, membre du conseil d'administration  
depuis 2015 Edmond de Rothschild (Suisse) S.A., Genève, membre du conseil d'administration  
depuis 2016 Bedrock Holdings SA, membre du conseil d'administration  
depuis 2016 Edmond de Rothschild Asset Management (France), membre du conseil d'administration et président du comité d'audit

## Jacques-André Reymond<sup>1)</sup>

Membre, Suisse, 1937

### Formation

1959 Licence en droit (Université de Genève)  
1962 Licence en sciences commerciales (Université de Genève)  
1963 Diplôme de droit comparé (Institute of Comparative Law New York University)  
1966 Brevet d'avocat (Genève)  
1973 Doctorat en droit (Université de Genève)

### Parcours professionnel

1964-1965 Stagiaire chez Shearman & Sterling, New York  
1965-1966 Stagiaire chez Helg, Picot, Grandjean (Genève)  
1966-1968 Collaborateur à l'Etude Lenz  
1968-1996 Collaborateur puis Associé (1972) à l'Etude Sandoz, Mayor, Moreillon & Reymond  
1974-1998 Professeur de droit commercial et fiscal, Faculté de droit de l'Université de Genève.  
Doyen de 1989 à 1993

### Fonctions actuelles

Avocat, professeur honoraire de l'Université de Genève,  
Membre du Conseil d'Administration d'Edmond de Rothschild (Suisse) S.A.,  
Membre du Conseil d'Administration d'Edmond de Rothschild Holding S.A.,  
Vice-Président du Comité d'Audit d'Edmond de Rothschild (Suisse) S.A.

## E. Trevor Salathé<sup>2)</sup>

Membre, Suisse et Britannique, 1925

Aucun membre du Conseil d'Administration n'a entretenu de relations d'affaires étroites avec l'émetteur ou une société du même groupe.

1) Jusqu'au 2 mai 2017.

2) Jusqu'au 28 avril 2016. Ses données personnelles peuvent être consultées dans nos précédents rapports annuels accessibles sur le site internet de la Banque : [www.edmond-de-rothschild.com/site/Suisse/fr/banque-privee/relations-investisseurs/resultats-et-rapports-annuels](http://www.edmond-de-rothschild.com/site/Suisse/fr/banque-privee/relations-investisseurs/resultats-et-rapports-annuels)

## 3.2. Autres activités et groupements d'intérêt

Pour connaître les autres activités et les intérêts des membres du Conseil d'Administration, il convient de se référer à leurs données personnelles apparaissant à la section 3.1.

Au surplus, il est précisé que Maître Luc J. Argand est Président de la Commission de Surveillance des Notaires genevois.

## 3.3. Dispositions statutaires relatives au nombre de fonctions admises conformément à l'article 12 al. 1 ch. 1 ORAb

Conformément à l'article 12 al. 1 ch. 1 de l'ORAb, les Statuts\* d'Edmond de Rothschild (Suisse) S.A. prévoient un article 19quater concernant le nombre maximum de mandats externes pouvant être exercés par les administrateurs.

## 3.4. Élection et durée du mandat

Conformément à l'ORAb, l'Assemblée générale élit individuellement le Président (Art. 9 ch. 3 des Statuts\*) et les membres du Conseil d'Administration (Art. 9 ch. 2 des Statuts\*). La durée des fonctions des administrateurs est d'un an, quel que soit l'âge de l'administrateur, s'achevant à la fin de l'Assemblée générale ordinaire qui suit leur élection (Art. 19 al. 1 et 19bis al. 2 des Statuts\*). Une réélection est toutefois possible. Le Règlement d'organisation interne de la Banque (« Règlement interne »), à son article 3.1.1.2., prévoit une limite d'âge, pour être élu en tant qu'administrateur, fixée à 75 ans le jour de leur élection.

La Banque prévoit également dans ses Statuts\*, conformément aux dispositions légales, que les membres du Comité de Rémunération et le ou les Représentants Indépendants sont élus individuellement chaque année pour un mandat d'un an, comme le sont le Président et les membres du Conseil d'Administration.

L'âge moyen des administrateurs est actuellement de 64 ans.

\* Les Statuts sont accessibles sur le site internet de la Banque, sous rubrique Relations investisseurs / Informations générales - Documents légaux, à l'adresse : [www.edmond-de-rothschild.com/site/Suisse/fr/banque-privee/reactions-investisseurs/informations-generales](http://www.edmond-de-rothschild.com/site/Suisse/fr/banque-privee/reactions-investisseurs/informations-generales).

La durée du mandat des membres actuels du Conseil d'Administration est la suivante :

Administrateurs	Membre du CA depuis :	Fin du mandat :
Baron Benjamin de Rothschild	1985	2017
Baronne Benjamin de Rothschild	2009	2017
M. Jean Laurent-Bellue	2011	2017
M. Luc J. Argand <sup>#</sup>	1993	2017
M. Tobias Guldemann <sup>#</sup>	2016	2017
M. François Hottinger <sup>#</sup>	1970	2017
M. Klaus Jenny <sup>#</sup>	2010	2017
M. Maurice Monbaron <sup>#</sup>	2013	2017
M. Philippe Perles <sup>#</sup>	2015	2017
M. Jacques-André Reymond <sup>#</sup>	1996	2017 <sup>1)</sup>
M. E. Trevor Salathé <sup>#</sup>	1959	2016 <sup>2)</sup>

<sup>#</sup> Remplissent les critères d'indépendance de la circulaire – FINMA 08/24 « Surveillance et contrôle interne ».

## 3.5. Organisation interne

### Le Conseil d'Administration

Le Règlement interne actuel de la Banque prévoit notamment ce qui suit :

1. en préambule, la Banque déclare qu'en plus de son activité principale de banque de gestion de fortune et de négociant en valeur mobilière, elle exerce une activité de Maison Mère d'un groupe bancaire et financier, tel que défini dans la législation et la réglementation bancaire suisse. Il en résulte un élargissement des tâches et des compétences de chaque organe de la Banque (Art. 2.1. du Règlement interne) ;
2. pour chaque organe, la Banque définit dans ses Statuts\* et son Règlement interne les exigences générales de compétences, d'expérience, de diligence, de disponibilité, de fidélité et d'indépendance (Art. 22 et 22bis des Statuts\* et Art. 1.4. et 3 du Règlement interne) ;
3. la Banque rappelle que les membres de ses organes doivent organiser leurs rapports personnels et professionnels de manière à éviter autant que faire se peut tout conflit d'intérêts avec la Banque et le groupe bancaire et financier dont elle est la Maison Mère (Art. 3.1.1.7., 3.2.1.6., 3.3.1.6., 3.4.1.5. du Règlement interne) ;

1) Jusqu'au 2 mai 2017. Jacques-André Reymond n'a pas sollicité le renouvellement de son mandat.  
2) Jusqu'au 28 avril 2016.

4. tant pour elle-même que pour le groupe bancaire et financier dont elle est Maison Mère, la Banque dispose d'un Comité d'audit et d'un Audit interne dont les tâches et les compétences sont définies dans le Règlement interne aux articles 3.3.2. et 4.2. Elle dispose également, d'une fonction Compliance et d'une fonction Contrôle et Gestion des risques (Art. 3.1.2. et 3.2.1. du Règlement interne) ;
5. la Banque consolide les systèmes de contrôle interne, de gestion de l'information et de reporting (Art. 3.4.2. III. du Règlement interne), ainsi que de gestion des risques (Art. 2.3.1., 3.1.2., 3.3.2., 3.4.2. IV. du Règlement interne) ;
6. enfin, dans un document annexé au Règlement interne, le Conseil d'Administration de la Banque définit les compétences en vigueur en matière de crédits attribuées aux organes, ainsi qu'au Comité des Crédits et aux responsables du Département concerné et à ses subordonnés.

### 3.5.1. Répartition des tâches au sein du Conseil d'Administration

Le Conseil d'Administration, qui se compose de dix membres au 31 décembre 2016, est présidé par le Baron Benjamin de Rothschild. Depuis le 26 avril 2012, la Baronne Benjamin de Rothschild et Monsieur Jean Laurent-Bellue occupent respectivement les fonctions de Vice-Présidente et de Secrétaire. Le Conseil d'Administration fonctionne comme organe collégial. Les décisions sont prises à la majorité des administrateurs présents (art. 3.1.1.3. du Règlement interne et 20 des Statuts\*). En cas d'égalité des voix, celle du Président est prépondérante (Art. 20 des Statuts\*). À titre exceptionnel, les décisions du Conseil d'Administration peuvent également être prises par voie de circulation en la forme prévue par le Règlement interne (Art. 3.1.1.3).

Le Président du Conseil a les devoirs et les prérogatives prévus dans la loi, les Statuts\* et le Règlement interne (Art. 3.1.1.9. du Règlement interne).

Le Président doit être informé régulièrement par le Président du Comité Exécutif ou le Vice-Président sur la marche des affaires et la situation de la Banque et de ses filiales (Art. 3.1.1.9. du Règlement interne).

Si le Président du Comité Exécutif et/ou le Vice-Président hésitent à considérer une affaire comme étant de la compétence dudit Comité, ils soumettent la question au Président du Conseil qui décide si l'affaire est du ressort du Comité Exécutif ou du Conseil (Art. 3.1.1.9. du Règlement interne).

En cas d'absence du Président, ses fonctions sont exercées par le Vice-Président du Conseil ou, à défaut, par le doyen d'âge (Art. 3.1.1.9. du Règlement interne).

### 3.5.2. Composition, attributions et délimitation des compétences de tous les comités du Conseil d'Administration

Conformément aux Statuts\* et au Règlement interne de la Banque, lui permettant de constituer en son sein divers comités auxquels il peut confier des tâches de surveillance ou de direction supérieure, le Conseil d'Administration dispose d'un Comité d'Audit, d'un Comité de Rémunération et d'un Comité de Nomination.

#### *Le Comité d'Audit*

En vertu du Règlement interne, le Conseil d'Administration a délégué au Comité d'Audit, composé d'au minimum trois membres tous issus du Conseil d'Administration, une partie de ses pouvoirs, notamment ceux d'assurer la liaison entre la société d'audit externe et le Conseil d'Administration en vue de superviser les activités de l'Audit interne, de la fonction compliance et de la fonction de contrôle et de gestion des risques. Le Conseil d'Administration a désigné cinq de ses membres soit Klaus Jenny (Président), Jacques-André Reymond (Vice-Président)<sup>1)</sup>, Tobias Guldemann<sup>2)</sup>, Jean Laurent-Bellue, ainsi que Maurice Monbaron, pour faire partie du Comité d'Audit. Par ailleurs, Madame Fabienne Thionnet-Chevrier, Avocate, exerce les fonctions de Secrétaire hors Comité.

Les membres précités répondent majoritairement aux exigences d'indépendance et présentent les compétences et l'expérience nécessaires.

\* Les Statuts sont accessibles sur le site internet de la Banque, sous rubrique Relations investisseurs / Informations générales - Documents légaux, à l'adresse : [www.edmond-de-rothschild.com/site/Suisse/fr/banque-privee/rerelations-investisseurs/informations-generales](http://www.edmond-de-rothschild.com/site/Suisse/fr/banque-privee/rerelations-investisseurs/informations-generales).

1) Jusqu'au 2 mai 2017. Il sera ensuite remplacé par Tobias Guldemann à la vice-présidence du Comité d'Audit.  
2) Depuis le 28 avril 2016, à l'issue de l'Assemblée générale (en remplacement de E. Trevor Salathé)

### **Le Comité de Rémunération et le Comité de Nomination**

En vertu des Statuts\* (Art. 22bis) et du Règlement interne (Art. 3.2.1.1.), le Conseil d'Administration a délégué au Comité de Rémunération, composé d'au minimum trois membres, tous issus du Conseil d'Administration et élus par l'Assemblée générale, une partie de ses pouvoirs, dont (i) établir un règlement sur la rémunération, (ii) approuver l'enveloppe des salaires et des rémunérations variables des collaborateurs de la Banque, (iii) après consultation du CEO, faire des propositions au Conseil d'Administration quant aux rémunérations des membres du Comité Exécutif et (iv) soumettre des propositions au Conseil d'Administration quant aux rémunérations des administrateurs pour les activités déployées en cette qualité et en qualité de membre des comités du Conseil d'Administration. Les propositions portant sur les rémunérations visées aux chiffres (iii) et (iv) sont arrêtées par le Conseil d'Administration puis soumises à l'approbation de l'Assemblée générale (art. 9 ch. 6 et 7 des Statuts\*).

En 2016, l'Assemblée générale a élu quatre membres, soit la Baronne Benjamin de Rothschild (Présidente), Jean Laurent-Bellue (Secrétaire), ainsi que Messieurs Luc J. Argand et Klaus Jenny, pour faire partie du Comité de Rémunération. Ces mêmes personnes seront proposées à la réélection lors de l'Assemblée générale du 2 mai 2017.

Le Comité de Nomination, quant à lui, est chargé de préavisier le Conseil d'Administration concernant la nomination et la révocation des administrateurs, des membres du Comité Exécutif et des personnes chargées de la gestion et de la représentation de la Banque.

La composition du Comité de Nomination est identique à celle du Comité de Rémunération (article 3.2.1.2 du Règlement interne).

Les compétences essentielles (préparatoires, consultatives et décisionnelles) des Comités précités figurent dans le Règlement interne et les Statuts\*.

Se référer également au Rapport de Rémunération en pages 117 à 124.

### **3.5.3 Méthode de travail du Conseil d'Administration**

Le Conseil d'Administration se réunit périodiquement et tient si nécessaire des séances extraordinaires. En 2016, le Conseil d'Administration s'est réuni six fois. La durée moyenne des séances du Conseil d'Administration est d'une demi-journée. Le Conseil d'Administration de la Banque opère sur la base de dossiers préparés par son Secrétariat. Les séances du Conseil d'Administration font l'objet de procès-verbaux dûment numérotés et signés conjointement par le Président et le Secrétaire. Elles se déroulent selon un ordre du jour fixe qui couvre notamment les sujets suivants :

1. Lecture et approbation du procès-verbal de la séance précédente ;
2. Intervention du Président du Conseil d'Administration ;
3. Rapport du CEO,
4. Rapport du CFO,
5. Rapport du CAO,
6. Rapport du CRO,
7. Rapport du Responsable Legal & Compliance,
8. Rapport du Comité d'Audit,
9. Rapport du Comité de Rémunération,
10. Intervention des administrateurs indépendants,
11. Droit boursier,
12. Divers.

\* Les Statuts sont accessibles sur le site internet de la Banque, sous rubrique Relations investisseurs / Informations générales - Documents légaux, à l'adresse : [www.edmond-de-rothschild.com/site/Suisse/fr/banque-privee/rerelations-investisseurs/informations-generales](http://www.edmond-de-rothschild.com/site/Suisse/fr/banque-privee/rerelations-investisseurs/informations-generales).

### 3.6. Compétences

Le Conseil d'Administration est l'organe responsable de la Direction supérieure, de la surveillance et du contrôle de la Banque. En vertu de la loi et des Statuts\*, il a les pouvoirs les plus étendus pour la gestion des affaires sociales.

Il dispose notamment des attributions inaliénables et intransmissibles mentionnées à l'article 22 des Statuts\*, soit : a) examiner et préparer les propositions à soumettre à l'Assemblée générale et exécuter ses décisions ; b) édicter les instructions et règlements d'organisation nécessaires concernant la gestion de la Banque et la délimitation des compétences des différents organes ; c) décider de toutes les affaires qui, selon le règlement interne, sont réservées à la compétence du Conseil d'Administration ; d) nommer et révoquer les membres du Comité Exécutif et les personnes chargées de la gestion et de la représentation de la société ; e) désigner l'institution de révision prévue par la Loi fédérale sur les banques et les caisses d'épargne ; f) fixer les principes de la comptabilité et du contrôle financier, ainsi que le plan financier et établir le rapport de gestion ; g) examiner les rapports de révision de l'institution de révision ; h) statuer sur toutes les affaires qui, d'après la loi et les Statuts\*, n'entrent pas dans les compétences de l'Assemblée générale ou d'un autre organe ; i) exercer la haute surveillance sur les personnes chargées de la gestion pour s'assurer notamment qu'elles observent la loi, les Statuts\*, les règlements et les instructions données ; j) informer la FINMA en cas de surendettement ; k) établir le Rapport de rémunération.

Outre les attributions qui sont définies à l'article 22 des Statuts\*, le Conseil est compétent pour décider de toutes les affaires qui lui sont réservées à l'article 3.1.2 du Règlement interne.

En s'appuyant sur ses Comités, il fixe la stratégie générale de la Banque et du Groupe. Il arrête les principes d'organisation, de management et de contrôle et veille à leur application. Il exerce une surveillance consolidée sur l'ensemble des entités suisses et étrangères qui forment le groupe Edmond de Rothschild (Suisse) S.A. Le Conseil d'Administration a délégué au Comité Exécutif la gestion quotidienne des affaires sociales de la Banque (*voir chapitre 4*).

Les compétences du Conseil d'Administration et de ses Comités sont clairement définies dans les Statuts\* et le Règlement interne de la Banque.

\* Les Statuts sont accessibles sur le site internet de la Banque, sous rubrique Relations investisseurs / Informations générales - Documents légaux, à l'adresse : [www.edmond-de-rothschild.com/site/Suisse/fr/banque-privee/relations-investisseurs/informations-generales](http://www.edmond-de-rothschild.com/site/Suisse/fr/banque-privee/relations-investisseurs/informations-generales).

### 3.7. Instruments d'information et de contrôle

#### **Description du reporting du Comité Exécutif**

À chacune des séances du Conseil d'Administration, le Directeur général et / ou d'autres membres du Comité Exécutif exerçant les fonctions de Directeur financier, Chief Risk Officer et Responsable Juridique & Conformité rendent compte des principales décisions prises par le Comité Exécutif, ainsi que des opérations courantes et présentent celles qui sont de la compétence du Conseil d'Administration. Ils n'ont qu'une voix consultative.

Afin de pouvoir assumer leur devoir de surveillance, les membres du Conseil d'Administration reçoivent à chaque séance, entre autres documents, un rapport d'activité qui inclut notamment les commentaires du Directeur général, les bouclements des différentes entités du Groupe avec les comparaisons budgétaires, ainsi que la liste des immobilisations financières et des participations.

De même, à chaque séance, il leur est mis à disposition un rapport trimestriel sur le contrôle des risques contenant entre autres l'état des fonds propres, l'annonce des gros risques, les risques de marché, de taux et de défaillance de contrepartie dans le domaine bancaire, l'état des liquidités, ainsi que les rapports sur les risques juridiques et de réputation. Le Conseil d'Administration a, au surplus, mis en place des instruments de surveillance et de contrôle consolidés qui sont décrits aux pages 60 et suivantes du présent rapport annuel.

En dehors des séances du Conseil d'Administration, le Président et le Vice-Président du Comité Exécutif tiennent régulièrement informé le Président du Conseil d'Administration des principales décisions.

Le Conseil d'Administration peut inviter à ses séances d'autres membres du Comité Exécutif, des collaborateurs, des membres de l'Audit interne, des conseillers ou des experts externes, dont le concours s'avère nécessaire. Ces personnes n'ont qu'une voix consultative.

### **Description du système de l'Audit interne**

Conformément à la loi et à la réglementation applicables (Art. 12 al. 4 OB, Art. 20 al. 2 OBVM, cm 15, ainsi que 54 et suivants de la Circulaire FINMA 2008/24<sup>1)</sup>), le Conseil d'Administration dispose d'une révision interne qui lui est hiérarchiquement rattachée. Le Responsable de l'Audit interne est désigné par le Conseil d'Administration sur préavis du Comité d'Audit. Il reporte directement au Comité d'Audit. Les droits et obligations de l'Audit interne sont définis dans le Règlement interne de la Banque, ainsi que dans la Charte de l'Audit interne. L'Audit interne a, par ailleurs, accès à tous les documents de la Banque et des sociétés filiales consolidées dont il assure la révision.

L'Audit interne comprend treize personnes.

Il établit, sur une base annuelle, un programme d'audit qui est discuté et approuvé par le Comité d'Audit. La liste détaillée des missions prévues pour l'année en cours est également comprise dans le plan quadriennal résumant par domaine d'activité les interventions prévues.

Ce programme est discuté également avec la société d'audit externe.

Un rapport distinct est établi pour chaque domaine audité. Les prises de position de la Direction par rapport à chaque constatation sont incluses dans le rapport avec mention du délai fixé pour la mise en œuvre des mesures proposées. Lors de ses réunions, le Comité d'Audit traite les rapports de l'Audit interne en présence du Responsable de l'Audit interne et décide éventuellement de mesures complémentaires. Le Responsable de l'Audit interne participe aux séances du Comité d'Audit. Il peut être par ailleurs appelé dans certains cas à participer aux séances du Conseil d'Administration. Le Président du Conseil d'Administration ou du Comité d'Audit peut lui confier des missions spéciales.

La société d'audit externe établit pour sa part un plan d'audit pour chaque exercice qui est soumis au Comité d'Audit pour discussion et mise en œuvre. Le plan d'audit 2016 a été présenté au Comité d'Audit lors de sa séance du 29 août 2016. Le Comité d'Audit a des entretiens réguliers avec les représentants de la société d'audit externe.

### **Description du système de contrôle et de gestion des risques**

Se référer aux pages 60 à 62 du présent Rapport.

1) La Circulaire FINMA 2008/24 sera remplacé au 1<sup>er</sup> juillet 2017 par la Circulaire FINMA 2017/01 (CM 85 et suivant concernant la révision interne).

---

## 4. Direction générale

Le Comité Exécutif se compose de sept membres<sup>1)</sup> au 31 décembre 2016, nommés par le Conseil d'Administration. Ses séances sont en principe hebdomadaires. En 2016, il s'est réuni 37 fois. La durée moyenne des séances est d'une demi-journée. Les décisions sont prises à la majorité des membres présents représentant le quorum. En cas d'égalité des voix, celle du Président du Comité Exécutif est prépondérante. Les décisions du Comité Exécutif peuvent également être prises par voie de circulaire en la forme prévue par le Règlement interne (Art. 3.4.1.3 al. 3). Les séances du Comité Exécutif font l'objet de procès-verbaux dûment numérotés et signés par le Secrétaire du Comité. Elles se déroulent selon un ordre du jour qui couvre l'ensemble des activités de la Banque.

Chaque Département de la Banque est placé sous l'autorité d'un membre du Comité Exécutif. À l'issue de séances hebdomadaires, ce dernier informe ses collaborateurs des événements importants survenus dans son secteur de responsabilité.

Les membres du Comité Exécutif reçoivent hebdomadairement, mensuellement, trimestriellement ou semestriellement un certain nombre de documents et statistiques établis par les Départements et Services concernés, dont les boucléments avec comparaison budgétaire, la présentation des états financiers des différentes entités du groupe Edmond de Rothschild (Suisse) S.A., le rapport sur les risques comprenant les risques de crédit, de marché, de taux d'intérêt et le tableau des fonds propres, ainsi que les rapports sur les risques juridiques, compliance et de réputation. Le Comité Exécutif dispose aussi d'outils de contrôle et de surveillance décrits sous chiffre 3.7. qu'il s'emploie à perfectionner exercice après exercice.

Pour l'assister dans sa tâche, le Comité Exécutif a notamment créé les Comités suivants : un Comité de Direction Banque Privée, un Comité de Direction Opérationnel, un Comité de Stratégie d'Allocations d'Actifs, un Comité de Conformité, un Comité des Risques, un Comité des Crédits, un Comité Assets & Liability Management, un Comité d'Ouvertures de Comptes et un Comité d'Ethique.

Les séances de ces comités font l'objet de procès-verbaux dont une copie est remise à chaque membre du Comité Exécutif, ainsi que l'Audit interne.

Le Comité Exécutif peut inviter à ses séances des collaborateurs, des représentants de l'Audit interne, des conseillers ou des experts externes, dont le concours s'avère être nécessaire. Ces personnes n'ont qu'une voix consultative.

1) À compter du 4 janvier 2017, l'un de ses membres, Luca Venturini sera remplacé par Martin Liebi (dont la biographie peut être obtenue auprès des Contacts indiqués en page 38).

## 4.1. Membres de la Direction générale

### Emmanuel Fiévet

Président, Belge, 1969  
Directeur général

#### Formation

1993 Université Catholique de Louvain- Licence en sciences économiques appliquées

#### Parcours professionnel

1994-2000 Vice-Président JP Morgan- London, EMEA Region  
2000-2005 Managing Director Citigroup - London, EMEA Region  
2005-2008 Managing Director UBS Wealth Management, London, UK Domestic  
2008-2014 Managing Director Barclays Wealth and Investment Management, London/Geneva, EMEA & UK Markets

#### Fonctions actuelles

depuis le 1/05/2014 CEO Edmond de Rothschild (Suisse) S.A. & Head of International Private Banking et Président du Comité Exécutif d'Edmond de Rothschild (Suisse) S.A.

depuis le 1/05/2014 Membre du Comité Exécutif du groupe Edmond de Rothschild

#### Mandats d'administrateur

depuis le 27/10/2014 Président du Conseil d'Administration de Edmond de Rothschild (UK) Limited

depuis le 1/12/2014 Membre du Conseil d'Administration de Edmond de Rothschild Private Equity, Luxembourg

depuis le 14/12/2014 Président du Conseil d'Administration de Edmond de Rothschild (Israël) Ltd

depuis le 18/05/2015 Président du Conseil d'Administration de Edmond de Rothschild (Monaco)

depuis le 20/07/2016 Président du Conseil d'Administration de Edmond de Rothschild (Europe) S.A.

depuis le 13/10/2016 Membre du Conseil de Surveillance de Edmond de Rothschild Asset Management (France)

### Luca Venturini<sup>1)</sup>

Vice-Président, Italien, 1968  
Responsable de la Banque Privée

#### Formation

1997 Master en Marketing & Management, Middlesex University Business School

1999 Brevet d'avocat - Milan

#### Parcours professionnel

1994-1995 Directeur Marketing des marchés étrangers, Sico Italiana S.r.l., Tradate (Italie)

1996-1998 Avocat en l'Etude Studio Muscolo - Milan

1998-2000 Responsable du Département juridique, Controlfida (Suisse) SA - Lugano

2001-2003 Responsable du Département juridique, Controlfida Management Company Ltd (Irlande)

2000-2003 Membre du Conseil d'Administration et Responsable du Département juridique, Controlfida (Suisse) SA - Lugano Controlfida Management Company Ltd - Dublin

2003 Contrôleur aux comptes, Camperio SpA SIM - Milan

2003-2005 Responsable opérationnel, Protrust Financial Services Group SA (Suisse)

2005-2007 Responsable de cellule, Crédit Suisse Private Banking (Suisse)

2007-2011 Directeur de succursale et Responsable Banque Privée, Banca Sarasin & C. Ltd - Lugano

2011-2014 CEO Responsable Banque Privée, Edmond de Rothschild-(Lugano) S.A.

#### Fonctions actuelles

depuis le 1/08/2014 Directeur général adjoint, Directeur Banque Privée

1999 Président du Conseil d'Administration d'Edmond de Rothschild (Bahamas) Ltd. Président du Conseil d'Administration d'Edmond de Rothschild (Lugano) S.A. Membre du Conseil d'Administration d'Edmond de Rothschild SGR SpA Milano Membre du Conseil d'Administration du Conseil de Fondation de Prévoyance d'Edmond de Rothschild

1) Jusqu'au 31 décembre 2016. Il sera remplacé dès le 4 janvier 2017 par Martin Liebi, Directeur général adjoint (dont la biographie peut être obtenue auprès des Contacts indiqués en page 38).

---

## Sabine Rabald

Membre, Suisse, 1969  
Directeur général adjoint  
CAO et COO Groupe

### Formation

1986-1989 Société de Banque Suisse Genève  
Apprentissage de commerce - CFC de Commerce

### Parcours professionnel

1990-1995 Société de Banque Suisse, Genève  
Gestion des liquidités (1 an)  
Back-Office dérivés devises (2 ans) + Middle-Office  
Société de Banque Suisse, Zurich  
Back-Office dérivés bourse (2 ans)

1995-2014 Edmond de Rothschild Asset Management (Suisse) S.A.,  
Genève

1995-1997 Collaboratrice Back-Office

1998-2007 Responsable Back-Office et Contrôle

2007-2013 Directeur Contrôle & Compliance

2014 Présidente du Comité exécutif  
Directeur du Département Administration/Contrôle  
& Compliance

### Fonctions actuelles

depuis le Directeur Général Adjoint, CAO  
1/10/2014 Membre du Comité Exécutif Edmond de Rothschild  
(Suisse) S.A., Genève

depuis le COO Groupe  
1/10/2015 Membre du Comité Exécutif du Groupe

### Mandats d'administrateur

depuis 2014 Membre du Conseil d'Administration de :  
Edmond de Rothschild Private Equity S.A.  
Compagnie Benjamin de Rothschild Conseil S.A.

depuis 2015 Membre du Conseil d'Administration de :  
Compagnie Benjamin de Rothschild Management  
(Luxembourg) S.A.  
Edmond de Rothschild (UK) Ltd.  
Edmond de Rothschild (Europe) S.A.  
Edmond de Rothschild (Monaco) S.A.  
Edmond de Rothschild Securities (UK) Ltd.

2015-2016 Membre du Conseil d'Administration de :  
Edmond de Rothschild (Lugano) S.A.  
Edmond de Rothschild (Bahamas) Ltd.

depuis 2016 Membre du Conseil d'Administration de Finhub SA

## Yves Aeschlimann

Membre, Suisse, 1967  
Directeur  
Responsable Juridique et Compliance

### Formation

1993 Master en droit, Université de Genève  
1996 Brevet d'Avocat au Barreau de Genève

### Parcours professionnel

1996-1999 Avocat au barreau de Genève

1999-2000 Tribunal de première instance du Canton de Genève,  
Greffier de juridiction

2001-2009 Magistrat au Pouvoir judiciaire du Canton de Genève,  
Juge d'instruction

2010-2012 Banque mondiale, Washington DC, Senior Financial  
Sector Specialist, Financial Market Integrity

### Fonctions actuelles

depuis 2013 Directeur, Responsable Compliance et Juridique Groupe  
et membre du Comité Exécutif d'Edmond de Rothschild  
(Suisse) S.A.

depuis le Membre du Comité Exécutif  
1/05/2014 du groupe Edmond de Rothschild

### Mandat d'administrateur

Membre du Conseil d'Administration d'Edmond de Rothschild (Bahamas) Ltd.

---

## Cynthia Tobiano

Membre, Française, 1976  
Directeur  
CFO

### Formation

1994-1996	Institut privé de préparation aux examens et concours de l'enseignement supérieur (IPESUP) de Paris
1996-2000	Master in Business Administration, École supérieure des sciences économiques et commerciales de Paris (ESSEC)
1998	Brandeis University, Boston

### Parcours professionnel

2000-2003	Goldman Sachs, Londres, Analyste équipe Fusions & Acquisitions
2003-2006	Goldman Sachs, Paris, Associate équipe Fusions & Acquisitions
2006-2011	Goldman Sachs, Londres/Paris, Vice-Président - équipe Fusions & Acquisitions
2011-2013	Edmond de Rothschild (France), Directeur Finance et Développement Membre du Comité de Direction et du Comex

### Fonctions actuelles

<i>depuis 2013</i>	groupe Edmond de Rothschild et Edmond de Rothschild (Suisse) S.A., Directeur Financier Membre du Comité Exécutif d'Edmond de Rothschild Groupe et Edmond de Rothschild (Suisse) S.A. Membre du Conseil d'Administration et du Comité d'audit et des risques de : <ul style="list-style-type: none"><li>› Edmond de Rothschild (UK) Limited,</li><li>› Edmond de Rothschild (Monaco),</li><li>› Edmond de Rothschild (Europe) et</li><li>› Edmond de Rothschild (Israël) Ltd.</li></ul>
--------------------	--

### Mandats d'administrateur

Administrateur de  
Compagnie Benjamin de Rothschild Conseil SA (Suisse)  
Administrateur de  
Edmond de Rothschild Private Equity S.A. (Luxembourg)  
Membre du Conseil d'Administration de  
Edmond de Rothschild Buildings Boulevard Limited (Israël)  
Membre du Conseil de Surveillance et du Comité d'Audit d'Edmond de Rothschild Asset Management (France)  
Directeur de LCFR UK PEP Limited (United Kingdom)

## Emanuela Bonadiman

Membre, Italienne, 1963  
Directeur Ressources Humaines

### Formation

1982	Diplôme de l'Ecole Internationale de Bruxelles, Belgique
1987	Diplôme de langues modernes- Ell Université de Mons, Belgique
1989	Masters en Sciences politiques- Université de Louvain, Belgique
1998-2015	Spécialisation en réingénierie des processus, gestion du changement, Six Sigma, transformation fonctionnelle des ressources humaines et coaching de cadres

### Parcours professionnel

1990-1994	BMW Italie, Italie, Recrutement de cadres et L&D
1994-1996	Bureau de Vérone, chasseur de tête
1997-2001	Division internationale de TRANE, Directrice des Ressources humaines, nommée Sous-directrice en 1999
2001-2006	American Standard Inc., Sous-directrice des Ressources Humaines de la division Opérations & Distribution
2006-2009	Arrow Electronics Inc.,
2006	Sous-directrice des ressources humaines EMEA
2007-2009	Sous-directrice des ressources humaines EMEASA
2009-2010	Levi Strauss & Co Sous-directrice des ressources humaines LSEMEA
2010-2011	Sous-directrice de la gestion des talents au niveau mondial
2011-2013	Gucci, Sous-directrice des ressources humaines au niveau mondial
2013-2015	Kering, Directrice de la gestion des talents au niveau mondial

### Fonctions actuelles

<i>depuis 2015</i>	Edmond de Rothschild (Suisse) S.A. et groupe Edmond de Rothschild, Directeur Ressources Humaines
--------------------	--

### Mandats d'administrateur

2012	Membre du Conseil d'Administration de Gucci SpA
2012-2015	Membre du Conseil d'Administration de Datalogic SpA

---

## Jean-Christophe Pernollet

Membre, Français, 1966  
Directeur

### Éducation et formation

1986	Bachelor, Institut d'Études politiques de Grenoble, France
1987	Institute of European Studies, Université de Hull, Angleterre
1990	Master in Management - EDHEC Business School, France
1998	U.S. CPA
2002	Senior Executive Program, Columbia Business School, New York

### Parcours professionnel

1990-1993	Deloitte & Touche, Paris
1993-1997	PricewaterhouseCoopers Genève, Suisse
1997-1999	PricewaterhouseCoopers New York, USA
1999-2010	PricewaterhouseCoopers Genève, Suisse - Associé dès 2001
2005-2010	PricewaterhouseCoopers - Associé responsable du bureau de Genève
2010-2012	EFG International AG, Directeur financier Membre du Conseil d'administration, Comités audit et risque de EFG Private Bank Limited - Londres
2012-2013	Directeur financier du groupe Edmond de Rothschild
2014-2015	Responsable de l'Audit interne du groupe Edmond de Rothschild

### Fonctions actuelles

depuis 2015	Chief Risk Officer Edmond de Rothschild (Suisse) S.A. et Chief Risk Officer du groupe Edmond de Rothschild Membre du Comité Exécutif d'Edmond de Rothschild (Suisse) S.A. et du groupe Edmond de Rothschild
-------------	--

### Mandats d'administrateur

depuis 2014	Conseil de fondation Fondation de prévoyance Edmond de Rothschild Président depuis 2015
depuis 2015	Président du Conseil d'administration de Edmond de Rothschild Real Estate SICAV (ERRES)
depuis 2015	Membre du Conseil d'administration et Président du Comité d'audit et des risques de Edmond de Rothschild Asset Management (Suisse) S.A.
depuis 2015	Membre du Conseil d'administration de Edmond de Rothschild (UK) Ltd
depuis 2014	Membre du Conseil d'administration de Swissquote Bank
depuis 2015	Membre du Conseil d'administration de Swissquote Holding ; Président du Comité d'audit et des risques du Groupe

---

## 4.2. Autres activités et groupements d'intérêt

Les membres du Comité Exécutif n'exercent pas d'autres activités ou ne font pas partie de groupements d'intérêt au sens de l'article 4.2. de la DCG de la SIX Exchange Regulation, à l'exception de celles décrites à la section 4.1.

## 4.3. Dispositions statutaires relatives au nombre de fonctions admises conformément à l'article 12 al. 1 ch. 1 ORAb

Comme le requiert l'article 12 al. 1 ch. 1 de l'ORAb, les Statuts\* d'Edmond de Rothschild (Suisse) S.A. prévoient un article 23bis sur le nombre maximum des mandats externes pouvant être exercés par les membres du Comité Exécutif.

Ainsi, dans les limites autorisées par la réglementation bancaire suisse, les membres du Comité Exécutif peuvent, avec l'accord du Conseil d'Administration, exercer trois mandats au plus dans des organes supérieurs de direction ou d'administration d'entités juridiques tierces. Les mandats exercés pour des entités juridiques sous contrôle commun sont réputés ne constituer qu'un seul mandat pour les besoins de cette disposition.

Il est précisé qu'au sens de la disposition statutaire susvisée, une société n'est pas considérée comme une entité juridique tierce au sens de cette disposition, et n'est donc pas prise en compte pour le calcul du nombre maximum de mandats susmentionnés, si :

1. elle contrôle la Banque directement, indirectement ou de concert avec des tiers ou est contrôlée par elle ; ou
2. elle n'a pas l'obligation de s'inscrire au registre du commerce ou dans un registre similaire à l'étranger ;  
ou
3. le mandat est exercé à la demande de la Banque ou d'une entité juridique contrôlée par la Banque directement ou indirectement.

## 4.4. Contrats de management

De tels contrats n'existent pas chez Edmond de Rothschild (Suisse) S.A.

\* Les Statuts sont accessibles sur le site internet de la Banque, sous rubrique Relations investisseurs / Informations générales - Documents légaux, à l'adresse : [www.edmond-de-rothschild.com/site/Suisse/fr/banque-privee/relations-investisseurs/informations-generales](http://www.edmond-de-rothschild.com/site/Suisse/fr/banque-privee/relations-investisseurs/informations-generales).

---

## 5. Rémunérations, participations et prêts

Conformément à l'ORAb, Edmond de Rothschild (Suisse) S.A. publie les informations requises sur les rémunérations de son Conseil d'Administration et de son Comité Exécutif dans son Rapport de rémunération (page 117).

---

# 6. Droits de participation des actionnaires

## 6.1. Limitation et représentation des droits de vote

### 6.1.1 Dispositions statutaires limitant les droits de vote

Les propriétaires d'actions nominatives sont autorisés à exercer le droit de vote pour autant qu'ils soient inscrits sur le registre des actions (Art. 6 al. 4 et Art. 14 al. 1 des Statuts\*). Les alinéas 5 et suivants de l'article 6 des Statuts\* mentionnent les motifs de refus de l'inscription au registre des actions par le Conseil d'Administration (voir également point 2.6). Tant que l'approbation nécessaire au transfert des actions nominatives n'est pas donnée par le Conseil d'Administration, les droits sociaux découlant de ces actions restent à l'actionnaire inscrit au registre des actions (Art. 6 al. 9 des Statuts\* et Art. 685c al. 2 du Code des obligations).

Les Statuts\* ne contiennent pas de dispositions limitant les droits de vote liés aux actions au porteur. Les détenteurs d'actions au porteur sont autorisés à exercer le droit de vote à l'Assemblée générale par la simple production des titres ou de toute autre manière prescrite par le Conseil d'Administration (Art. 14 al. 3 des Statuts\*).

### 6.1.2 Dispositions statutaires limitant les droits de vote des représentants institutionnels

Les Statuts\* ne contiennent pas de limitations des droits de vote des représentants institutionnels.

### 6.1.3 Motifs de l'octroi de dérogations pendant l'exercice

Comme mentionné au point 2.6.2, aucune dérogation aux restrictions de transfert des actions nominatives n'a été octroyée durant l'exercice.

### 6.1.4 Procédure et conditions auxquelles les limitations des droits de vote peuvent être abolies

La procédure et les conditions auxquelles les restrictions de transfert des actions nominatives peuvent être abolies sont mentionnées au point 2.6.4.

### 6.1.5 Dispositions statutaires concernant la participation à l'Assemblée générale

Un actionnaire détenteur d'actions nominatives ne peut se faire représenter à l'Assemblée générale que par un autre propriétaire d'actions nominatives au bénéfice d'un pouvoir écrit ou par le représentant indépendant (Art. 14 al. 2 des Statuts\*).

### 6.1.6 Octroi d'instructions au représentant indépendant et participation par voie électronique

Les Statuts\* ne contiennent pas de règles relatives à l'octroi d'instructions au représentant indépendant ni de dispositions relatives à la participation par voie électronique à l'Assemblée générale.

## 6.2. Quorums statutaires

L'Assemblée générale est valablement constituée lorsque plus de la moitié des actions est représentée. Au cas où ce quorum n'est pas atteint, une seconde assemblée peut être convoquée, avec le même ordre du jour (Art. 15, al. 2 des Statuts\*). Cette seconde assemblée ne peut toutefois se tenir qu'après un délai minimum de trente jours et est valablement constituée quel que soit le nombre d'actions représentées, ce qui doit être mentionné dans la convocation (Art. 15, al. 3 des Statuts\*).

\* Les Statuts sont accessibles sur le site internet de la Banque, sous rubrique Relations investisseurs / Informations générales - Documents légaux, à l'adresse : [www.edmond-de-rothschild.com/site/Suisse/fr/banque-privee/rerelations-investisseurs/informations-generales](http://www.edmond-de-rothschild.com/site/Suisse/fr/banque-privee/rerelations-investisseurs/informations-generales).

---

### 6.3. Convocation de l'Assemblée générale

Les règles relatives à la convocation de l'Assemblée générale sont régies par les articles 11, 12 et 31 des Statuts\* qui reprennent les dispositions du Code suisse des obligations.

### 6.4. Inscription à l'ordre du jour

Les règles relatives à l'ordre du jour ainsi qu'aux délais applicables sont régies par les articles 11 et 12 des Statuts\* qui reprennent les dispositions du Code suisse des obligations (Art. 699 et suivants CO) :

**Article 11 des Statuts\***

*L'Assemblée générale est convoquée par le Conseil d'Administration et, au besoin, par les réviseurs, les liquidateurs ou les représentants des obligataires.*

*Un ou plusieurs actionnaires représentant ensemble 10 % au moins du capital-actions peut/peuvent aussi requérir la convocation de l'Assemblée générale.*

*Des actionnaires qui représentent des actions totalisant une valeur nominale de CHF 1 million peuvent requérir l'inscription d'un objet à l'ordre du jour.*

*La convocation et l'inscription d'un objet à l'ordre du jour doivent être requises par écrit en indiquant les objets de discussion et les propositions.*

**Article 12 al. 1 et 2 des Statuts\***

*L'Assemblée générale est convoquée vingt jours au moins avant la date de sa réunion, selon le mode prévu à l'article 31 pour les publications de la société.*

*Les objets portés à l'ordre du jour sont mentionnés dans la convocation, ainsi que les propositions du Conseil d'Administration et des actionnaires qui ont requis la convocation de l'assemblée ou l'inscription d'un objet à l'ordre du jour.*

### 6.5. Inscriptions au registre des actions

Le délai d'inscription des actions nominatives, non cotées, échoit, selon la pratique de la société, le jour de la publication de l'ordre du jour.

\* Les Statuts sont accessibles sur le site internet de la Banque, sous rubrique Relations investisseurs / Informations générales - Documents légaux, à l'adresse : [www.edmond-de-rothschild.com/site/Suisse/fr/banque-privee/relations-investisseurs/informations-generales](http://www.edmond-de-rothschild.com/site/Suisse/fr/banque-privee/relations-investisseurs/informations-generales).

---

# 7. Prise de contrôle et mesures de défense

## 7.1 Obligation de présenter une offre

La Société a inclus à l'article 6 al. 3 des Statuts\* une clause selon laquelle un offrant n'est pas tenu de présenter une offre publique d'acquisition conformément aux articles 135 et 163 de la Loi fédérale du 19 juin 2015 sur les infrastructures des marchés financiers et le comportement sur le marché en matière de négociation de valeurs mobilières et de dérivés (Loi sur l'infrastructure des marchés financiers, LIMF).

## 7.2 Clauses relatives aux prises de contrôle

Aucun membre de la Direction (Conseil d'Administration, Direction générale et autres cadres dirigeants) n'est au bénéfice d'accords contractuels spéciaux pour le protéger contre une cession de contrôle de l'émetteur.

\* Les Statuts sont accessibles sur le site internet de la Banque, sous rubrique Relations investisseurs / Informations générales - Documents légaux, à l'adresse : [www.edmond-de-rothschild.com/site/Suisse/fr/banque-privee/relations-investisseurs/informations-generales](http://www.edmond-de-rothschild.com/site/Suisse/fr/banque-privee/relations-investisseurs/informations-generales).

---

# 8. Organe de révision

## 8.1. Durée du mandat de révision et durée de la fonction du réviseur responsable

Depuis 1982, PricewaterhouseCoopers S.A., Genève, est la société d'audit externe d'Edmond de Rothschild (Suisse) S.A., Genève. Les comptes du groupe Edmond de Rothschild (Suisse) S.A. sont révisés par PricewaterhouseCoopers S.A. ; Monsieur Beresford Caloia étant le réviseur responsable du mandat de révision depuis 2012.

## 8.2. Honoraires de révision

Le groupe Edmond de Rothschild (Suisse) S.A. a versé un montant total de CHF 3'278'000.- y compris TVA, au titre d'honoraires de révision au sens de la clause 8.2. de la DCG.

## 8.3. Honoraires supplémentaires

Le groupe Edmond de Rothschild (Suisse) S.A. a versé un montant total de CHF 2'520'000.- y compris TVA, au titre d'honoraires supplémentaires au sens de la clause 8.3. de la DCG.

## 8.4. Instruments d'information sur la révision externe

PricewaterhouseCoopers S.A. élabore chaque année un plan d'audit et rédige un rapport sur l'audit des comptes annuels et un autre sur l'audit prudentiel. Le réviseur responsable du mandat de révision discute de ces documents avec le Comité d'Audit. Le plan d'audit a été présenté au Comité d'Audit lors de sa séance du 5 décembre 2016. Les résultats de l'audit des comptes annuels ont été présentés et discutés au Comité d'Audit ainsi qu'au Conseil d'Administration lors de leur séance du mois de mars.

Les auditeurs externes ont accès en tout temps au Comité d'Audit, au Comité Exécutif et à l'Audit interne avec qui ils ont des séances de travail régulières.

Le mandat de PricewaterhouseCoopers S.A. est annuel. La qualification des auditeurs externes, leurs performances et le montant des honoraires de révision sont évalués annuellement par le Comité d'Audit.

Tel qu'exigé par l'Autorité fédérale de surveillance des marchés financiers FINMA, le rythme de rotation du réviseur responsable du mandat de révision est de sept ans.

---

# 9. Politique d'information

Edmond de Rothschild (Suisse) S.A. informe ses actionnaires, les investisseurs potentiels, ses collaborateurs et le public en général, de la manière la plus complète et la plus transparente possible, notamment au travers des rapports annuels, des communiqués de presse, des conférences de presse et des interviews qu'elle accorde à la presse spécialisée et aux analystes financiers, ainsi que lors de l'Assemblée générale de ses actionnaires et sur son site internet : [www.edmond-de-rothschild.ch](http://www.edmond-de-rothschild.ch), sous la rubrique « Relations investisseurs ».

La politique et la gestion des risques, ainsi que le calcul des fonds propres consolidés et la publication financière (Pilier 3) sont accessibles sur le site internet sous [www.edmond-de-rothschild.ch](http://www.edmond-de-rothschild.ch), sous la rubrique « Relations investisseurs / Informations financières et Pilier 3 ».

## Évènements et agenda

### 9 mars 2017

Annonce des résultats annuels 2016

### 6 avril 2017

Parution du Rapport annuel 2016

### 7 avril 2017

Publication de la convocation à l'Assemblée générale des actionnaires et de l'ordre du jour dans la FOSS (publication intégrale), le Temps, l'Agefi, Neue Zürcher Zeitung, Finanz und Wirtschaft (publications résumées)

### 2 mai 2017

Assemblée générale ordinaire des actionnaires, à Genève (Château de Pregny)

### 30 août 2017

Publication du rapport intermédiaire 2017

## Contacts

### *Relations avec les investisseurs*

Madame Cynthia Tobiano  
Directeur financier

Edmond de Rothschild (Suisse) S.A.  
18, rue de Hesse, 1204 Genève  
T. +41 58 818 91 11  
F. +41 58 818 91 91  
[c.tobiano@edr.com](mailto:c.tobiano@edr.com)

### *Relations avec les médias*

Monsieur Jérôme Koechlin  
Head of Communication & Marketing  
International Private Banking

Edmond de Rothschild (Suisse) S.A.  
18, rue de Hesse, 1204 Genève  
T. +41 58 818 92 15  
F. +41 58 818 91 91  
[j.koechlin@edr.com](mailto:j.koechlin@edr.com)

### *Relations bourse*

Monsieur Yves Aeschlimann  
Responsable Juridique & Conformité

Edmond de Rothschild (Suisse) S.A.  
18, rue de Hesse, 1204 Genève  
T. +41 58 818 82 23  
F. +41 58 818 91 91  
[y.aeschlimann@edr.com](mailto:y.aeschlimann@edr.com)

Madame Fabienne Thionnet-Chevrier  
Avocate

Edmond de Rothschild (Suisse) S.A.  
18, rue de Hesse, 1204 Genève  
T. +41 58 818 90 74  
F. +41 58 818 91 91  
[f.thionnet-chevrier@edr.com](mailto:f.thionnet-chevrier@edr.com)

### *Internet*

[www.edmond-de-rothschild.ch](http://www.edmond-de-rothschild.ch)  
sous la rubrique  
« Relations investisseurs / Informations générales »

# Rapport de gestion

40	Chiffres-clés	52	État des Capitaux Propres
41	Rapport du Conseil d'Administration sur les comptes consolidés	53	Tableau de financement consolidé
45	Rapport de l'organe de révision sur les comptes consolidés	55	Annexe aux comptes consolidés
49	Bilan consolidé	64	Informations relatives au bilan
51	Compte de résultat consolidé		

# Chiffres-clés

du groupe Edmond de Rothschild (Suisse) S.A.

	2016	2015	Variation	Variation %
<b>Compte de résultat consolidé (en milliers de CHF)</b>				
Résultat net des opérations d'intérêts	52'411	27'996	24'415	87,2
Résultat des opérations de commissions et des prestations de service	444'348	464'744	(20'396)	(4,4)
Résultat des opérations de négoce et de l'option de la juste valeur	101'581	93'218	8'363	9,0
Charges d'exploitation (frais de personnel et frais généraux)	(535'030)	(513'813)	(21'217)	4,1
Résultat opérationnel	59'006	69'425	(10'419)	(15,0)
<b>Bénéfice du Groupe</b>	<b>63'321</b>	<b>56'033</b>	<b>7'288</b>	<b>13,0</b>
<b>Rentabilité (en %)</b>				
Rendement des fonds propres (en %) bénéfice net / moyenne des fonds propres 1)	5,3	4,6	-	-
Rendement de l'actif (en %) bénéfice net / moyenne des actifs	0,4	0,3	-	-
<b>Actions (en CHF)</b>				
Résultat par action au porteur après déduction de la part des intérêts minoritaires	588	531	56	10,6
Résultat par action nominative après déduction de la part des intérêts minoritaires	118	106	11	10,6

	2016	2015	Variation	Variation %
<b>Bilan consolidé (en milliers de CHF)</b>				
Créances sur les banques	736'666	858'343	(121'677)	(14,2)
Créances sur la clientèle	2'795'557	2'444'346	351'211	14,4
Engagements envers les banques	471'349	187'262	284'087	151,7
Engagements résultant des dépôts de la clientèle	14'384'580	14'654'313	(269'733)	(1,8)
<b>Fonds propres</b>	<b>1'260'617</b>	<b>1'259'503</b>	<b>1'114</b>	<b>0,1</b>
Total du bilan	16'670'571	16'622'674	47'897	0,3
Ratio des fonds propres durs (CET1) Bâle III en %	25,7%	31,1%	-	-
Ratio des fonds propres totaux Bâle III en %	25,7%	31,1%	-	-
Ratio de liquidité à court terme (LCR) en %	181,8%	181,2%	-	-
Ratio de levier en %	6,3%	6,7%	-	-

<b>Avoirs administrés (en millions de CHF)</b>				
Total des avoirs administrés (y.c. prises en compte doubles)	118'138	114'845	3'293	2,9
<i>dont prises en compte doubles</i>	6'287	7'352	(1'065)	(14,5)
<i>+/- apports / retraits nets d'argent frais</i>	1'655	8'203	(6'548)	(79,8)

<b>Effectif du Groupe (nombre de collaborateurs)</b>				
Effectif moyen	1'821	1'754	67	3,8
- en Suisse	818	766	52	6,8
- à l'étranger	1'003	988	15	1,5
Effectif à la fin de la période	1'776	1'771	5	0,3
Effectif du personnel, converti en places de travail à temps complet	1'731	1'719	12	0,7

<sup>1)</sup> Y compris le bénéfice net du Groupe après paiement du dividende de la Maison Mère et parts des intérêts minoritaires.

---

# Rapport du Conseil d'Administration

sur les comptes consolidés d'Edmond de Rothschild (Suisse) S.A.  
à l'Assemblée générale des Actionnaires du 2 mai 2017

Mesdames et Messieurs les Actionnaires,

2016 aura été marquée par les surprises des urnes anglaises et américaines notamment, terrorisme et crise migratoire ou encore inquiétudes sur la croissance chinoise. Ces événements, politiques, géopolitiques ou macroéconomiques ont secoué les marchés tout au long de l'année.

Dans ce contexte mouvementé, les avoirs sous gestion du groupe Edmond de Rothschild (Suisse) S.A. ont néanmoins progressé pour atteindre un plus haut historique à CHF 118,1 milliards au 31 décembre 2016, en augmentation de CHF 3,3 milliards (+2,9%) par rapport au 31 décembre 2015. Cette progression se décompose en une collecte nette positive de CHF 1,7 milliard (+1,5% des avoirs à fin 2015) et un effet marché / devises favorable de CHF 1,6 milliard (+1,4% des avoirs à fin 2015). Les bons résultats de collecte s'expliquent principalement par la progression des actifs de gestion en Europe et Asie, axes de développement majeurs pour nos clientèles privée et institutionnelle.

Notre statut de maison de gestion à l'actionnariat stable et familial nous permet de relever les défis qui se dressent devant nous et de poursuivre notre politique de recherche d'excellence et d'adaptation constante de notre organisation à l'évolution de notre métier. 2016 aura été une nouvelle étape de la stratégie du groupe Edmond de Rothschild qui vise à renforcer son positionnement de Maison d'Investissements dans ses entités dont Edmond de Rothschild (Suisse) S.A. Cette stratégie s'articule autour de trois axes principaux :

- › Focaliser les efforts et les investissements pour mieux servir nos clients sur des marchés choisis et sur lesquels Edmond de Rothschild peut leur offrir le meilleur de ses services. C'est dans cet esprit qu'Edmond de Rothschild (Suisse) S.A. a cédé sa filiale à Nassau en 2016 et a redéfini la manière dont nous entendions servir au mieux nos clients de Hong Kong ou du Royaume-Uni. Ces mesures sont nécessaires pour renouer avec une croissance rentable et nous permettent de nous focaliser sur les marchés où nous avons les avantages compétitifs les plus forts. Elles viennent terminer notre recentrage géographique.
- › Investir dans de nouvelles expertises permettant d'enrichir la « typicité » de ses produits, solutions et savoir-faire. Les clients viennent trouver chez Edmond de Rothschild des supports et des thèses d'investissements avec une forte valeur ajoutée. Edmond de Rothschild a notamment lancé en 2016 plusieurs fonds de Private Equity de niches qui sont un

vrai marqueur d'Edmond de Rothschild et nous nous réjouissons des classements tout à fait remarquables de notre gestion immobilière en Suisse (la SICAV immobilière ERRES a été reconnue comme le meilleur fonds immobilier suisse par Thomson Reuters Lipper, pour sa performance sur trois ans).

- › Mieux intégrer l'ensemble de nos expertises – notamment un Asset Manager de convictions « propriétaire », agile, qui travaille en totale collaboration avec nos banquiers. L'accélération de la collaboration entre ses différents métiers, banque privée, asset management, fund services, private equity et corporate finance, doit permettre d'accentuer ses synergies et de générer des solutions d'investissement innovantes pour nos clients institutionnels et privés.

Edmond de Rothschild (Suisse) S.A. est très présent à Genève, Fribourg, Lausanne, ainsi qu'à travers son agence à Zurich, dont le dynamisme commercial se confirme avec des apports nets de près de CHF 200 millions sur l'année. Notre implantation de Lugano, transformée en succursale au cours du premier semestre 2016, poursuit sa croissance. Elle affiche ainsi une conservation de CHF 5,2 milliards à fin 2016, avec des apports de fonds positifs.

Edmond de Rothschild (Suisse) S.A. développe son offre de prévoyance professionnelle en coopération avec le groupe Tellco Prévoyance SA pour le lancement en Suisse d'une solution collective destinée aux grandes entreprises et aux PME.

En parallèle, Edmond de Rothschild (Suisse) S.A. est bien engagé dans la mise en œuvre de la modernisation de sa plateforme opérationnelle avec la mise en place d'Avaloq en Suisse dès l'été prochain, puis progressivement sur l'ensemble du réseau international et ce afin d'améliorer encore notre qualité de service à notre clientèle.

La plateforme internationale affiche, elle aussi, cette année de solides performances.

À Monaco, notre filiale Edmond de Rothschild (Monaco) a connu de très bons résultats en 2016. Le dynamisme commercial et le renforcement des équipes ont permis une progression des actifs sous gestion en 2016 de 12 %, à 7,8 milliards d'euros ; les apports nets ont représenté plus de 1 milliard d'euros. Elle réalise un bénéfice consolidé de 15,8 millions d'euros, en hausse de 9% par rapport à l'exercice précédent.

---

Edmond de Rothschild (Europe), notre filiale à Luxembourg, poursuit une stratégie de croissance dans ses différents métiers que sont la banque privée, l'asset management et l'administration de fonds communs de placement.

Les équipes dirigeantes de la Banque, menées par Bernard Coucke, ont été renforcées notamment au niveau de la direction de la banque privée avec l'arrivée de Bruno Carboni et de Pierre Voos en tant que Chief Administrative Officer (CAO).

En 2016, l'activité luxembourgeoise est également bien orientée avec une progression des avoirs de la clientèle de près de 12% à 63 milliards d'euros, notamment avec la progression de l'activité de nos partenaires asiatiques. Elle réalise un bénéfice consolidé de 28,6 millions d'euros, en progression de plus de 15%.

Au cours de l'exercice 2016, le nom d'Edmond de Rothschild (Europe) a été cité en relation avec une possible fraude au sein du fonds 1MDB. Sur ce dossier, la Banque collabore pleinement avec toute demande provenant des autorités judiciaires, dans le respect des lois en vigueur au Luxembourg. De plus, en tant qu'entité régulée, la Banque répond aux diverses demandes et coopère pleinement avec son autorité de tutelle, la Commission de Surveillance du Secteur Financier ainsi qu'avec toutes les autorités de surveillance intervenantes dans la conduite de ces dossiers. La Banque fait valoir ses droits dans ces procédures. Pour faire face aux possibles conséquences financières, la Banque a constitué des provisions établies en conformité avec les principes comptables applicables et sur la base des éléments connus à la date de l'arrêté des comptes, compte tenu de l'état d'avancement des volets réglementaire et juridique.

Edmond de Rothschild (Europe), poursuit également son développement commercial en banque privée dans ses succursales de Belgique, Espagne, ainsi qu'au Portugal.

### Israël

Les résultats présentés ci-après intègrent les activités de banque privée et d'asset management d'Edmond de Rothschild (Israël) Ltd détenu auparavant par Edmond de Rothschild (France). Ces activités regroupent une cinquantaine de collaborateurs.

### Royaume-Uni

Notre plateforme londonienne se concentre sur des expertises phares dotées d'une forte «typicité», comme celles de financement d'infrastructures, de fonds de Hedge Funds ou de conseil aux entreprises, pour lesquelles nous sommes reconnus.

## Résultats Comptes consolidés

Le groupe Edmond de Rothschild (Suisse) S.A. enregistré, en 2016, une collecte nette de près de CHF 1,7 milliard. Au 31 décembre 2016, les avoirs de la clientèle atteignent ainsi CHF 118,1 milliards (contre CHF 114,8 milliards fin 2015), un plus haut historique.

À CHF 655 millions, les revenus consolidés progressent de près de 3%. Ce succès est notamment dû à l'intégration des activités israéliennes et à la bonne orientation de l'activité de bilan, qui reflète le développement des activités de crédit, le succès de nos partenariats notamment en asset management, ainsi que l'environnement de forte volatilité sur les marchés en 2016. La croissance des encours dans ses marchés cœurs a permis au Groupe de contenir l'érosion des marges.

Le résultat net des intérêts est en progression de près de CHF 24 millions par rapport à l'exercice précédent (soit +87%). Cette évolution est à mettre en lien avec l'augmentation des résultats de trésorerie et marge d'intérêts, portée notamment par la hausse des taux sur le USD ainsi que l'augmentation du volume des crédits. De plus, les revenus du portefeuille de compte propre sont en progression.

Le résultat des opérations de commissions et des prestations de service est en baisse de 4,4% pour s'établir à CHF 444,3 millions, comparés à CHF 464,7 millions en 2015. La dégradation de notre asset mix et l'érosion des marges tant en banque privée qu'en asset management, et, dans une moindre mesure, une contribution des commissions de surperformance perçues sur certaines gammes de fonds en repli se traduisent dans cette évolution et ce en dépit de la bonne orientation des commissions d'asset servicing en progression de près de 9%.

Le résultat des opérations de négoce augmente de 9% par rapport à l'exercice précédent. Il s'établit à CHF 101,6 millions, comparés à CHF 93,2 millions en 2015. Cette évolution est la conséquence de la plus grande volatilité des devises en 2016.

Les autres résultats ordinaires s'inscrivent à CHF 57,1 millions, en hausse de 10,5% par rapport à l'exercice précédent, en lien notamment avec une augmentation des facturations de services rendus aux autres entités du groupe Edmond de Rothschild.

Le taux de marge brute induit une baisse légère de 57,5 bps à 56 bps en 2016.

À CHF 535 millions, les charges d'exploitation progressent de 4,1% sur l'année du fait de l'intégration des activités d'Edmond de Rothschild (Israël) ainsi que des investissements nécessaires au développement du Groupe. Hors effet périmètre, les charges sont contenues (+1%) par rapport à 2015. À périmètre constant, cette tendance intègre des frais de personnel stables (+0,7%), en lien avec les effectifs moyens (1'821 personnes fin 2016 contre 1'754 en 2015) et ce en dépit de l'impact négatif des frais de restructuration de Hong Kong et du Royaume-Uni. Les autres charges d'exploitation sont en progression, hors effet périmètre, de 2,4%.

Le résultat brut d'exploitation s'élève ainsi à CHF 120,4 millions, contre CHF 123,8 millions en 2015 (-2,7%).

Les corrections de valeur sur participations, amortissements sur immobilisations et valeurs immatérielles totalisent CHF 38 millions, en baisse de 18% par rapport à l'exercice précédent.

Les variations des provisions et autres corrections de valeur et pertes s'élèvent à CHF 23,4 millions, comparées à CHF 8 millions en 2015. Les correctifs de valeurs intègrent principalement des provisions pour risques liées à des dossiers juridiques en cours au niveau d'Edmond de Rothschild (Europe) Luxembourg, une dissolution de provisions pour garantie des déposants chez Edmond de Rothschild (Europe) et de dissolutions de provisions devenues sans objet sur Edmond de Rothschild (Monaco).

### Résultat opérationnel

Ces différents éléments nous conduisent à un résultat opérationnel de CHF 59 millions, affichant une baisse de 15% par rapport à l'exercice précédent (CHF 69,4 millions).

Les produits extraordinaires s'élèvent à CHF 19,9 millions, en hausse par rapport à l'exercice précédent (CHF 6,1 millions). Ils intègrent notamment le bénéfice enregistré sur la cession des activités de Bahamas et une reprise de provision fiscale devenue sans objet.

Les charges extraordinaires s'élèvent à CHF 3,6 millions, comparées à CHF 0,3 million en 2015, et intègrent notamment la moins-value de cession de la société Edmond de Rothschild Holdings C.I. Ltd, Guernsey, des charges fiscales liées à la mise en place de la taxe bancaire en Belgique et certains coûts de restructuration au Royaume-Uni et à Hong Kong.

La dissolution aux réserves pour risques bancaires généraux s'élève à CHF 7,9 millions en 2016, alors que l'exercice précédent était marqué par une dotation de CHF 2,6 millions.

Les impôts s'établissent à CHF 19,9 millions, comparés à CHF 16,6 millions en 2015.

Ces différents éléments nous conduisent à un résultat net (avant prise en compte des intérêts minoritaires) de CHF 63,3 millions, en progression de CHF 7,3 millions par rapport à 2015 (+13%).

### Analyse du bilan

Le total du bilan du groupe Edmond de Rothschild (Suisse) S.A. s'élève à CHF 16,7 milliards, comparé à CHF 16,6 milliards au 31 décembre 2015.

L'actif circulant, composé des liquidités, des créances sur les banques, des créances résultant d'opérations de financement de titres, des créances sur la clientèle, des créances hypothécaires, ainsi que des opérations de négoce, a diminué de 3,7 % par rapport à l'exercice précédent pour atteindre CHF 14,4 milliards.

Les valeurs de remplacement positives d'instruments financiers dérivés s'établissent à CHF 216,3 millions, comparées à CHF 130,4 millions en 2015.

Le poste « immobilisations financières » totalise CHF 1'476 millions, comparés à CHF 1'004 millions en 2015, en hausse de 47%.

Les comptes de régularisation s'élèvent à CHF 155,2 millions, comparés à CHF 116,7 millions en 2015.

Au passif, les engagements envers les banques et la clientèle s'élèvent à CHF 14,9 milliards, comparés à CHF 14,8 milliards en 2015. Ils représentent 89% du total du bilan.

Les réserves pour risques bancaires généraux sont en diminution de 4,5 % par rapport à l'exercice précédent. Elles s'établissent à CHF 233,7 millions, comparées à CHF 244,7 millions en 2015.

Avant distribution du dividende, les fonds propres du groupe Edmond de Rothschild (Suisse) S.A. s'élèvent à CHF 1,3 milliard. Ils représentent 8 % du total du bilan.

### Ratio de fonds propres

Le groupe Edmond de Rothschild (Suisse) S.A. continue de bénéficier d'un bilan solide et liquide qui, associé à une gestion conservatrice du risque, permet d'afficher un ratio de solvabilité consolidé de 25,7% à fin décembre 2016, largement au-dessus du minimum légal (12%). Ceci reflète un excédent de fonds propres de près de CHF 578 millions.

---

## Perspectives pour l'année 2017

Au niveau mondial, les banques centrales ont montré qu'elles étaient à la manœuvre et prêtes à aller toujours plus loin. En complément des mesures monétaires, les gouvernements du G20 ont pris l'engagement de mener des politiques budgétaires pour relancer leur croissance et les pays de l'OPEP se sont accordés pour réduire leur production. Ces facteurs devraient alimenter l'inflation à court et à long terme. Mais l'incertitude géopolitique et les échéances électorales à venir, en particulier en Europe, pourraient toutefois limiter l'effet d'entraînement des politiques budgétaires sur l'investissement privé. Et si l'inflation peut être le signe de la bonne santé des marchés, une progression de la productivité sera toutefois nécessaire pour éviter qu'elle ne rogne le pouvoir d'achat et pour limiter les effets négatifs du vieillissement.

La prudence reste de mise pour l'exercice 2017. La Banque doit rester vigilante et continuer de s'adapter à un environnement changeant. La Banque va concentrer ses efforts sur le recentrage de ses domaines d'expertise, sur la poursuite de la mise en place de sa plateforme informatique ainsi que sur les synergies entre ses différents métiers pour toujours mieux servir ses clients.

Fort de son actionnariat familial et d'un bilan sain et solide, Edmond de Rothschild demeure animé par la quête de l'excellence, la vision d'un capitalisme responsable, des valeurs humaines, et un engagement à long terme lui permettant de relever les défis de 2017 pour les convertir en opportunités de création de valeur au bénéfice de ses clients.

Le Conseil d'Administration

# Rapport de l'organe de révision

à l'Assemblée générale d'Edmond de Rothschild (Suisse) S.A., Genève

## Rapport sur les comptes consolidés

### Opinion d'audit

Nous avons effectué l'audit des comptes consolidés d'Edmond de Rothschild (Suisse) S.A., comprenant le bilan, le compte de résultat, l'état des capitaux propres, le tableau de financement et l'annexe pour l'exercice arrêté au 31 décembre 2016, y compris un résumé des principaux principes comptables.

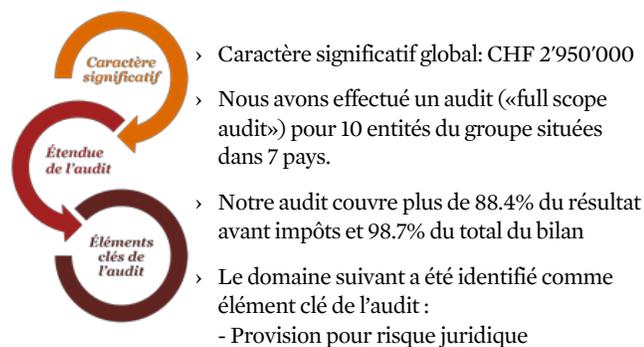
Selon notre appréciation, les comptes consolidés (pages 49 à 86) donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et des résultats en conformité avec les prescriptions comptables pour les banques (« PCB ») et sont conformes à la loi suisse.

### Bases de l'opinion d'audit

Nous avons effectué notre audit en conformité avec la loi suisse et les Normes d'audit suisses (NAS). Notre responsabilité selon ces dispositions et ces normes est décrite plus en détail dans le paragraphe du présent rapport intitulé « Responsabilité de l'organe de révision pour l'audit des comptes consolidés ».

Nous sommes indépendants du groupe, conformément aux dispositions légales suisses et aux exigences de la profession, et nous avons rempli nos autres obligations professionnelles dans le respect de ces exigences. Nous estimons que les éléments probants recueillis sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

### Notre approche d'audit



### Étendue de l'audit

Nous avons adapté l'étendue de notre audit de manière à effectuer suffisamment de travaux afin d'émettre une opinion d'audit portant sur les comptes consolidés pris dans leur ensemble, compte tenu de la structure du groupe, des processus et contrôles internes relatifs à l'établissement des comptes consolidés et du secteur d'activité dans lequel le Groupe opère.

Le groupe détient trois banques situées dans trois pays différents et plusieurs sociétés financières en Suisse et à l'étranger. De ce fait, en tant que réviseur de groupe, nous avons audité la maison-mère et adressé des instructions aux auditeurs locaux pour 9 entités réparties dans 7 pays. Les auditeurs locaux ont procédé aux audits financiers et nous ont reporté le résultat de leurs travaux. Nous nous sommes assurés de la qualité et de l'étendue des travaux effectués par les auditeurs locaux à travers un examen détaillé de leur rapport final à notre attention, d'entretiens avec les auditeurs des entités les plus significatives et la revue des papiers de travail pour les dossiers nécessitant un jugement significatif. Pour les entités non couvertes par des instructions d'audit, nous avons effectué différentes procédures au niveau du groupe incluant notamment des revues analytiques afin de nous assurer que tout potentiel risque d'erreur significative ait été identifié et adressé. Nous avons contrôlé les écritures de consolidation qui comprennent notamment les ajustements nécessaires pour assurer le passage des normes locales aux règles comptables du groupe et l'élimination des opérations intra groupe. Nous avons enfin contrôlé que les comptes consolidés respectaient les PCB et la loi suisse.

### Caractère significatif

L'étendue de notre audit a été influencée par le caractère significatif appliqué. Notre opinion d'audit a pour but de donner une assurance raisonnable que les comptes consolidés ne comportent pas d'anomalies significatives. Des anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs. Elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce que, prises individuellement ou collectivement, elles puissent influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes consolidés prennent en se fondant sur ceux-ci.

Nous basant sur notre jugement professionnel, nous avons déterminé certains seuils de matérialité quantitatifs, notamment le caractère significatif global applicable aux comptes consolidés pris dans leur ensemble, tel que décrit dans le tableau ci-dessous. Sur la base de ces seuils quantitatifs et la prise en compte de considérations qualitatives, nous avons déterminé l'étendue de notre audit, la nature, le calendrier et l'étendue des procédures d'audit et évalué les effets d'anomalies, prises individuellement ou collectivement, sur les comptes consolidés pris dans leur ensemble.

<b>Caractère significatif global pour le groupe</b>	CHF 2'950'000
<b>Comment l'avons-nous déterminé ?</b>	5% du résultat opérationnel, arrondi
<b>Justification du choix de la grandeur de référence pour la détermination du caractère significatif global</b>	Nous avons choisi le résultat opérationnel (étant le résultat avant impôts, éléments extraordinaires et variation des réserves pour risques bancaires généraux) comme grandeur de référence. Selon notre appréciation, il s'agit de la grandeur de référence communément utilisée pour mesurer la performance du groupe, et également d'une grandeur de référence dans l'industrie bancaire.

Nous avons convenu avec le Comité d'audit de lui rapporter les anomalies supérieures à CHF 147'500 que nous avons constatées lors de notre audit, ainsi que toutes les anomalies en-dessous de ce montant mais qui, selon notre jugement, doivent être rapportées pour des raisons qualitatives.

### Éléments clés de l'audit au titre de la circulaire 1/2015 de l'Autorité fédérale de surveillance en matière de révision (ASR)

Les éléments clés de l'audit sont les éléments qui, selon notre jugement professionnel, sont les plus importants pour notre audit des comptes consolidés pour l'exercice sous revue. Nous avons examiné ces éléments dans le cadre de l'audit global du groupe et les avons pris en compte lors de l'élaboration de notre opinion d'audit ; nous ne délivrons pas d'opinion d'audit distincte à leur sujet.

### Provision pour risque juridique

#### Éléments clés de l'audit

Nous avons porté notre attention sur les provisions pour risques juridiques et réglementaires, car une filiale du groupe, Edmond de Rothschild (Europe), a été citée en relation avec une possible fraude au sein du fonds IMDB et fait l'objet de procédures réglementaires et judiciaires qui l'exposent à des conséquences financières pouvant avoir un caractère significatif.

L'appréciation de l'issue des procédures engagées ou à venir ainsi que des potentielles sorties de fonds associées et leur importance nécessite un jugement de la part du Groupe pour déterminer le niveau des provisions.

Il a, dans ce cadre, procédé à ses propres analyses internes et obtenu l'avis de conseillers juridiques externes sur les probables développements et implications financières des volets réglementaires et judiciaires. Il a, sur cette base, ajusté le niveau des provisions en considérant les informations connues à la date de l'arrêté des comptes consolidés.

#### Manière dont les éléments clés ont été examinés

Nous avons évalué l'appréciation du groupe portant sur l'état et les probables évolutions des procédures judiciaires et administratives auxquelles le Groupe doit faire face.

S'agissant en particulier des procédures qui concernent la filiale Edmond de Rothschild (Europe) en lien avec l'affaire IMDB, nous avons effectué les travaux d'audit spécifiques suivants :

- › Nous avons obtenu une confirmation écrite de la part des conseillers juridiques externes portant sur leur appréciation des risques et des potentielles conséquences financières. Nous les avons analysées puis évaluées en nous entretenant directement avec ces mêmes conseillers.
- › Nous avons discuté ces appréciations avec le Conseil d'Administration, le Comité d'audit et la Direction financière du groupe ainsi qu'avec la fonction juridique du groupe.

---

## Éléments clés de l'audit

La situation des provisions pour les risques juridiques et réglementaires est présentée à la note 14, page 74 des états financiers.

## Manière dont les éléments clés ont été examinés

› Nous avons examiné les analyses effectuées par le Groupe et les conclusions du groupe portant sur le niveau des provisions ainsi que les informations présentées dans les annexes aux états financiers.

Nous avons pu constater que dans son appréciation des provisions pour risques juridiques et réglementaires concernant l'affaire mentionnée le Groupe avait considéré l'ensemble des éléments à sa disposition à la date de l'arrêté des comptes consolidés.

---

## Responsabilité du Conseil d'Administration pour les comptes consolidés

Le Conseil d'Administration est responsable de l'établissement des comptes consolidés donnant une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et des résultats en conformité avec les prescriptions comptables pour les banques et qui sont conformes à la loi suisse. Le Conseil d'Administration est en outre responsable des contrôles internes qu'il juge nécessaires pour permettre l'établissement des comptes consolidés ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes consolidés, le Conseil d'Administration est responsable d'évaluer la capacité du groupe à poursuivre son exploitation. Il a en outre la responsabilité de présenter, le cas échéant, les éléments en rapport avec la capacité du groupe à poursuivre ses activités et d'établir les comptes consolidés sur la base de la continuité de l'exploitation, sauf s'il existe une intention de liquidation ou de cessation d'activité, ou s'il n'existe aucune autre solution alternative réaliste.

## Responsabilité de l'organe de révision pour l'audit des comptes consolidés

Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, et de délivrer un rapport contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, mais ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé en conformité avec la loi suisse dans le respect des NAS permettrait toujours de détecter une anomalie qui pourrait exister. Des anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce que, individuellement ou collectivement, elles puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers prennent en se basant sur ceux-ci.

Dans le cadre d'un audit en conformité avec la loi suisse et les NAS, nous exerçons notre jugement professionnel et nous faisons preuve d'esprit critique. En outre :

- › Nous identifions et nous évaluons les risques d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, nous planifions et mettons en œuvre des mesures d'audit en réponse à ces risques, et nous réunissons les éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant de fraudes est plus élevé que celui de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, des omissions volontaires, des déclarations volontairement erronées faites à l'auditeur ou le contournement de contrôles internes.
- › Nous évaluons le caractère approprié des méthodes comptables appliquées et le caractère raisonnable des estimations comptables ainsi que des informations fournies les concernant.
- › Nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de planifier des mesures d'audit appropriées en la circonstance, mais non dans le but d'exprimer une opinion sur le fonctionnement efficace du contrôle interne du groupe.
- › Nous évaluons si l'établissement du bilan par le Conseil d'Administration selon le principe de la continuité de l'exploitation est adéquat et si, sur la base des éléments probants recueillis, des incertitudes significatives existent en rapport avec des événements ou des faits, qui pourraient jeter un doute considérable sur les capacités du groupe à poursuivre son exploitation. Si nous arrivons à la conclusion qu'il existe une incertitude significative, nous sommes dans l'obligation d'attirer l'attention dans notre rapport sur les informations correspondantes dans l'annexe aux comptes consolidés ou, si les informations qu'elle contient sont

inappropriées, de rendre une opinion d'audit avec réserve ou défavorable. Nous établissons nos conclusions sur la base des éléments probants recueillis jusqu'à la date de notre rapport. Des événements ou faits futurs peuvent toutefois conduire à l'abandon par la société de la continuité de l'exploitation.

Nous recueillons des éléments probants suffisants et adéquats sur les informations financières des entités et sur les activités au sein du groupe, afin de délivrer notre opinion d'audit sur les comptes consolidés. Nous sommes responsables de la direction, de la supervision et de la réalisation de l'audit du groupe. Nous avons la responsabilité exclusive de notre opinion d'audit.

Nous nous entretenons avec le Conseil d'Administration ou avec le Comité d'audit, notamment sur l'étendue planifiée et sur le calendrier de l'audit, ainsi que sur les constatations d'audit significatives, y compris les éventuelles faiblesses significatives de contrôle interne constatées lors de notre audit.

Nous remettons au Conseil d'Administration ou au Comité d'audit une déclaration, dans laquelle nous confirmons que nous avons respecté les exigences d'indépendance pertinentes, et nous nous entretenons avec eux sur toutes les relations et autres éléments qui pourraient raisonnablement apparaître comme portant atteinte à notre indépendance, ainsi que sur les mesures de sauvegarde prises le cas échéant dans ce contexte.

À partir des éléments sur lesquels nous nous sommes entretenus avec le Conseil d'Administration ou le Comité d'audit, nous déterminons ceux qui ont été les plus importants dans l'audit des comptes consolidés de l'exercice et qui constituent ainsi des éléments clés de l'audit. Nous décrivons ces éléments dans notre rapport, sauf si la loi ou d'autres dispositions réglementaires en interdisent la publication. Dans des cas extrêmement rares, nous pouvons parvenir à la conclusion de ne pas communiquer un tel élément dans notre rapport, car il serait raisonnablement possible de s'attendre à ce que les conséquences négatives qui en résulteraient excéderaient les avantages d'une telle communication pour l'intérêt public.

## Rapport sur d'autres dispositions légales et réglementaires

Conformément à l'art. 728a al. 1 chiff. 3 CO et à la Norme d'audit suisse 890, nous attestons qu'il existe un système de contrôle interne relatif à l'établissement des comptes consolidés, défini selon les prescriptions du Conseil d'Administration.

Nous recommandons d'approuver les comptes consolidés qui vous sont soumis.

**PricewaterhouseCoopers S.A.**

**Beresford Caloia**  
Expert-réviseur  
Réviseur responsable

**Alain Lattafi**  
Expert-réviseur



Genève, le 31 mars 2017

# Bilan

consolidé au 31 décembre 2016 (en milliers de CHF)

	Notes	2016	2015	Variation	Variation %
<b>Actifs</b>					
Liquidités	18	7'554'738	6'842'203	712'535	10,4
Créances sur les banques	18	736'666	858'343	(121'677)	(14,2)
Créances résultant d'opérations de financement de titres	1,18	3'040'006	4'682'376	(1'642'370)	(35,1)
Créances sur la clientèle	2,18	2'795'557	2'444'346	351'211	14,4
Créances hypothécaires	2,18	252'936	106'482	146'454	137,5
Opérations de négoce	3,18	2'539	5'350	(2'811)	(52,5)
Valeurs de remplacement positives d'instruments financiers dérivés	4,18	216'303	130'436	85'867	65,8
Immobilisations financières	5,18	1'476'055	1'003'731	472'324	47,1
Comptes de régularisation		155'191	116'661	38'530	33,0
Participations non consolidées	6,7	126'764	117'025	9'739	8,3
Immobilisations corporelles	8	231'350	215'704	15'646	7,3
Valeurs immatérielles	9	43'567	10'279	33'288	323,8
Autres actifs	10	38'899	89'738	(50'839)	(56,7)
<b>Total des actifs</b>	11,19,20,22	<b>16'670'571</b>	<b>16'622'674</b>	<b>47'897</b>	<b>0,3</b>
Total des créances subordonnées		-	-	-	-
<i>dont avec obligation de conversion et/ou abandon de créance</i>		-	-	-	-

# Bilan

consolidé au 31 décembre 2016 (en milliers de CHF)

	Notes	2016	2015	Variation	Variation %
<b>Passifs</b>					
Engagements envers les banques	18	471'349	187'262	284'087	151,7
Engagements résultant des dépôts de la clientèle	18	14'384'580	14'654'313	(269'733)	(1,8)
Valeurs de remplacement négatives d'instruments financiers dérivés	4,18	208'506	129'741	78'765	60,7
Comptes de régularisation		214'159	198'883	15'276	7,7
Autres passifs	10	66'311	151'313	(85'002)	(56,2)
Provisions	14	65'049	41'659	23'390	56,1
Réserves pour risques bancaires généraux		233'653	244'710	(11'057)	(4,5)
Capital social	15	45'000	45'000	-	-
Réserve issue du capital		91'566	97'163	(5'597)	(5,8)
Réserve issue du bénéfice		971'364	970'052	1'312	0,1
Réserve de change		(137'398)	(127'057)	(10'341)	8,1
Propres parts du capital		(44'392)	(60'302)	15'910	(26,4)
Intérêts minoritaires au capital propre		37'503	33'904	3'599	10,6
Bénéfice consolidé		63'321	56'033	7'288	13,0
<i>dont part des intérêts minoritaires au bénéfice consolidé</i>		<i>11'598</i>	<i>9'627</i>	<i>1'971</i>	<i>20,5</i>
<b>Total des fonds propres</b>		<b>1'260'617</b>	<b>1'259'503</b>	<b>1'114</b>	<b>0,1</b>
<b>Total des passifs</b>	19,22	<b>16'670'571</b>	<b>16'622'674</b>	<b>47'897</b>	<b>0,3</b>
Total des engagements subordonnés		-	-	-	-
<i>dont avec l'obligation de conversion et/ou abandon de créance</i>		<i>-</i>	<i>-</i>	<i>-</i>	<i>-</i>
<b>Opérations hors bilan</b>					
Engagements conditionnels	2,23	223'078	196'200	26'878	13,7
Engagements irrévocables	2	101'439	139'883	(38'444)	(27,5)

# Compte de résultat

de l'exercice consolidé au 31 décembre 2016 (en milliers de CHF)

	Notes	2016	2015	Variation	Variation %
Produit des intérêts et des escomptes		45'321	29'147	16'174	55,5
Produit des intérêts et des dividendes des portefeuilles destinés au négoce		24	27	(3)	(11,1)
Produit des intérêts et des dividendes des immobilisations financières		8'974	4'564	4'410	96,6
Charges d'intérêts		(1'870)	(9'206)	7'336	(79,7)
<b>Résultat brut des opérations d'intérêts</b>		<b>52'449</b>	<b>24'532</b>	<b>27'917</b>	<b>113,8</b>
Variations des corrections de valeur pour risques de défaillance et pertes liées aux opérations d'intérêts		(38)	3'464	(3'502)	-
<b>Résultat net des opérations d'intérêts</b>		<b>52'411</b>	<b>27'996</b>	<b>24'415</b>	<b>87,2</b>
Produit des commissions sur les titres et les opérations de placement		622'618	591'662	30'956	5,2
Produit des commissions sur les opérations de crédit		2'106	2'327	(221)	(9,5)
Produit des commissions sur les autres prestations de service		16'858	20'397	(3'539)	(17,4)
Charges de commissions		(197'234)	(149'642)	(47'592)	31,8
<b>Résultat des opérations de commissions et des prestations de service</b>		<b>444'348</b>	<b>464'744</b>	<b>(20'396)</b>	<b>(4,4)</b>
<b>Résultat des opérations de négoce et de l'option de la juste valeur</b>	27	<b>101'581</b>	<b>93'218</b>	<b>8'363</b>	<b>9,0</b>
Résultat des aliénations d'immobilisations financières		11'157	480	10'677	2'224,4
Produit des participations		24'909	34'401	(9'492)	(27,6)
<i>dont des participations enregistrées selon la méthode de la mise en équivalence</i>		<i>19'489</i>	<i>24'407</i>	<i>(4'918)</i>	<i>(20,1)</i>
<i>dont des autres participations non consolidées</i>		<i>5'420</i>	<i>9'994</i>	<i>(4'574)</i>	<i>(45,8)</i>
Résultat des immeubles		1'235	1'369	(134)	(9,8)
Autres produits ordinaires		21'520	16'985	4'535	26,7
Autres charges ordinaires		(1'766)	(1'615)	(151)	9,3
<b>Autres résultats ordinaires</b>		<b>57'055</b>	<b>51'620</b>	<b>5'435</b>	<b>10,5</b>
Charges de personnel	29	(368'344)	(360'888)	(7'456)	2,1
Autres charges d'exploitation	30	(166'686)	(152'925)	(13'761)	9,0
<b>Charges d'exploitation</b>		<b>(535'030)</b>	<b>(513'813)</b>	<b>(21'217)</b>	<b>4,1</b>
Corrections de valeur sur participations, amortissements sur immobilisations et valeurs immatérielles	33	(37'954)	(46'297)	8'343	(18,0)
Variations des provisions et autres corrections de valeur, pertes	31	(23'405)	(8'043)	(15'362)	191,0
<b>Résultat opérationnel</b>		<b>59'006</b>	<b>69'425</b>	<b>(10'419)</b>	<b>(15,0)</b>
Produits extraordinaires	32	19'870	6'054	13'816	228,2
Charges extraordinaires	32	(3'596)	(315)	(3'281)	1'041,6
Variations des réserves pour risques bancaires généraux	32	7'942	(2'580)	10'522	(407,8)
Impôts	35	(19'901)	(16'551)	(3'350)	20,2
<b>Bénéfice consolidé</b>	34	<b>63'321</b>	<b>56'033</b>	<b>7'288</b>	<b>13,0</b>
<i>dont part des intérêts minoritaires au bénéfice consolidé</i>		<i>11'598</i>	<i>9'627</i>	<i>1'971</i>	<i>20,5</i>

# État des Capitaux Propres

consolidé au 31 décembre 2016 (en milliers de CHF)

	Capital social	Réserve issue du capital	Réserve issue du bénéfice	Réserves pour risques bancaires généraux	Réserve de change	Propres parts du capital	Intérêts minoritaires	Résultat de la période	Total
<b>Capitaux propres au 1<sup>er</sup> janvier 2016</b>	<b>45'000</b>	<b>97'163</b>	<b>970'052</b>	<b>244'710</b>	<b>(127'057)</b>	<b>(60'302)</b>	<b>33'904</b>	<b>56'033</b>	<b>1'259'503</b>
Plan de participation des collaborateurs / inscriptions dans les réserves	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Augmentation / réduction du capital	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Autres apports / injections	-	-	1'105	-	-	-	-	-	1'105
Acquisition de propres parts au capital	-	-	-	-	-	(1'484)	-	-	(1'484)
Aliénation de propres parts au capital	-	-	-	-	-	17'394	-	-	17'394
Bénéfice / (perte) résultant de l'aliénation de propres parts au capital	-	(5'597)	-	-	-	-	-	-	(5'597)
Différences de change	-	-	-	-	(10'341)	-	(623)	-	(10'964)
Dividendes et autres distributions	-	-	-	-	-	-	(3'881)	(49'500)	(53'381)
Autres dotations / (prélèvements) affectant les réserves pour risques bancaires généraux, modification du périmètre	-	-	-	(11'057)	-	-	1'570	-	(9'487)
Autres dotations / (prélèvements) affectant les autres réserves, modification du périmètre	-	-	207	-	-	-	6'533	(6'533)	207
Bénéfice consolidé de l'exercice	-	-	-	-	-	-	-	63'321	63'321
<b>Capitaux propres au 31 décembre 2016</b>	<b>45'000</b>	<b>91'566</b>	<b>971'364</b>	<b>233'653</b>	<b>(137'398)</b>	<b>(44'392)</b>	<b>37'503</b>	<b>63'321</b>	<b>1'260'617</b>

# Tableau de financement

consolidé au 31 décembre 2016 (en milliers de CHF)

	2016			2015		
	Sources de fonds	Emplois de fonds	Solde	Sources de fonds	Emplois de fonds	Solde
<b>Flux de fonds du résultat opérationnel (financement interne) :</b>						
Bénéfice consolidé de la période	63'321	-		56'033	-	
Réserves pour risques bancaires généraux	-	11'057		2'581	-	
Corrections de valeur sur participations, amortissements sur immobilisations corporelles et valeurs immatérielles	37'954	-		46'297	-	
Provisions et autres corrections de valeurs	-	3'567		-	61'900	
Variations des corrections de valeur pour risques de défaillance et pertes	26'957	-		-	8'043	
Délimitations actives	12'309	-		-	70'241	
Délimitations passives	-	69'726		41'509	-	
Dividende de l'exercice précédent	-	49'500		-	56'250	
<b>Solde</b>	<b>140'541</b>	<b>133'850</b>	<b>6'691</b>	<b>146'420</b>	<b>196'434</b>	<b>(50'014)</b>
<b>Flux de fonds des transactions relatives aux capitaux propres :</b>						
Capital	-	-		-	-	
Ecritures par les réserves	-	6'366		-	44'372	
Modification des propres titres de participation	11'797	7'081		7'174	-	
<b>Solde</b>	<b>11'797</b>	<b>13'447</b>	<b>(1'650)</b>	<b>7'174</b>	<b>44'372</b>	<b>(37'198)</b>
<b>Flux de fonds des mutations relatives aux participations, immobilisations corporelles et valeurs immatérielles :</b>						
Participations non consolidées	2'465	12'089		70	3'123	
Immeubles	3'984	-		1'281	-	
Autres immobilisations corporelles	1'397	53'589		196	28'690	
Valeurs immatérielles	1'144	41'814		1'133	4'173	
Différence de change	1'875	-		6'227	-	
<b>Solde</b>	<b>10'865</b>	<b>107'492</b>	<b>(96'627)</b>	<b>8'907</b>	<b>35'986</b>	<b>(27'079)</b>

	2016			2015		
	Sources de fonds	Emplois de fonds	Solde	Sources de fonds	Emplois de fonds	Solde
<b>Flux de fonds de l'activité bancaire :</b>						
<b>Opérations à moyen et long terme (&gt; 1 an) :</b>						
Engagements envers les banques	308	-		-	-	
Engagements résultant des dépôts de la clientèle	-	10'067		-	7'958	
Créances sur les banques	-	722		-	105	
Créances résultant d'opérations de financement de titres	-	-		-	-	
Créances sur la clientèle	-	33'316		-	25'316	
Créances hypothécaires	-	117'886		-	1'905	
Immobilisations financières	-	475'499		18'161	-	
<b>Opérations à court terme :</b>						
Engagements envers les banques	283'779	-		-	72'052	
Engagements résultant d'opération de financement de titres	-	-		-	-	
Engagements résultant des dépôts de la clientèle	-	259'666		-	109'624	
Engagements résultant d'opérations de négoce	-	-		-	-	
Valeurs de remplacement négatives d'instruments financier dérivés	78'765	-		-	103'984	
Créances sur les banques	122'399	-		90'677	-	
Créances résultant d'opérations de financement de titres	1'642'370	-		2'888'502	-	
Créances sur la clientèle	-	317'895		-	286	
Créances hypothécaires	-	28'568		-	33'793	
Opération de négoce	2'811	-		10'665	-	
Valeurs de remplacement positives d'instruments financier dérivés	-	85'867		133'068	-	
Autres instruments financier évalués à la juste valeur	-	-		-	-	
Immobilisations financières	3'175	-		-	193'830	
<b>Solde</b>	<b>2'133'607</b>	<b>1'329'486</b>	<b>804'121</b>	<b>3'141'073</b>	<b>548'853</b>	<b>2'592'220</b>
<b>Etat des liquidités :</b>						
Liquidités	-	712'535		-	2'477'929	
<b>Solde</b>	<b>-</b>	<b>712'535</b>	<b>(712'535)</b>	<b>-</b>	<b>2'477'929</b>	<b>(2'477'929)</b>
<b>Total des sources et emplois de fonds</b>	<b>2'296'810</b>	<b>2'296'810</b>		<b>3'303'574</b>	<b>3'303'574</b>	

---

# Annexe

## aux comptes consolidés

### Nom et forme juridique du Groupe

#### Sociétés du Groupe

Les comptes consolidés du groupe Edmond de Rothschild (Suisse) S.A. (ci-après « le Groupe ») comprennent les états financiers des banques et des principales sociétés exerçant une activité financière ainsi que les sociétés immobilières dans lesquelles Edmond de Rothschild (Suisse) S.A. ayant son siège à Genève détient directement ou indirectement une participation majoritaire (les sociétés concernées figurent en pages 70 et 71).

L'effectif du groupe Edmond de Rothschild (Suisse) S.A., converti en emploi à temps complet, s'élevait à la fin de l'exercice à 1'731 collaborateurs, comparés à 1'719 collaborateurs pour l'exercice précédent.

#### Changements apportés au périmètre de consolidation

Sociétés entrées dans le périmètre durant l'exercice :

- Edmond de Rothschild (Israel) Ltd, Tel Aviv
- Edmond de Rothschild Asset Management (Israel) Ltd, Tel Aviv
- Provident Financial Markets Ltd, Tel Aviv
- Provident Risk Management Ltd, Tel Aviv
- Edmond de Rothschild Portfolio Management Ltd, Tel Aviv
- Edmond de Rothschild Mutual Funds Management Ltd, Tel Aviv
- Edmond de Rothschild Private Equity Partners (Israel) Ltd, Tel Aviv

Mouvement dans le périmètre durant l'exercice :

- Acquisition de 20% d'Edmond de Rothschild (UK) Limited, London par Edmond de Rothschild (Suisse) S.A., Genève

Sociétés sorties du périmètre durant l'exercice :

*avec effet au 28 février 2016 :*

- Edmond de Rothschild Holdings (C.I.) Ltd, Guernsey
- Edmond de Rothschild Asset Management (C.I.) Ltd, Guernsey
- Edmond de Rothschild Securities (C.I.) Ltd, Guernsey

*avec effet au 30 novembre 2016 :*

- Edmond de Rothschild (Bahamas), Nassau

*processus de liquidation en cours :*

- ECH Investments Ltd, Cayman Islands

*dissoutes en cours d'exercice :*

- Incentive Management SAM, Monaco
- Prifund Conseil (Bahamas) S.A., Nassau
- LCF Edmond de Rothschild Conseil S.A., Luxembourg

### Méthode de consolidation

#### Intégration globale

Les données des sociétés du Groupe sont consolidées par intégration globale.

Les actifs et les passifs, de même que les charges et produits, sont intégrés dans leur totalité.

Tous les postes du bilan et du compte de résultat qui découlent de relations d'affaires entre les sociétés consolidées du Groupe sont compensés réciproquement.

Les opérations hors bilan sont également saisies en totalité et compensées lorsqu'elles correspondent à des transactions effectuées entre les sociétés du Groupe.

L'élimination des dividendes se fait par les réserves. La part des actionnaires tiers (intérêts minoritaires) dans le patrimoine et les résultats sont indiqués séparément.

#### Consolidation du capital

La consolidation du capital des banques, des sociétés financières, des sociétés de gestion et des sociétés immobilières du Groupe est établie selon la méthode anglo-saxonne (« purchase method »).

Les écarts actif et passif de première consolidation sont affectés respectivement aux postes « Valeurs immatérielles » et « Produits extraordinaires ».

La position de propres titres de participation est portée en déduction des fonds propres, à concurrence des coûts d'acquisition. Les paiements de dividendes et les résultats des aliénations ultérieures sont directement attribués aux « Réserves issues du capital ».

## Participations mises en équivalence

Les principales participations avec un taux de contrôle compris entre 20 et 50 % sont inscrites au bilan consolidé selon la méthode de mise en équivalence (« equity method »); le montant correspondant à la quote-part du Groupe dans les capitaux propres et les résultats de ces sociétés est substitué à la valeur des titres détenus sous « Participations ».

Il s'agit d'Edmond de Rothschild Asset Management (Suisse) S.A. (38,46 % – après déduction de la détention des actions propres / détention effective 34,7 %), A.C.H. Management S.A. (38 %), LCF EdR Nikko Cordial Japon (50 %) et L.C.H. Investment NV (44 %).

Lorsque le processus d'évaluation de l'écart de première mise en équivalence fait ressortir le fait que les coûts de l'acquisition sont supérieurs aux actifs nets, la différence réputée être un « goodwill » est portée à l'actif sous les valeurs immatérielles. À l'inverse, le « badwill » est enregistré sous la rubrique « Produits extraordinaires ».

Les participations mises en équivalence figurent sous « Participations non consolidées ».

La quote-part du Groupe dans les résultats des sociétés mises en équivalence est prise en compte sous un poste distinct du compte de résultat consolidé.

## Autres participations

Les participations majoritaires de moindre importance ou destinées à être vendues, ainsi que les participations minoritaires sont inscrites au bilan sous la position « Participations non consolidées ».

## Sociétés nouvellement acquises

Les sociétés nouvellement acquises sont, en principe, intégrées aux comptes consolidés dans l'année de leur acquisition.

## Date de clôture des comptes consolidés

Les sociétés consolidées clôturent leurs comptes au 31 décembre, excepté la société Priadvisory Holding S.A. qui clôture au 30 novembre.

## Principes de comptabilisation et d'évaluation

Les comptes consolidés du groupe Edmond de Rothschild (Suisse) S.A. ont été établis conformément aux dispositions de la Loi fédérale sur les banques et les caisses d'épargne, à son ordonnance et aux prescriptions comptables pour les banques, les négociants en valeurs mobilières et les groupes et conglomérats financiers définies par la circulaire 15/1 de l'Autorité fédérale de surveillance des marchés financiers FINMA, ainsi qu'aux dispositions relatives à l'établissement des comptes du Règlement de cotation de la Bourse suisse. Les comptes de Groupe donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière ainsi que des résultats du Groupe.

## Principes généraux d'évaluation

Les postes présentés dans les positions du bilan sont évalués individuellement. Il n'est pas fait usage de la disposition transitoire reportant au 1<sup>er</sup> janvier 2020 au plus tard la mise en oeuvre de l'évaluation individuelle applicable aux participations, aux immobilisations corporelles ainsi qu'aux valeurs immatérielles.

## Saisie des opérations et inscription au bilan

Le bilan et le compte de résultat sont établis selon le principe de la date de règlement.

## Conversion des comptes annuels en monnaies étrangères

Les transactions en monnaies étrangères sont comptabilisées au taux de change en vigueur à la date des transactions. Les gains et pertes résultant du règlement de ces transactions, ainsi que de la conversion au taux de change en vigueur à la date du bilan, des actifs et passifs monétaires libellés en monnaies étrangères sont comptabilisés au compte de résultat.

Les bilans établis en monnaies étrangères des sociétés consolidées sont convertis en francs suisses aux taux de change pratiqués sur le marché à la date de clôture des comptes, à l'exception des fonds propres convertis aux cours historiques.

Les comptes de résultat des sociétés du Groupe sont convertis à des cours de change annuels moyens.

Concernant les sociétés étrangères mises en équivalence, les cours pratiqués sur le marché à la date de clôture des comptes sont appliqués aux quotes-parts de leurs capitaux propres exprimées en devises et les quotes-parts du Groupe dans leurs résultats sont converties à des taux de change annuels moyens.

Les différences de conversion résultant de la consolidation et de la mise en équivalence figurent dans les fonds propres sous « Réserves de change ».

Les taux de change utilisés pour la conversion des monnaies étrangères sont les suivants :

	2016		2015	
	Cours de clôture	Cours moyen annuel	Cours de clôture	Cours moyen annuel
<b>Principales monnaies</b>				
EUR	1,0739	1,0903	1,0835	1,0751
USD	1,0188	0,9873	0,9952	0,9662
GBP	1,2543	1,3413	1,4763	1,4761

### Liquidités et avoirs auprès des banques centrales

Les liquidités et dépôts auprès des banques centrales sont enregistrés à leur valeur nominale.

### Opérations de financement de titres

Les droits reçus ou payés en relation avec les opérations de prêts de titres sont délimités sur la durée des opérations et comptabilisés comme produits ou charges d'intérêts. Les transactions *reverse repo* sont utilisées en relation avec la gestion de la trésorerie. Elles sont enregistrées comme avances garanties par des titres de première qualité. Le produit des intérêts des opérations de revente et les charges des intérêts des opérations de rachat sont délimités sur la durée des transactions sous-jacentes.

### Créances sur les banques, créances sur la clientèle et créances hypothécaires

Les créances sur les banques, les comptes courants débiteurs, avances et prêts à terme fixe ainsi que les créances hypothécaires figurent à leur valeur nominale, déduction faite des corrections de valeur commandées par les circonstances.

Les créances compromises, c'est-à-dire les créances pour lesquelles il est peu vraisemblable que le débiteur soit en mesure de faire face à ses engagements futurs, sont évaluées individuellement et la dépréciation de valeur est couverte par des corrections de valeur individuelles. Les opérations hors bilan tels qu'engagements fermes, garanties et instruments financiers dérivés sont également compris dans cette évaluation et une provision serait comptabilisée le cas échéant. Une créance est considérée comme compromise lorsque des indices probants rendent les paiements contractuels futurs dus au titre du capital et / ou des intérêts peu vraisemblables ou, au plus tard, lorsque ces paiements sont en retard depuis plus de 90 jours. Les intérêts échus depuis 90 jours sont dits en souffrance.

### Opérations de négoce, engagements résultant des opérations de négoce

Les valeurs négociables sont inscrites à la juste valeur à la date du bilan (valeurs négociées auprès d'une bourse reconnue ou sur un marché représentatif ; si ces conditions font défaut, les titres sont alors évalués selon le principe de la valeur la plus basse) ; les plus ou moins-values sont enregistrées au compte « Résultat des opérations de négoce et de l'option de la juste valeur ».

### Valeurs de remplacement positives et négatives des instruments financiers dérivés

Les instruments financiers dérivés sont évalués à leur juste valeur. Les valeurs de remplacement positives et négatives correspondent aux avoirs, respectivement aux engagements de la Banque en cas de conclusion avec d'autres contreparties de contrats de remplacement identiques aux contrats de base. Les variations de valeurs de remplacement positives et négatives figurent dans le compte de résultat sous « Résultat des opérations de négoce et de l'option de la juste valeur ». La juste valeur découle soit du prix résultant d'un marché efficient et liquide, soit du prix offert par les teneurs de marché, soit du prix établi à l'aide de modèles d'évaluation.

Dans certains cas, le Groupe utilise des instruments financiers dérivés, principalement dans le cadre de ses activités pour gérer son exposition au risque de taux d'intérêt et de change. Dans ce cadre, il recourt essentiellement à des swaps de taux d'intérêts et à des opérations de change à terme ou des options de change. Ces opérations sont, en principe, enregistrées comme des opérations de couverture du type « micro et macro hedges » et selon les principes d'une comptabilité de couverture.

#### Principes d'une comptabilité de couverture

Les opérations de couverture sont évaluées selon les mêmes principes que les opérations de base couvertes.

Les résultats des opérations de couverture sont saisis sous une rubrique de résultat identique à celle qui enregistre les résultats correspondants de l'opération couverte.

Les modifications de valeurs sont saisies dans le compte de compensation, dans la mesure où aucune adaptation de valeur de l'opération de base n'est comptabilisée.

Le Groupe applique une comptabilité de couverture lorsque les effets de couverture ainsi que les buts et stratégies visés par les opérations de couverture sur risques de taux d'intérêt et de change sont documentés lors de la conclusion des opérations et qu'une vérification périodique de l'efficacité de la couverture est effectuée.

Les opérations de couverture ne remplissant pas, plus ou que partiellement leur fonction de couverture sont assimilées en totalité ou pour leur fraction excédentaire, à des opérations de négoce et traitées comme telles.

## Immobilisations financières

Les titres de créance destinés à être conservés jusqu'à l'échéance sont évalués selon l'« accrual method ». Les agios et disagios correspondants sont délimités sur la durée, c'est-à-dire jusqu'à l'échéance de l'emprunt.

Les titres de créance qui ne sont pas destinés à être conservés jusqu'à l'échéance et les titres de participation sont évalués selon le principe de la valeur la plus basse.

Lorsque la valeur de marché des titres cotés est inférieure à la valeur d'acquisition, respectivement à la valeur de l'actif net des sociétés émettrices de titres non cotés, la différence est comptabilisée sous le compte de charge « Autres charges ordinaires ».

Les métaux précieux détenus en contrepartie des engagements clients sous forme de métaux sont évalués à la juste valeur.

## Participations non consolidées

Les participations sont évaluées individuellement à la valeur d'acquisition, déduction faite d'éventuels amortissements à caractère de « write-off » destinés à prendre en compte des moins-values permanentes.

## Immobilisations corporelles

Les investissements dans de nouvelles immobilisations corporelles, qui sont utilisées durant plus d'une période comptable et qui sont supérieures au seuil d'activation, sont portés au bilan à leur valeur d'acquisition. Les investissements dans des immobilisations corporelles existantes sont activés si la valeur de marché ou d'usage est durablement augmentée ou s'ils entraînent une augmentation notable de la durée de vie.

Lors de l'évaluation postérieure, les immobilisations corporelles sont portées au bilan à leur valeur d'acquisition, sous déduction des amortissements cumulés. Les amortissements sont effectués selon un plan sur toute la durée d'utilisation prévue de l'immobilisation. L'actualité de la valeur est revue chaque année. Si cet examen fait apparaître un changement de la durée d'utilisation ou une diminution de valeur, le Groupe amortit la valeur comptable résiduelle selon un plan correspondant à la nouvelle durée d'utilisation ou procède à un amortissement non planifié. Les amortissements effectués selon un plan, de même que les amortissements supplémentaires non planifiés, sont comptabilisés au débit de la rubrique « Corrections de valeur sur participations, amortissements sur immobilisations et valeurs immatérielles » du compte de résultat. Lorsque la raison ayant motivé un amortissement non planifié cesse d'exister, le Groupe procède à une réévaluation.

Les immeubles sont amortis de façon dégressive sur une durée d'utilisation fixée à 66 ans.

Les autres immobilisations corporelles se composant du mobilier, des logiciels, du matériel et de l'équipement (y compris les travaux d'aménagement des immeubles) sont amorties selon leur nature sur une durée d'utilisation fixée entre 2 et 5 ans.

Les gains réalisés lors de l'aliénation d'immobilisations corporelles sont comptabilisés à la rubrique « Produits extraordinaires », les pertes réalisées à la rubrique « Charges extraordinaires ».

## Valeurs immatérielles

### Goodwill

Si le coût total d'une acquisition est plus élevé que les actifs nets repris, évalués selon les principes du Groupe, la différence est considérée comme goodwill acquis et activée. Les différences actives de première consolidation et de mise en équivalence des sociétés intégrées font l'objet d'un amortissement linéaire au maximum sur 10 ans à charge du compte de résultat.

### Autres valeurs immatérielles

Les autres valeurs immatérielles acquises sont portées au bilan dès lors qu'il est prévu que ces valeurs procureront des avantages économiques futurs au Groupe pendant plusieurs années. Les autres valeurs immatérielles que le Groupe a lui-même créées ne sont pas portées au bilan. Elles sont évaluées et inscrites au bilan au coût d'acquisition et sont amorties au compte de résultat sur la base de leur valeur résiduelle sur une durée d'utilisation de 5 ans. L'actualité de la valeur est revue chaque année. Si cet examen fait apparaître un changement de la durée d'utilisation ou une diminution de valeur, le Groupe amortit la valeur comptable résiduelle selon un plan correspondant à la nouvelle durée d'utilisation ou procède à un amortissement non planifié.

## Provisions

En application du principe de prudence, le Groupe constitue des provisions pour tous les risques de pertes reconnaissables. Les provisions qui, au cours d'une période comptable, ne sont plus économiquement nécessaires sont dissoutes et portées au compte de résultat.

Les impôts différés sont pour la plupart liés à des écarts temporaires affectant les réserves pour risques bancaires généraux. Ils sont déterminés sur la base des taux d'impôt moyen prévisibles au moment de l'établissement du bilan. Les charges et les produits d'impôts différés sont comptabilisés au compte de résultat.

## Réserves pour risques bancaires généraux

Pour couvrir les risques découlant de l'activité de la banque, non couverts par des provisions spécifiques, le Groupe constitue préventivement des réserves pour risques bancaires généraux.

Ces réserves sont intégrées dans les fonds propres consolidés.

## Impôts

Les impôts courants sur le bénéfice et le capital sont déterminés sur la base des comptes individuels des sociétés du Groupe et sont enregistrés à la charge de l'exercice qui les a générés.

Les impôts latents, résultant de différences temporaires entre les valeurs fiscales et comptables des actifs et passifs, sont comptabilisés comme impôts latents sous la rubrique « provisions » au passif du bilan.

## Propres titres de créance et de participation

L'achat de propres parts du capital est enregistré à la valeur d'acquisition au moment de cette transaction dans la rubrique « Propres parts du capital » déduite des capitaux propres. Le Groupe ne fait pas d'évaluation subséquente.

Dans le cas d'une revente de propres parts du capital, le résultat réalisé est enregistré dans la rubrique « Réserve légale issue du capital » et le Groupe réduit la position « Propres parts du capital » de la valeur d'acquisition des actions propres vendues.

## Engagement de prévoyance

Les collaborateurs de la Maison Mère et de certaines de ses filiales sont assurés auprès de la Fondation de prévoyance Edmond de Rothschild. La Fondation a pour but de prémunir le personnel des sociétés adhérentes contre les conséquences économiques de la vieillesse, de l'invalidité et du décès. Elle est semi-autonome et est basée sur le principe de la primauté des cotisations. Les cotisations sont croissantes en fonction de l'âge

de la personne assurée. L'employeur participe pour 2/3 au financement des cotisations tandis que 1/3 est à la charge des assurés.

Le Groupe examine chaque année s'il existe, de son point de vue, des avantages économiques ou des engagements économiques vis-à-vis des divers plans de prévoyance en faveur des collaborateurs du Groupe. La différence par rapport à la valeur correspondante de la période précédente est enregistrée comme frais de personnel dans le compte de résultat.

L'examen annuel est effectué sur la base des contrats, des comptes annuels (dont la date de clôture ne remonte pas à plus de douze mois) établis conformément à la Swiss GAAP RPC 26 pour les institutions de prévoyance suisses et d'éventuels autres calculs.

Les collaborateurs des autres entités du Groupe participent à des plans dont les prestations sont déterminées en fonction des cotisations encaissées (primauté des cotisations).

## Plan de participation des collaborateurs

Pour les membres de la direction ainsi que pour une partie des collaborateurs, un nouveau plan de participation des collaborateurs a été mis en place. Les bénéficiaires des plans se verront attribuer des bons de participations d'Edmond de Rothschild Holding en fonction de leur ancienneté, de leur niveau hiérarchique et de leurs performances individuelles. L'aliénation de ces titres est soumise à un délai de blocage de trois ans.

La rémunération étant fondée sur des instruments de capitaux propres virtuels, la dette est réévaluée lors de chaque clôture et adaptée par le compte de résultat dans la rubrique « Charges de personnel ».

D'autres informations sur les plans de participation des collaborateurs sont disponibles dans le rapport sur les rémunérations.

## Opérations hors bilan

Les opérations hors bilan sont présentées à la valeur nominale. Pour les risques prévisibles, des provisions au passif du bilan sont constituées.

### Traitement des intérêts en souffrance

Une créance est considérée comme en souffrance lorsque des indices probants rendent les paiements contractuels futurs dus au titre du capital et / ou des intérêts peu vraisemblables ou, au plus tard, lorsque ces paiements sont en retard depuis plus de 90 jours. Les intérêts échus depuis 90 jours sont dits en souffrance.

Le Groupe renonce à comptabiliser au compte de résultat les intérêts en souffrance et les intérêts compromis et les comptabilise directement sous la rubrique « variations des corrections de valeur pour risque de défaillance et pertes liées aux opérations d'intérêts ».

## Gestion des risques

### Politique des risques

La Banque Edmond de Rothschild (Suisse) S.A., Genève (ci-après « la Banque ») ainsi que ses filiales en Suisse et à l'étranger (ci-après « le Groupe ») sont principalement actives dans la gestion de patrimoine pour une clientèle privée et dans l'asset management. Les activités du Groupe s'élargissent également à l'administration de véhicules de placements collectifs de capitaux et au conseil en matière d'investissement. En sa qualité de maison mère, la Banque assume la responsabilité de la surveillance en matière de contrôle et gestion des risques sur l'ensemble des entités du Groupe.

Une politique des risques commune établie par la Banque et approuvée par le Conseil d'Administration détermine les principes généraux auxquels les entités du Groupe sont soumises. Dans ce contexte, et dans le cadre des réglementations locales, chaque filiale met en place sa propre structure visant à identifier, limiter et contrôler les risques auxquels elle est exposée.

Le dispositif de surveillance et l'organisation de contrôle mis en place bénéficient de ressources importantes tant du point de vue humain que technique et sont constamment adaptés à l'évolution réglementaire et à l'exigence des activités du Groupe.

Le dispositif de la gestion des risques de la Banque est organisé comme suit :

- › Le Conseil d'Administration décide des éléments constitutifs de la gestion des risques et de la tolérance aux risques du Groupe en fonction des recommandations faites par Edmond de Rothschild Holding SA pour l'ensemble du groupe Edmond de Rothschild ;

- › Le Comité d'Audit surveille et évalue le fonctionnement de la gestion des risques. Il exerce un contrôle périodique sur les risques par l'examen des états préparés à intervalles réguliers ou à la demande par la fonction Risques ;
- › Le Comité Exécutif est responsable de la mise en place de procédures destinées à l'identification, l'évaluation, l'analyse et le contrôle de l'ensemble des risques pris par la Banque et le Groupe. Il veille, avec l'assistance du Comité des Risques, d'une part, à l'application de la politique des risques arrêtée par le Conseil d'Administration et, d'autre part, à ce que toutes les informations importantes sur la situation de risques de la Banque / Groupe soient collectées, traitées et notifiées à son organe de haute direction et de surveillance ;
- › Les Responsables de Départements des entités constitutives du Groupe ont la charge d'anticiper, prévenir et de gérer les principaux événements susceptibles d'affecter la réalisation des objectifs inhérents à leurs activités et aux processus opérationnels qui les sous-tendent ;
- › Le Chief Risk Officer assure la transposition des principes et des méthodes de gestion des risques dans les processus décisionnels et opérationnels. Il contrôle l'exposition aux risques et surveille le respect des limites y relatives. Il fait rapport sur la situation de risques de la Banque / Groupe. La fonction Risques est exercée auprès des différentes entités du Groupe et rend compte régulièrement de ses activités au Chief Risk Officer de la Banque, maison mère du Groupe ;
- › La Banque et ses filiales sont un sous-groupe d'Edmond de Rothschild Holding SA (ci-après « la Holding ») qui est la holding faitière du groupe Edmond de Rothschild (ci-après « groupe Edmond de Rothschild »). À ce titre, la Holding est soumise à la surveillance de la FINMA sur une base consolidée. Afin de satisfaire aux exigences de l'autorité de surveillance en matière de gestion et contrôle des risques du groupe Edmond de Rothschild, une filière Risques a été constituée regroupant l'ensemble des responsables risques des entités du groupe Edmond de Rothschild et reportant au Group Chief Risk Officer. Une charte de fonctionnement de cette filière a été établie fixant certains principes directeurs, dont notamment la mission, les tâches et responsabilités, l'organisation ainsi que le processus de reporting régulier et ad hoc. Des échanges et une collaboration importante entre tous les acteurs de la filière animent celle-ci.

## Risques de liquidité et de taux d'intérêt

Le **risque de liquidité** correspond au risque que le Groupe ne soit pas en mesure de satisfaire à ses besoins en flux de trésorerie et en sûretés, présents et futurs, attendus et inattendus, sans nuire à ses opérations journalières ou à sa situation financière. Le **risque de taux d'intérêt** réside dans la vulnérabilité de la fortune ou de la marge d'intérêt nette du Groupe à une évolution défavorable des taux d'intérêts du marché.

La Banque et ses filiales adoptent une attitude prudente dans la gestion de leur trésorerie tant du point de vue qualitatif – choix des contreparties – que dans la durée des dépôts qu'elles effectuent en privilégiant des flux de liquidités quotidiens et/ou à court terme. Elles privilégient le respect de leurs engagements vis-à-vis de la clientèle, tant en situation normale que de stress, et recherchent la concordance, tant sur la durée que sur l'échéance, de leurs ressources et de leurs emplois. Par ailleurs, la Banque et le Groupe veillent scrupuleusement au respect des ratios légaux actuels en matière de liquidités.

L'évaluation du risque de liquidité et des positions / échéances de taux d'intérêts s'effectuent en fonction de techniques modernes de gestion du bilan et à l'aide d'outils informatiques dédiés. Un Comité décisionnel – ALM (Asset & Liability Management) – définit et veille à la mise en œuvre des règles relatives à la gestion des risques de liquidité, de taux d'intérêt, de change et du portefeuille d'investissement. Il a en outre pour mission d'optimiser la gestion de la trésorerie et d'assurer la gestion structurelle du bilan.

## Risque de crédit

Le **risque de crédit** correspond au risque d'insolvabilité de l'une des contreparties financières ou d'un client avec qui les entités du Groupe sont contractuellement liées, notamment en matière de prêts ou de créances découlant d'instruments financiers.

## Contreparties bancaires

Les contreparties bancaires avec lesquelles le Groupe collabore font l'objet d'une analyse financière approfondie et de critères de sélection exigeants. Les expositions sur les contreparties bancaires sont suivies quotidiennement par une structure de contrôle permanente et les limites accordées font l'objet de mises à jour périodiques ou immédiates si la dégradation des conditions financières de certaines d'entre elles l'exige. Afin de minimiser le risque de crédit sur les contreparties bancaires, le Groupe privilégie les opérations de reverse repos et le placement des liquidités auprès des banques centrales. Le système de limites et la surveillance du risque de concentration sur les contreparties bancaires s'étendent à l'ensemble des entités du Groupe.

## Clientèle

Les opérations de crédit octroyées à la clientèle concernent essentiellement des avances sur titres à court terme. Accessoirement et à la demande de clients disposant d'avoirs déposés auprès du Groupe, les entités peuvent consentir des prêts hypothécaires destinés à financer les résidences principales ou secondaires des débiteurs. Les facilités de crédit consenties sur base du nantissement de titres et autres avoirs font l'objet d'une analyse et d'un suivi réguliers et les taux d'avance fixés sur les actifs nantis sont fixés en fonction de critères rigoureux en termes de liquidité, diversification, couverture géographique et notation. Les compétences en matière d'octroi de crédit sont définies par les Conseils d'Administration.

La surveillance et le contrôle quotidiens de l'exposition au risque de crédit sont effectués par un service spécifique qui en assure également l'administration.

## Immobilisations financières

Les entités financières du Groupe peuvent investir une partie de leurs fonds propres et de leurs liquidités dans des parts de fonds de placement du groupe Edmond de Rothschild et des positions sur obligations ou créances assimilables répondant à des critères de notation définis ou d'éligibilité strictes applicables par certaines banques centrales ou bourses reconnues. Ces investissements sont de nature à diversifier les liquidités du Groupe dans des placements à moyen terme et à se procurer également des rendements réguliers. Ces investissements font l'objet de limites spécifiques et le choix des placements est confié à des collaborateurs spécialisés de la Banque ou d'entités sœurs du groupe Edmond de Rothschild. La surveillance des limites et des portefeuilles est du ressort de la fonction Risques qui rend compte aux Comités ALM et des Risques.

## Risque de marché

Le **risque de marché** réside dans la vulnérabilité de la situation financière du Groupe à une évolution défavorable des cours du marché, en particulier du prix du sous-jacent et de sa volatilité implicite (devises, titres de participations, métaux précieux et matières premières).

Le Groupe est peu actif en matière de négoce pour propre compte de valeurs mobilières. S'agissant du marché des devises et des métaux précieux, il opère essentiellement pour le compte de sa clientèle et ne prend que de faibles positions pour son compte propre. Les limites accordées aux opérateurs sont modestes et les expositions font l'objet d'un suivi quotidien, à l'aide d'outils informatiques, par une fonction indépendante de gestion des risques.

## Risque opérationnel

Le **risque opérationnel** correspond à la perte potentielle que le Groupe est susceptible de subir suite à l'inadéquation ou la défaillance de procédures internes, de personnes, de systèmes d'information ou d'événements extérieurs.

Par nature, les deux principaux métiers exercés par le Groupe, à savoir la Banque Privée et la Gestion d'Actifs, sont exposés de manière significative aux risques opérationnels. Afin de les contrôler et de les atténuer, le Groupe a défini sa politique de gestion des risques opérationnels. Celle-ci comprend : 1) les structures de la gestion des risques opérationnels, y compris les compétences, les obligations de rendre compte et les lignes de reporting, 2) la définition des instruments d'identification, d'évaluation et de pilotage des risques opérationnels et de leur utilisation, 3) la détermination de la tolérance au risque en fonction des types pertinents de risques opérationnels essentiels, la fixation des valeurs-seuils et/ou des limites y relatives et la définition des stratégies et instruments d'atténuation des risques, 4) l'approche de la Banque destinée à identifier les risques inhérents (les risques avant prise en compte des contrôles) ainsi qu'à fixer et à surveiller les valeurs-seuils et/ou les limites pour les risques résiduels (les risques après prise en compte des contrôles), 5) la définition et instauration de systèmes de production de rapports de risque et d'information du management (MIS) pour les risques opérationnels, 6) la définition d'une classification uniforme des risques opérationnels essentiels afin d'assurer la cohérence au niveau de l'identification des risques, de leur évaluation et de la fixation des objectifs au sein de la gestion des risques opérationnels.

La fonction Risques comprend une cellule dédiée aux risques opérationnels. Destinée à mettre en exergue les améliorations

possibles du dispositif de gestion des risques et du contrôle interne, elle a notamment pour mission :

- › d'élaborer la méthodologie de gestion des risques opérationnels, en fonction notamment des éléments constitutifs de Bâle III, de la soumettre pour validation au Comité des Risques / Comité Exécutif et d'assurer sa mise en place / à jour ;
- › de collecter les incidents opérationnels, de les analyser et d'apprécier les mesures visant à éviter leur survenance à l'avenir.

Cette cellule participe étroitement au dispositif du système de surveillance et de contrôle interne de la Banque et collabore étroitement avec le service de contrôle interne dans l'évaluation des contrôles mis en place, des plans d'actions à entreprendre afin d'atténuer les risques identifiés comme critiques et/ou élevés. L'équipe en place utilise un outil informatique performant dédié et déployé dans le Groupe. En outre, la cellule rend compte périodiquement au Comité des Risques et, lorsque les circonstances l'exigent, au Comité Exécutif.

En fonction de situations de crises retenues par la Banque susceptibles de créer une rupture, totale ou partielle, des processus opérationnels, un plan et une organisation de continuité des activités ont été définis. Propres à la Banque et à ses filiales, l'infrastructure et les moyens techniques / humains déployés visent à permettre aux fonctions critiques de travailler en mode dégradé et de revenir à la normale. Eu égard aux objectifs de continuité arrêtés par la Banque et ses filiales en cas de sinistre ou d'événement majeur, le développement et les tests de leur plan respectif seront poursuivis au cours de l'exercice 2017.

## Externalisation d'activités (Outsourcing)

Hormis pour les fonctions de support de l'activité d'administration de fonds de la banque Edmond de Rothschild (Europe), Luxembourg, pour l'hébergement/gestion/exploitation de la base de données-titres d'Edmond de Rothschild (Suisse) S.A. et de certaines activités externalisées au sein du Groupe, la Banque et ses filiales ne font pas appel à des prestations relevant de l'outsourcing au sens de la circulaire 2008/7 de la FINMA.

---

## Méthodes appliquées pour l'identification des risques de défaillance et pour la détermination du besoin de corrections de valeur

### Créances couvertes par hypothèque

Pour les financements de biens immobiliers à usage propre, le Groupe actualise annuellement la valeur des gages fournie par les modèles hédoniques en se basant sur l'évolution d'indices immobiliers régionaux établis par des prestataires externes. Après validation des nouvelles évaluations, le taux d'avance sur gage est mis à jour. Elle analyse également les arriérés d'intérêts et le respect du plan d'amortissement. Sur cette base, le Groupe identifie les crédits hypothécaires présentant des risques accrus. Après un examen détaillé, effectué par des spécialistes, ces crédits peuvent faire l'objet d'une demande de sûretés supplémentaires ou d'une correction de valeur pour défaut de couverture.

### Crédits couverts par des titres

Les engagements de la clientèle ainsi que la valeur des titres nantis sont vérifiés quotidiennement. Si la valeur de nantissement des sûretés vient à être inférieure au montant du crédit, le Groupe exige soit un remboursement partiel, soit des sûretés supplémentaires. Si l'insuffisance de couverture croît ou s'il existe des conditions de marché exceptionnelles, le Groupe réalise les sûretés.

### Crédits sans couverture

Les crédits en blanc sont des dépassements en compte de la clientèle de détail.

## Évaluation des sûretés de crédit

### Créances couvertes par hypothèque

Les crédits garantis par gage immobilier ne sont jamais octroyés sans une évaluation des sûretés axée sur l'utilisation de l'objet. Les estimateurs internes utilisent pour les biens destinés à l'habitation des modèles d'évaluation hédoniques. Ces évaluations sont rapprochées au prix de transaction effective dans la même localité.

Le Groupe prend comme base de l'octroi des crédits la valeur la plus basse entre l'estimation interne, le prix d'achat et l'éventuelle estimation externe.

### Créances couvertes par des titres

Pour les crédits lombards et autres crédits couverts par des titres, seules des sûretés (obligations, actions) facilement négociables sont acceptées. Le Groupe accepte les produits structurés si les investissements font l'objet d'une cotation régulière.

## Politique d'affaires lors de la mise en œuvre d'instruments financiers dérivés et de l'utilisation de la comptabilité de couverture

Dans le cadre de la gestion de son bilan, la Banque utilise en outre des instruments financiers dérivés pour la couverture des risques de taux d'intérêt, de change et de défaillance. Les opérations de couverture sont évaluées de la même façon que l'opération de base qu'elles couvrent. Le résultat de la couverture est enregistré dans la même rubrique du compte de résultat que celui de l'opération couverte. Dans la mesure où aucune adaptation de valeur de l'opération de base n'a été comptabilisée, le résultat d'évaluation des instruments de couverture est saisi dans le compte de compensation. Le solde net du compte de compensation est présenté soit à la position « Autres actifs » soit à la position « Autres passifs ».

Les transactions de couverture du service de trésorerie, qui n'intervient pas lui-même sur le marché, sont exécutées par le département de négoce. Les actifs et les passifs ainsi que les charges et les produits découlant des transactions internes sont éliminés.

La Banque documente les relations de couverture ainsi que les buts et les stratégies des opérations de couverture lors de la conclusion de ces opérations. La Banque vérifie périodiquement l'effectivité de la relation de couverture. Lorsque cette relation est partiellement ou entièrement inefficace, la fraction inefficace de l'opération est assimilée à une opération de négoce.

## Événements significatifs survenus après la date du bilan

Il n'y a pas d'événement postérieur à la date de clôture de l'exercice pouvant avoir un impact sur les opérations et les revenus du Groupe au 31 décembre 2016.

Il est cependant à relever qu'à fin mars 2017, la Banque a annoncé sa volonté de simplifier l'actionnariat de sa filiale Edmond de Rothschild Asset Management (Suisse) S.A. à travers l'acquisition du solde de la participation qu'elle ne détient pas encore (65,32%).

## Démission de l'organe de révision avant le terme de son mandat

L'Assemblée générale a élu PricewaterhouseCoopers SA, Genève comme organe de révision de la Banque. Le premier mandat de révision date de 1982. L'organe de révision ne s'est pas démis de son mandat avant terme.

# Informations relatives au bilan

En milliers de CHF

2016

2015

	2016	2015
<b>1 Répartition des opérations de financement de titres (actifs et passifs)</b>		
Valeur comptable des créances découlant de la mise en gage de liquidités lors de l'emprunt de titres ou lors de la conclusion d'une prise en pension	3'040'006	4'682'376
Valeur comptable des engagements découlant des liquidités reçues lors du prêt de titres ou lors de la mise en pension	-	-
Valeur des titres détenus pour propre compte, prêtés ou transférés en qualité de sûretés dans le cadre de l'emprunt de titres ainsi que lors d'opération de mise en pension	-	-
La juste valeur des titres reçus en qualité de garantie dans le cadre du prêt de titres ainsi que titres reçus dans le cadre de l'emprunt de titres et par le biais de prises en pension, pour lesquels le droit de procéder à une aliénation ou une mise en gage subséquente a été octroyé sans restriction	3'065'024	4'750'688
<i>dont titres remis à un tiers en garantie</i>	147'828	-
<i>dont titres aliénés</i>	-	-

En milliers de CHF	Nature des couvertures (en milliers de CHF)			Total
	Couvertures hypothécaires	Autres couvertures	Sans couverture	
<b>2 Présentation des couvertures des créances et des opérations hors bilan ainsi que des créances compromises</b>				
<b>Couvertures des créances et des opérations hors bilan</b>				
<b>Prêts (avant compensation avec les correctifs de valeur)</b>				
<b>Créances sur la clientèle</b>	10'638	2'662'137	130'921	2'803'696
<b>Créances hypothécaires :</b>				
- immeubles d'habitation	252'936	-	-	252'936
- autres	-	-	-	-
<b>Total des prêts (avant compensation avec les correctifs de valeur)</b>				
<b>Total 2016</b>	<b>263'574</b>	<b>2'662'137</b>	<b>130'921</b>	<b>3'056'632</b>
<b>Total 2015</b>	<b>118'598</b>	<b>2'356'840</b>	<b>88'901</b>	<b>2'564'339</b>
<b>Total des prêts (après compensation avec les correctifs de valeur)</b>				
<b>Total 2016</b>	<b>263'574</b>	<b>2'662'137</b>	<b>122'782</b>	<b>3'048'493</b>
<b>Total 2015</b>	<b>118'598</b>	<b>2'356'840</b>	<b>75'390</b>	<b>2'550'828</b>
<b>Hors bilan</b>				
Engagements conditionnels	-	216'585	6'493	223'078
Engagements irrévocables	-	89'865	11'574	101'439
<b>Total 2016</b>	<b>-</b>	<b>306'450</b>	<b>18'067</b>	<b>324'517</b>
<b>Total 2015</b>	<b>-</b>	<b>313'850</b>	<b>22'233</b>	<b>317'123</b>

En milliers de CHF	Montant brut	Valeur estimée de réalisation des sûretés	Montant net	Corrections de valeur individuelles
<b>Créances compromises</b>				
<b>Total 2016</b>	<b>8'139</b>	<b>-</b>	<b>8'139</b>	<b>8'139</b>
<b>Total 2015</b>	<b>13'513</b>	<b>-</b>	<b>13'513</b>	<b>13'511</b>

Dans le courant de l'exercice 2016, une provision a été utilisée pour un montant de CHF 6,1 millions, en relation avec un crédit non-remboursé à Edmond de Rothschild (Suisse) S.A.

En milliers de CHF

2016

2015

**3 Répartition des opérations de négoce et des autres instruments financiers évalués à la juste valeur (actifs et passifs)**

<b>Actif</b>		
<b>Opérations de négoce</b>		
Titres de dette, papiers/opération du marché monétaire	99	29
<i>dont cotés</i>	99	29
Titres de participation	2'440	5'321
<b>Autres instruments financiers évalués à la juste valeur</b>	-	-
Titres de dette	-	-
<b>Total des actifs</b>	<b>2'539</b>	<b>5'350</b>
<i>dont établis au moyen d'un modèle d'évaluation</i>	-	-
<i>dont titres admis en pension selon les prescriptions en matière de liquidités</i>	-	-

En milliers de CHF	Instruments de négoce			Instruments de couverture		
	Valeurs de remplacement positives	Valeurs de remplacement négatives	Volume des contrats	Valeurs de remplacement positives	Valeurs de remplacement négatives	Volume des contrats
<b>4</b>	<b>Présentation des instruments dérivés (actifs et passifs)</b>					
	<b>Instruments de taux</b>					
	Contrats à terme y compris FRAs	-	-	-	-	-
	Swaps	1'015	370	12'618	1'046	222'189
	Futures	-	-	-	-	-
	Options (OTC)	-	-	-	-	-
	Options (négociables)	-	-	-	-	-
	<b>Devises / métaux précieux</b>					
	Contrats à terme	211'527	202'796	17'096'625	-	82
	Swaps combinés d'intérêts et de devises	-	-	-	-	-
	Futures	-	-	-	-	-
	Options (OTC)	2'642	2'607	458'000	-	-
	Options (négociables)	-	-	-	-	-
	<b>Titres de participation / indices</b>					
	Contrats à terme	-	-	-	-	-
	Futures	-	-	-	-	-
	Futures	-	-	-	-	-
	Options (OTC)	73	73	121'803	-	-
	Options (négociables)	-	-	-	-	-
	<b>Dérivés de crédit</b>					
	Crédit default swaps	-	-	-	-	-
	First-to-default swaps	-	-	-	-	-
	Autres dérivés de crédit	-	-	-	-	-
	<b>Autres</b>					
	Contrats à terme	-	-	-	-	-
	Swaps	-	-	-	-	-
	Options (OTC)	-	-	-	-	-
	Options (négociables)	-	-	-	-	-
	<b>Total avant prise en compte des contrats de netting</b>					
	<b>Total 2016</b>	<b>215'257</b>	<b>205'846</b>	<b>17'689'046</b>	<b>1'046</b>	<b>2'660</b>
	<i>dont établis au moyen d'un modèle d'évaluation</i>	3'730	3'050	592'421	1'046	2'578
	<b>Total 2015</b>	<b>130'374</b>	<b>129'654</b>	<b>18'739'342</b>	<b>62</b>	<b>87</b>
	<i>dont établis au moyen d'un modèle d'évaluation</i>	2'171	4'182	463'759	62	56

En milliers de CHF	Valeurs de remplacement positives (cumulées)	Valeurs de remplacement négatives (cumulées)
<b>Total après prise en compte des contrats de netting</b>		
<b>Total 2016</b>	<b>216'303</b>	<b>208'506</b>
<b>Total 2015</b>	<b>130'436</b>	<b>129'741</b>

#### Répartition selon les contreparties

En milliers de CHF	Instances centrales de clearing	Banques et négociants en valeurs mobilières	Autres clients
<b>Valeurs de remplacement positives (après prise en compte des contrats de netting)</b>	-	<b>104'780</b>	<b>111'523</b>

Les montants des sous-jacents correspondent à la part créancière des achats et des ventes d'instruments dérivés pour compte propre ou pour la clientèle (volume des contrats).

En milliers de CHF	2016	2015	2016	2015
	Valeur comptable		Juste valeur	
<b>5 Répartition des immobilisations financières</b>				
Titres de créance	974'083	629'726	984'367	637'873
<i>dont destinés à être conservés jusqu'à l'échéance</i>	886'591	555'660	894'598	562'528
<i>dont non destinés à être conservés jusqu'à l'échéance (disponibles à la revente)</i>	87'493	74'066	89'769	75'345
Titres de participation	53'013	60'857	59'385	67'998
<i>dont participations qualifiées (au minimum 10% du capital ou des voix)</i>	-	-	-	-
Métaux précieux	448'959	313'148	448'959	313'148
Immeubles	-	-	-	-
<b>Total</b>	<b>1'476'055</b>	<b>1'003'731</b>	<b>1'492'711</b>	<b>1'019'019</b>
<i>dont titres admis en pension selon les prescriptions en matière de liquidités</i>	195'879	117'812	-	-

En milliers de CHF	De AAA à AA-	De A+ à A-	De BBB+ à BBB-	De BB+ à B-	Inférieur à B-	Sans notation
	<b>Répartition des contreparties selon la notation</b>					
Valeur comptable des titres de créance	336'283	199'461	324'614	81'103	17'046	15'576

En milliers de CHF

	Valeurs d'acquisition	Amortissements cumulés et adaptations de valeur (mise en équivalence)	Valeur comptable au 1er janvier 2016	Variations de change	Changements d'affectation	Investissements et entrées dans le périmètre de consolidation	Désinvestissements et sorties du périmètre de consolidation	Corrections de valeur	Valeur comptable au 31 décembre 2016	Valeur de marché
<b>6 Présentation des participations</b>										
Participations évaluées selon la méthode de la mise en équivalence	41'131	-	41'131	24	-	41	(2'116)	-	39'080	-
- avec valeur boursière	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
- sans valeur boursière	41'131	-	41'131	24	-	41	(2'116)	-	39'080	-
Autres participations	77'145	(1'251)	75'894	134	-	12'048	(349)	(43)	87'684	-
- avec valeur boursière	14'266	-	14'266	-	21'820	12'048	-	-	48'134	110'314
- sans valeur boursière	62'879	(1'251)	61'628	134	(21'820)	-	(349)	(43)	39'550	-
<b>Total des participations</b>	<b>118'276</b>	<b>(1'251)</b>	<b>117'025</b>	<b>158</b>	<b>-</b>	<b>12'089</b>	<b>(2'465)</b>	<b>(43)</b>	<b>126'764</b>	<b>-</b>

- Sociétés inscrites au bilan selon la méthode de la mise en équivalence :
- Edmond de Rothschild Asset Management (Suisse) S.A., Genève, détenue par :  
Edmond de Rothschild (Suisse) S.A., Genève (38,46 %)  
Total du capital-actions CHF 11'534'000
  - A.C.H. Management S.A., Luxembourg, détenue par :  
Edmond de Rothschild (Suisse) S.A., Genève (28 %),  
et Edmond de Rothschild Capital Holdings Ltd, Londres (10 %)  
Total du capital-actions USD 154'128
  - LCF Edmond de Rothschild Nikko Co Ltd, Japon, détenue par :  
Edmond de Rothschild (Europe), Luxembourg (50 %)  
Total du capital-actions JPY 100'000'000
  - L.C.H. Investment NV, Antilles Néerlandaises, détenue par :  
Edmond de Rothschild (Suisse) S.A., Genève (43,5 %),  
et Edmond de Rothschild Capital Holdings Limited, Londres (0,5 %)  
Total du capital-actions USD 2'000

Le détail des participations se trouve sous note 7.

## 7 Présentation des sociétés consolidées du groupe Edmond de Rothschild (Suisse) S.A.

	Monnaie	Capital social		Part au capital		Part aux voix		Détention directe	Détention indirecte
		2016 (milliers de CHF)	2015	2016 (en %)	2015 (en %)	2016 (en %)	2015 (en %)	2016 (en %)	2016 (en %)
<b>Suisse - par intégration globale</b>									
<b>Maison Mère</b>									
Edmond de Rothschild (Suisse) S.A., Genève	CHF	45'000	45'000	100	100	100	100	-	-
<b>Banques</b>									
Edmond de Rothschild (Lugano) S.A., Lugano, absorbée par Edmond de Rothschild (Suisse) S.A., Genève en 2016	CHF	-	5'000	-	100	-	100	-	-
<b>Sociétés de services</b>									
Privaco Family Office S.A., Genève	CHF	2'100	2'100	100	100	100	100	100	-
Les Conseillers du Léman Associés S.A., Genève, en liquidation	CHF	100	100	100	100	100	100	-	100
<b>Sociétés financières et de gestion de portefeuille</b>									
Orox Asset Management S.A., Genève	CHF	2'000	2'000	60	60	60	60	60	-
Priadvisory Holding S.A., Genève, en liquidation	CHF	3'120	3'120	100	100	100	100	-	100
<b>Etranger - par intégration globale</b>									
<b>Banques</b>									
Edmond de Rothschild (Europe), Luxembourg	EUR	31'500	31'500	100	100	100	100	100	-
Edmond de Rothschild (Bahamas) Ltd., Nassau, cédée	CHF	-	15'000	-	100	-	100	-	-
Edmond de Rothschild (Monaco), Monaco	EUR	12'000	12'000	57	57	57	57	57	-
<b>Sociétés de services et sociétés immobilières</b>									
Copri III S.A., Luxembourg	EUR	747	747	100	100	100	100	100	-
Edmond de Rothschild Family Advisory (Hong Kong) Limited, Hong Kong	HKD	12'675	12'675	100	100	100	100	-	100
L'Immobilière Baldauff S.A., Luxembourg	EUR	9'821	9'821	100	100	100	100	-	100
<b>Sociétés de gestion de portefeuilles</b>									
Edmond de Rothschild Asset Management (Luxembourg), Luxembourg	EUR	18'238	18'238	100	100	100	100	-	100
Edmond de Rothschild Asset Management (UK) Limited, Londres	GBP	4'400	2'300	100	80	100	80	-	100
Edmond de Rothschild Asset Management (C.I.) Ltd, Guernsey, cédée	GBP	-	5	-	100	-	100	-	-
LCF Edmond de Rothschild Conseil S.A., Luxembourg, dissoute	EUR	-	50	-	100	-	100	-	-
Edmond de Rothschild Client Nominees (UK) Ltd., Londres	GBP	1	1	100	80	100	80	-	100
<b>Sociétés financières et sociétés de courtage</b>									
Edmond de Rothschild (UK) Limited, Londres	GBP	10'700	1'000	100	80	100	80	100	-
Edmond de Rothschild Securities (UK) Limited, Londres	GBP	2'000	1'000	100	80	100	80	-	100
Edmond de Rothschild Holdings (C.I.) Ltd, Guernsey, cédée	GBP	-	40	-	100	-	100	-	-
Edmond de Rothschild Securities (C.I.) Limited, Guernsey, cédée	GBP	-	0,002	-	100	-	100	-	-
Incentive Management SAM, Monaco, dissoute	EUR	-	150	-	57	-	57	-	-
Priglobal Advisory Limited, Iles Caïman	EUR	0,001	0,001	100	100	100	100	-	100
Edmond de Rothschild (Suisse) S.A., Representación Uruguay, Montevideo	USD	14	14	100	100	100	100	100	-
Edmond de Rothschild Assurances et Conseils (Monaco), Monaco	EUR	150	150	57	57	57	57	-	57
Iberian Renewable Energies GP S. à r.l., Luxembourg	EUR	13	13	100	100	100	100	-	100
Prifund Conseil (Bahamas) S.A., Nassau, dissoute	EUR	-	70	-	100	-	100	-	-
E.C.H. Investments Ltd., Iles Caïman, en liquidation	EUR	-	251	-	54	-	55	-	-
Edmond de Rothschild Assurances et Conseils (Europe), Luxembourg	EUR	50	50	100	100	100	100	-	100
Edmond de Rothschild Gestion (Monaco), Monaco	EUR	150	150	57	57	57	57	-	57
EDRRIT Limited, Londres	GBP	278	278	51	72	100	90	-	100
Edmond de Rothschild Capital Holdings Limited, Londres	GBP	250	250	51	72	100	72	-	100
Edmond de Rothschild Private Merchant Banking LLP, Londres	GBP	21'538	15'238	100	80	100	80	-	100
Edmond de Rothschild (Israel) Ltd., Tel-Aviv	ILS	501	-	100	-	100	-	100	-

	Monnaie	Capital social		Part au capital		Part aux voix		Détention directe	Détention indirecte
		2016	2015	2016	2015	2016	2015	2016	2016
		(milliers de CHF)		(en %)		(en %)		(en %)	(en %)

#### Suisse - par mise en équivalence

##### Sociétés financières

Edmond de Rothschild Asset Management (Suisse) S.A., Genève	CHF	11'534	11'534	38	38	38	38	38	-
---	-----	--------	--------	----	----	----	----	----	---

#### Etranger - par mise en équivalence

##### Sociétés financières

ACH Management S.A., Luxembourg	USD	154	154	33	35	38	38	28	10
Edmond de Rothschild Nikko Cordial Co. Ltd., Japon	JPY	100'000	100'000	50	50	50	50	-	50
L.C.H. Investments N.V., Antilles Néerlandaises	USD	2	2	44	44	44	44	44	1

#### Présentation des sociétés non consolidées du groupe Edmond de Rothschild (Suisse) S.A.

	Monnaie	Capital social		Part au capital		Part aux voix		Détention directe	Détention indirecte
		2016	2015	2016	2015	2016	2015	2016	2016
		(milliers de CHF)		(en %)		(en %)		(en %)	(en %)

RIT Capital Partners PLC, Londres	GBP	155'351	155'351	1	1	1	1	1	-
Rothschild Holding AG, Zurich	CHF	10'724	10'724	9	9	9	9	9	-
Rothschild & Co, Paris	EUR	142'274	142'274	4	4	6	5	6	-

	Valeurs d'acquisition	Amortissements cumulés et adaptations de valeur (mise en équivalence)	Valeur comptable au 1er janvier 2016	Variations de change	Changements d'affectation	Investissements et entrées dans le périmètre de consolidation	Désinvestissements et sorties du périmètre de consolidation	Amortissements	Valeur comptable au 31 décembre 2016
--	-----------------------	---	--------------------------------------	----------------------	---------------------------	---	---	----------------	--------------------------------------

En milliers de CHF

#### 8 Présentation des immobilisations corporelles

Immeubles à l'usage des sociétés du groupe	217'372	(76'922)	140'450	(123)	-	-	(3'984)	(3'989)	132'354
Autres immeubles	13'200	(5'117)	8'083	-	-	-	-	(242)	7'841
Software acquis séparément ou développés à l'interne	126'743	(102'706)	24'037	(174)	-	41'199	-	(15'264)	49'798
Autres immobilisations corporelles	288'125	(244'991)	43'134	(1'736)	-	12'390	(1'397)	(11'034)	41'357
<b>Total des Immobilisations corporelles</b>	<b>645'440</b>	<b>(429'736)</b>	<b>215'704</b>	<b>(2'033)</b>	<b>-</b>	<b>53'589</b>	<b>(5'381)</b>	<b>(30'529)</b>	<b>231'350</b>

En milliers de CHF

#### 9 Présentation des valeurs immatérielles

	Valeur d'acquisition	Amortissements cumulés	Valeur comptable au 1er janvier 2016	Modification de périmètre	Investissements	Désinvestissements	Amortissements	Valeur comptable au 31 décembre 2016
Goodwill	92'651	(82'425)	10'226	-	41'244	(1'144)	(7'210)	43'116
Patentes	-	-	-	-	-	-	-	-
Licences	-	-	-	-	-	-	-	-
Autres valeurs immatérielles	87'328	(87'275)	53	570	-	-	(172)	451
<b>Total des valeurs immatérielles</b>	<b>179'979</b>	<b>(169'700)</b>	<b>10'279</b>	<b>570</b>	<b>41'244</b>	<b>(1'144)</b>	<b>(7'382)</b>	<b>43'567</b>

En milliers de CHF	Autres actifs		Autres passifs	
	2016	2015	2016	2015
<b>10 Répartition des autres actifs et autres passifs</b>				
Compte de compensation	1'614	25	-	-
Impôts directs (impôt anticipé, droits timbre)	7'014	4'437	6'208	4'610
Impôts indirects	545	5	1'417	1'919
Impôts latents actifs	3'187	321	-	-
Garanties, cautions	7'562	976	-	-
Compte d'ordres	16'134	70'156	52'119	131'513
Autres	2'843	13'818	6'567	13'271
<b>Total</b>	<b>38'899</b>	<b>89'738</b>	<b>66'311</b>	<b>151'313</b>

En milliers de CHF	2016		2015	
	Valeurs comptables	Engagements effectifs	Valeurs comptables	Engagements effectifs
<b>11 Indications des actifs mis en gage ou cédés en garantie de propres engagements ainsi que des actifs qui font l'objet d'une réserve de propriété</b>				
<b>Actifs nantis / cédés</b>				
Immobilisations financières	19'848	-	18'230	-
Autres actifs	6'591	-	-	-
<b>Actifs nantis sous réserve de propriété</b>	-	-	-	-

En milliers de CHF	2016	2015	Variation %
<b>12 Engagements envers les propres institutions de prévoyance professionnelle</b>			
Engagements résultant des dépôts de la clientèle	54'913	52'542	4,5
Valeurs de remplacement négatives des instruments financiers dérivés	1'482	-	-
Obligations de caisse	-	-	-
Emprunts et prêts des centrales d'émission de lettres de gage	-	-	-
<b>Total</b>	<b>56'395</b>	<b>52'542</b>	<b>7,3</b>

En nombre d'actions	2016	2015	Variation %
<b>Nombre et type d'instruments de capitaux propres de la Maison mère détenus par les propres institutions de prévoyance professionnelle</b>			
Actions au porteur de CHF 500.-	547	547	-

Cette détention correspond à 0,6% du capital social de la Maison Mère.

### 13 Situation économique des propres institutions de prévoyance

#### a) Réserves de contributions de l'employeur (RCE)

Au 31 décembre 2016, il n'y a pas de réserve de contribution de l'employeur.

En milliers de CHF	2015	2015	2014	Variation par rapport à l'exercice précédent	Cotisations payées pour 2016	2016	2015
	Excédent / (insuffisance de couverture)	Part économique de l'entité	Charges de prévoyance dans les charges de personnel				

#### b) Avantages / engagements économiques et charges de prévoyance

Fonds patronaux / institutions de prévoyance patronales	-	-	-	-	-	-	-
Plans de prévoyance sans excédent ni insuffisance	-	-	-	-	-	-	-
Plans de prévoyance avec excédent	25'025	-	-	-	(18'349)	(18'349)	(20'152)
Plans de prévoyance avec insuffisance	-	-	-	-	-	-	-
Institutions de prévoyance sans actifs propres	-	-	-	-	(9'260)	(9'260)	(10'057)
<b>Total</b>	<b>25'025</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>(27'609)</b>	<b>(27'609)</b>	<b>(30'209)</b>

#### Indications relatives aux plans de prévoyance

Les collaborateurs de la Maison Mère et de certaines de ses filiales sont assurés auprès de la Fondation de prévoyance Edmond de Rothschild. La Fondation a pour but de prémunir le personnel des sociétés adhérentes contre les conséquences économiques de la vieillesse, de l'invalidité et du décès. Elle est semi-autonome et est basée sur le principe de la primauté des cotisations. Les cotisations sont croissantes en fonction de l'âge de la personne assurée. L'employeur participe pour 2/3 au financement des cotisations tandis que 1/3 est à la charge des assurés.

Les derniers comptes annuels révisés de la Fondation font apparaître un degré de couverture de 104,76% au 31 décembre 2015 (106,87% au 1<sup>er</sup> janvier 2015).

Pour la fin de l'exercice 2016, la Fondation estime atteindre un taux de couverture légèrement supérieur à 100%. Le Conseil de Fondation a décidé pour cette année 2016 de rémunérer les capitaux d'épargne des actifs au taux de 1 % et de ne pas adapter les rentes servies.

Le Conseil d'Administration considère que les éventuels excédents de couverture au sens de la norme Swiss GAAP RPC 16 seraient utilisés au profit des assurés et qu'il n'en résulterait dès lors aucun avantage économique pour les sociétés adhérentes.

Les collaborateurs des autres entités du Groupe participent à des plans dont les prestations sont déterminées en fonction des cotisations encaissées (primauté des cotisations), à l'exception d'Edmond de Rothschild Europe (Portugal) et Edmond de Rothschild Europe (Belgique).

En milliers de CHF	Etat à fin 2015	Utilisations conformes au but	Reclassifications	Modifications du périmètre de consolidation	Différences de change	Intérêts en souffrance, recouvrements	Nouvelles constitutions à la charge du compte de résultat	Dissolutions par le compte de résultat	Etat au 31 décembre 2016
<b>14 Corrections de valeur, des provisions et des réserves pour risques bancaires généraux ainsi que leurs variations</b>									
Provisions pour impôts latents	17'290	-	(271)	-	(49)	-	2'416	(1'019)	18'367
Provisions pour engagements de prévoyance	1'022	-	-	-	(24)	-	968	-	1'966
Provisions pour risques de défaillance	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Provisions pour autres risques d'exploitation	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Provisions de restructurations	172	-	-	-	(243)	-	7'331	(173)	7'087
Autres provisions	23'175	(442)	(2'181)	16	(374)	-	22'544	(5'110)	37'628
<b>Total des provisions</b>	<b>41'659</b>	<b>(442)</b>	<b>(2'452)</b>	<b>16</b>	<b>(689)</b>	<b>-</b>	<b>33'259</b>	<b>(6'302)</b>	<b>65'049</b>
<b>Réserves pour risques bancaires généraux</b>	<b>244'710</b>	<b>-</b>	<b>1'113</b>	<b>(3'960)</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>9'420</b>	<b>(17'630)</b>	<b>233'653</b>
<b>Corrections de valeur pour risques de défaillance et risques pays</b>	<b>13'511</b>	<b>(6'159)</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>126</b>	<b>38</b>	<b>974</b>	<b>(351)</b>	<b>8'139</b>
dont corrections de valeur pour les risques de défaillance des créances compromises	13'511	(6'159)	-	-	126	38	974	(351)	8'139
dont corrections de valeur pour les risques latents	-	-	-	-	-	-	-	-	-

Le Groupe est impliqué dans diverses procédures judiciaires entrant dans le cadre de l'exercice normal de ses activités. Le contexte d'affaire global actuel implique certains risques juridiques, dont l'impact sur la situation financière ou la rentabilité du Groupe en raison de l'état d'avancement de ces procédures est difficile à évaluer. Conformément à sa politique, le Groupe constitue des provisions pour des procédures en cours ou potentielles, lorsque la Direction estime que ces procédures sont susceptibles d'entraîner une perte ou un engagement financier, ou lorsque le litige devrait être réglé de manière transactionnelle et que le montant de l'obligation ou de la perte peut être estimé raisonnablement. Toutefois, pour certaines procédures, le Groupe n'est pas en mesure d'estimer le montant des pertes raisonnables possibles, en raison notamment de la complexité de la procédure, du stade préliminaire de celle-ci, d'un état de fait incertain ou pour d'autres raisons objectives.

En décembre 2016, Edmond de Rothschild (Israël) Ltd (EdRIS) a été notifié, à la suite d'un audit portant sur la TVA mené par les autorités locales, sur des flux relatifs aux exercices 2012 à 2016. Le litige porte sur la capacité d'EdRIS à bénéficier d'un taux de TVA nul, conformément aux dispositions de l'article 30 (a)(5) du code israélien de la TVA. Le processus vient à peine de débuter, mais selon l'avis de ses conseillers juridiques, EdRIS dispose de solides arguments et devrait les voir acceptés par les autorités locales, ou la Cour, avec une forte probabilité de succès.

Au cours de l'exercice 2016, le nom d'Edmond de Rothschild (Europe) a été cité en relation avec une possible fraude au sein du fonds IMDB. Sur ce dossier, Edmond de Rothschild (Europe) collabore pleinement avec toute demande provenant d'autorités judiciaires dans le respect des lois en vigueur au Luxembourg. De plus, en tant qu'entité régulée, Edmond de Rothschild (Europe) répond aux diverses demandes et coopère pleinement avec son autorité de tutelle, la Commission de Surveillance du Secteur Financier ainsi qu'avec toutes les autorités de surveillance intervenantes dans la conduite de ces dossiers. Edmond de Rothschild (Europe) fait valoir ses droits dans ces procédures. Pour faire face aux possibles conséquences financières, Edmond de Rothschild (Europe) a constitué des provisions établies en conformité avec les principes comptables applicables, ceci sur la base des éléments connus à la date de l'arrêté des comptes et de l'état d'avancement des procédures réglementaires et juridiques.

La provision de restructuration comprend les coûts de reconfiguration de nos filiales au Royaume-Uni et notre succursale à Hong Kong.

En milliers de CHF	2016	2015	Variation %
<b>15 Capital social</b>			
200'000 actions nominatives entièrement libérées de CHF 100.- nominal	20'000	20'000	-
50'000 actions au porteur entièrement libérées de CHF 500.- nominal	25'000	25'000	-
<b>Total</b>	<b>45'000</b>	<b>45'000</b>	<b>-</b>

	Prix de transaction moyen	En nombre d'actions
<b>Propres titres de participation portés en déduction des fonds propres:</b>		
<b>Propres titres de participation sous les opérations de négoce</b>		
- nombre de propres actions au début de l'exercice		4
- nombre d'actions acquises durant l'exercice (en milliers CHF)	14	101
- nombre d'actions aliénées durant l'exercice (en milliers CHF)	14	(4)
<b>- nombre de propres actions à la fin de l'exercice</b>		<b>101</b>
<b>Propres titres de participation sous les immobilisations financières</b>		
- nombre de propres actions au début de l'exercice		2'654
- nombre d'actions acquises durant l'exercice (en milliers CHF)	14	4
- nombre d'actions aliénées durant l'exercice (en milliers CHF)	16	(755)
<b>- nombre de propres actions à la fin de l'exercice</b>		<b>1'903</b>

Les propres parts du capital ont été négociées à la juste valeur durant la période de référence.  
La perte résultant de l'aliénation des propres actions de CHF 5,6 millions a été portée au débit de la réserve légale issue du capital.

## 16 Droit de participation et options sur de tels droits accordés à tous les membres des organes de direction et d'administration ainsi qu'aux collaborateurs

Pour les membres de la direction ainsi que pour une partie des collaborateurs, un nouveau plan de participation des collaborateurs a été mis en place en 2015. Les bénéficiaires des plans se verront attribuer des bons de participations d'Edmond de Rothschild Holding en fonction de leur ancienneté, de leur niveau hiérarchique et de leurs performances individuelles. L'aliénation de ces titres est soumise à un délai de blocage de trois ans. La rémunération est fondée sur des instruments de capitaux propres virtuels. La dette est réévaluée lors de chaque clôture et adaptée par le compte de résultat dans la rubrique « Charges de personnel ».

D'autres informations sur les plans de participation des collaborateurs sont disponibles dans le rapport sur les rémunérations.

En milliers de CHF	Créances		Engagements	
	2016	2015	2016	2015
<b>17 Indication des créances et engagements envers les parties liées</b>				
Participants qualifiés	37'962	35'151	10'205	22'435
Sociétés liées	239'572	180'246	143'632	47'569
Autres parties liées	-	-	33'372	34'859
<b>Total</b>	<b>277'534</b>	<b>215'397</b>	<b>187'209</b>	<b>104'863</b>

Les sociétés liées sont constituées par les participations majoritaires détenues par Edmond de Rothschild Holding S.A., qui ne font pas partie du groupe Edmond de Rothschild (Suisse) S.A.  
Toutes les transactions avec les parties liées sont effectuées aux conditions usuelles.

En milliers de CHF	À vue	Dénouable	Echu:				Total
			< 3 mois	3 à 12 mois	12 mois à 5 ans	> 5 ans	
<b>18 Présentation de la structure des échéances des instruments financiers</b>							
<b>Actif / instruments financiers</b>							
Liquidités	7'554'738	-	-	-	-	-	7'554'738
Créances sur les banques	378'073	612	357'154	-	27	800	736'666
Créances résultant d'opérations de financement de titres	-	-	3'040'006	-	-	-	3'040'006
Créances sur la clientèle	-	1'164'571	927'652	526'569	167'487	9'278	2'795'557
Créances hypothécaires	-	10'699	46'378	30'033	165'826	-	252'936
Opérations de négoce	2'539	-	-	-	-	-	2'539
Valeurs de remplacement positives d'instruments financiers dérivés	216'303	-	-	-	-	-	216'303
Immobilisations financières	503'803	-	183'089	89'610	699'553	-	1'476'055
<b>Total 2016</b>	<b>8'655'456</b>	<b>1'175'882</b>	<b>4'554'279</b>	<b>646'212</b>	<b>1'032'893</b>	<b>10'078</b>	<b>16'074'800</b>
<b>Total 2015</b>	<b>8'025'250</b>	<b>1'036'765</b>	<b>5'785'788</b>	<b>809'916</b>	<b>410'889</b>	<b>4'659</b>	<b>16'073'267</b>
<b>Fonds étrangers / instruments financiers</b>							
Engagements envers les banques	256'594	-	214'445	2	308	-	471'349
Engagements résultant des dépôts de la clientèle	13'619'907	38'615	676'803	40'799	8'456	-	14'384'580
Valeurs de remplacement négatives d'instruments financiers dérivés	208'506	-	-	-	-	-	208'506
<b>Total 2016</b>	<b>14'085'007</b>	<b>38'615</b>	<b>891'248</b>	<b>40'801</b>	<b>8'764</b>	<b>-</b>	<b>15'064'435</b>
<b>Total 2015</b>	<b>14'512'224</b>	<b>5'514</b>	<b>405'367</b>	<b>29'688</b>	<b>18'523</b>	<b>-</b>	<b>14'971'316</b>

En milliers de CHF	2016			2015		
	Suisse	Étranger	Total	Suisse	Étranger	Total

## 19 Répartition du bilan entre la Suisse et l'étranger selon le principe du domicile

### Actifs

Liquidités	3'025'684	4'529'054	7'554'738	3'462'770	3'379'433	6'842'203
Créances sur les banques	134'350	602'316	736'666	98'770	759'573	858'343
Créances résultant d'opérations de financement de titres	1'050'781	1'989'225	3'040'006	963'303	3'719'073	4'682'376
Créances sur la clientèle	188'777	2'606'780	2'795'557	201'135	2'243'211	2'444'346
Créances hypothécaires	97'867	155'069	252'936	77'315	29'167	106'482
Opérations de négoce	-	2'539	2'539	1	5'349	5'350
Valeurs de remplacement positives d'instruments financiers dérivés	30'035	186'268	216'303	69'636	60'800	130'436
Immobilisations financières	545'612	930'443	1'476'055	761'465	242'266	1'003'731
Comptes de régularisation	46'682	108'509	155'191	28'808	87'853	116'661
Participations non consolidées	63'286	63'478	126'764	65'381	51'644	117'025
Immobilisations corporelles	176'253	55'097	231'350	155'992	59'712	215'704
Valeurs immatérielles	39'282	4'285	43'567	10'224	55	10'279
Autres actifs	13'356	25'543	38'899	3'771	85'967	89'738
<b>Total des actifs</b>	<b>5'411'965</b>	<b>11'258'606</b>	<b>16'670'571</b>	<b>5'898'571</b>	<b>10'724'103</b>	<b>16'622'674</b>

### Passifs

Engagements envers les banques	26'910	444'439	471'349	27'263	159'999	187'262
Engagements résultant des dépôts de la clientèle	1'434'909	12'949'671	14'384'580	1'286'151	13'368'162	14'654'313
Valeurs de remplacement négatives d'instruments financiers dérivés	39'015	169'491	208'506	76'126	53'615	129'741
Comptes de régularisation	79'775	134'384	214'159	75'685	123'198	198'883
Autres passifs	9'978	56'333	66'311	11'388	139'925	151'313
Provisions	18'333	46'716	65'049	16'330	25'329	41'659
Réserves pour risques bancaires généraux	192'429	41'224	233'653	192'407	52'303	244'710
Capital social	45'000	-	45'000	45'000	-	45'000
Réserve issue du capital	90'603	963	91'566	96'200	963	97'163
Réserve issue du bénéfice	696'952	274'412	971'364	652'548	317'504	970'052
Réserve de change	(15'964)	(121'434)	(137'398)	(12'548)	(114'509)	(127'057)
Propres parts du capital	(44'392)	-	(44'392)	(60'302)	-	(60'302)
Intérêts minoritaires aux capitaux propres	1'074	36'429	37'503	956	32'948	33'904
Bénéfice consolidé	32'273	31'048	63'321	(8'951)	64'984	56'033
<b>Total des passifs</b>	<b>2'606'895</b>	<b>14'063'676</b>	<b>16'670'571</b>	<b>2'398'253</b>	<b>14'224'421</b>	<b>16'622'674</b>

La répartition entre la Suisse et l'étranger s'effectue en fonction du domicile du débiteur, du créancier et de l'émetteur de titres et emprunts. En ce qui concerne les créances hypothécaires et les immeubles, le lieu du gage est pris en considération.

En milliers de CHF	2016		2015	
	Valeur absolue	Part en %	Valeur absolue	Part en %
<b>20 Répartition du total des actifs par pays / groupes de pays (principe du domicile)</b>				
<b>Actifs</b>				
Suisse	5'411'965	32,5	5'898'571	35,5
Autres Europe	10'000'844	60,0	9'656'150	58,1
Amérique du Nord	218'518	1,3	189'038	1,1
Amérique du Sud	86'565	0,5	48'749	0,3
Asie, Australie, Océanie	386'125	2,3	251'833	1,5
Caraïbes	330'059	2,0	343'538	2,1
Afrique, Moyen-Orient	236'495	1,4	234'795	1,4
<b>Total des actifs</b>	<b>16'670'571</b>	<b>100,0</b>	<b>16'622'674</b>	<b>100,0</b>

En milliers de CHF	2016	
	Valeur	Part en %
<b>21 Actifs selon la solvabilité des groupes de pays (domicile du risque)</b>		
<b>Actifs</b>		
AAA / AA+ / AA-	10'279'365	96,5
A+ / A	35'677	0,3
BBB+ / BBB-	130'829	1,2
BB+ / BB-	14'750	0,1
B+ / B-	78'319	0,7
CCC + / D	11'449	0,1
sans notation	106'005	1,0
<b>Total</b>	<b>10'656'394</b>	<b>100,0</b>

Le Groupe utilise les notes de Standard & Poor's.

En milliers de CHF	CHF	EUR	USD	Autres	Total
<b>22 Bilan selon les monnaies les plus importantes</b>					
<b>Actifs</b>					
Liquidités	3'024'631	4'516'512	211	13'384	7'554'738
Créances sur les banques	43'062	120'146	401'012	172'446	736'666
Créances résultant d'opérations de financement de titres	-	746'362	2'244'416	49'228	3'040'006
Créances sur la clientèle	186'161	1'906'643	541'354	161'399	2'795'557
Créances hypothécaires	112'863	67'026	34'378	38'669	252'936
Opérations de négoce	207	1'278	737	317	2'539
Valeurs de remplacement positives d'instruments financiers dérivés	123'034	93'269	-	-	216'303
Immobilisations financières	235'286	521'988	256'459	462'322	1'476'055
Comptes de régularisation	44'044	101'601	4'487	5'059	155'191
Participations non consolidées	110'772	15'752	185	55	126'764
Immobilisations corporelles	175'603	47'081	83	8'583	231'350
Valeurs immatérielles	38'831	2	-	4'734	43'567
Autres actifs	12'096	20'100	125	6'578	38'899
<b>Total des actifs bilantaires 2016</b>	<b>4'106'590</b>	<b>8'157'760</b>	<b>3'483'447</b>	<b>922'774</b>	<b>16'670'571</b>
Prétention à la livraison découlant d'opérations au comptant, à terme et en options sur devises	1'511'167	5'520'522	8'348'699	2'017'468	17'397'856
<b>Total des actifs 2016</b>	<b>5'617'757</b>	<b>13'678'282</b>	<b>11'832'146</b>	<b>2'940'242</b>	<b>34'068'427</b>
<b>Total des actifs 2015</b>	<b>5'913'212</b>	<b>14'097'060</b>	<b>11'939'254</b>	<b>3'197'305</b>	<b>35'146'831</b>
<b>Passifs</b>					
Engagements envers les banques	157'556	99'126	154'025	60'642	471'349
Engagements résultant des dépôts de la clientèle	1'098'648	5'871'364	5'930'056	1'484'512	14'384'580
Valeurs de remplacement négatives d'instruments financiers dérivés	176'576	31'930	-	-	208'506
Comptes de régularisation	80'604	118'152	1'324	14'079	214'159
Autres passifs	8'885	36'589	858	19'979	66'311
Provisions	18'333	39'629	-	7'087	65'049
Réserves pour risques bancaires généraux	192'429	41'224	-	-	233'653
Capital social	45'000	-	-	-	45'000
Réserve issue du capital	90'603	963	-	-	91'566
Réserve issue du bénéfice	691'235	260'552	529	19'048	971'364
Réserve de change	(15'961)	(111'984)	(279)	(9'174)	(137'398)
Propres parts du capital	(44'392)	-	-	-	(44'392)
Intérêts minoritaires aux capitaux propres	1'074	34'409	(69)	2'089	37'503
Bénéfice consolidé	29'812	46'456	158	(13'105)	63'321
<b>Total des passifs bilantaires 2016</b>	<b>2'530'402</b>	<b>6'468'410</b>	<b>6'086'602</b>	<b>1'585'157</b>	<b>16'670'571</b>
Engagements de livraison découlant d'opérations au comptant, à terme et en options sur devises	3'070'364	6'864'927	5'919'282	1'543'283	17'397'856
<b>Total des passifs 2016</b>	<b>5'600'766</b>	<b>13'333'337</b>	<b>12'005'884</b>	<b>3'128'440</b>	<b>34'068'427</b>
<b>Position nette par devise</b>	<b>16'991</b>	<b>344'945</b>	<b>(173'738)</b>	<b>(188'198)</b>	<b>-</b>
<b>Total des passifs 2015</b>	<b>5'943'105</b>	<b>13'968'572</b>	<b>11'983'556</b>	<b>3'251'598</b>	<b>35'146'831</b>

En milliers de CHF	2016	2015	Variation %
<b>23 Créances et engagements conditionnels</b>			
Engagements de couverture de crédit et similaires	110'476	97'705	13,1
Garanties de prestation de garantie et similaires	112'602	98'495	14,3
<b>Total des engagements conditionnels</b>	<b>223'078</b>	<b>196'200</b>	<b>13,7</b>
<b>Total des créances éventuelles</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	

Concernant les engagements pris pour le compte des organes de la Maison Mère à titre de garantie, voir sous Rapport de rémunération.

La présentation de ces éléments dans les opérations hors bilan se fait à la valeur nominale. Pour les risques prévisibles, le Groupe constitue des provisions dans les passifs du bilan le cas échéant.

En milliers de CHF	2016	2015	Variation %
<b>24 Crédits par engagement</b>			
<b>Total</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	

En milliers de CHF	2016	2015	Variation %
<b>25 Répartition des opérations fiduciaires</b>			
Placements fiduciaires auprès de sociétés tierces	2'606'351	2'623'160	(0,6)
Placements fiduciaires auprès de sociétés du groupe et sociétés liées	377'659	120'845	212,5
Opérations fiduciaires relatives au prêt / emprunt de titres, lorsque la banque agit sous son nom pour le compte de clients	30'821	71'034	(56,6)
<b>Total</b>	<b>3'014'831</b>	<b>2'815'039</b>	<b>7,1</b>

En milliers de CHF

2016

2015

Variation %

**26 Répartition des avoirs administrés et présentation de leur évolution****a) Répartition des avoirs administrés**

Avoirs détenus par des instruments de placement collectifs sous gestion propre	14'506'971	16'717'883	(13,2)
Avoirs sous mandat de gestion	29'866'798	26'953'548	10,8
Autres avoirs administrés	73'763'848	71'173'458	3,6
<b>Total des avoirs administré (y.c. prises en compte doubles)</b>	<b>118'137'617</b>	<b>114'844'889</b>	<b>2,9</b>
<i>dont prises en compte doubles</i>	<i>6'287'119</i>	<i>7'351'630</i>	<i>(14,5)</i>

**b) Présentation de l'évolution des avoirs administrés**

<b>Total des avoirs administré (y.c. prises en compte doubles) initiaux</b>	<b>114'844'889</b>	<b>109'462'476</b>	<b>4,9</b>
<i>+/- apports / retraits nets d'argent frais</i>	<i>1'655'036</i>	<i>8'203'124</i>	<i>(79,8)</i>
<i>+/- évolution des cours, intérêts, dividendes et évolution de change</i>	<i>(482'676)</i>	<i>(6'528'754)</i>	<i>(92,6)</i>
<i>+/- autres effets</i>	<i>2'120'368</i>	<i>3'708'043</i>	<i>(42,8)</i>
<b>Total des avoirs administrés (y.c. prises en compte doubles) finaux</b>	<b>118'137'617</b>	<b>114'844'889</b>	<b>2,9</b>

Les avoirs administrés comprennent les instruments de placement collectifs gérés par le Groupe, les avoirs des investisseurs qui sont gérés sur la base d'un mandat de gestion de fortune (y.c. les avoirs déposés auprès de tiers), par le Groupe ainsi que les autres avoirs détenus à des fins d'investissement (autres avoirs administrés).

Ne sont pas pris en compte les « assets under custody » représentant les actifs d'un client dont l'unique objectif est le dépôt.

Les avoirs sous mandat de gestion comprennent les avoirs de la clientèle pour lesquels les décisions de placement sont prises par le Groupe. Les autres avoirs administrés sont ceux pour lesquels les décisions de placement sont prises par le client.

Les apports / retraits nets d'argent frais de la clientèle découlent de l'acquisition de nouveaux clients, des départs de client ainsi que des apports et retraits de clients existants. Ils sont calculés selon méthode directe, basé sur les transactions individuelles des flux de cash et/ou des titres des clients. Les modifications des avoirs dues aux performances (par exemple l'impact de l'évolution des marchés et des devises, les paiements d'intérêts, les commissions de banque facturées et les dividendes crédités) et les mouvements de périmètre, lors d'acquisition, de vente ou de fermeture d'activité ne représentent pas un apport / retrait. Une partie des apports / retraits résulte également du double comptage pour la part des actifs sous gestion investie en fonds de placement collectifs du Groupe.

Les autres effets comprennent uniquement des effets de changement de périmètre de consolidation dont, en 2016, l'acquisition d'Edmond de Rothschild (Israel) Ltd, Tel Aviv et les cessions d'Edmond de Rothschild Holding (C.I.) Ltd, Guernsey, d'Edmond de Rothschild (Bahamas), Nassau et pour 2015 une prise en compte début d'année des encours de fonds gérés par le Groupe.

En milliers de CHF	2016	2015	Variation %
<b>27 Résultat des opérations de négoce et de l'option de la juste valeur</b>			
<b>a) Répartition selon les secteurs d'activités</b>			
Opérations de négoce avec les clients privés	96'350	76'260	26,3
Opérations de négoce pour compte propre	5'231	16'958	(69,2)
<b>Total du résultat de négoce</b>	<b>101'581</b>	<b>93'218</b>	<b>9,0</b>
<b>b) Répartition par type de sous-jacent et résultat provenant de l'utilisation de l'option de la juste valeur</b>			
<b>Résultat de négoce provenant des :</b>			
Instruments de taux (y c. les fonds)	24'054	17'857	34,7
Titres de participation (y c. les fonds)	14'969	21'587	(30,7)
Devises	61'871	53'214	16,3
Matières premières / métaux précieux	687	560	22,7
<b>Total du résultat de négoce</b>	<b>101'581</b>	<b>93'218</b>	<b>9,0</b>
<i>dont provenant de l'option de la juste valeur</i>	-	-	-

En milliers de CHF

2016

2015

Variation %

**28 Produit du refinancement des positions de négoce ainsi que des intérêts négatifs****Produit de refinancement dans la rubrique "produit des intérêts et des escomptes"**

Le Groupe ne porte pas les frais de refinancement des portefeuilles au débit du résultat des opérations de négoce.

**Intérêts négatifs**

Intérêts négatifs concernant les opérations actives (réduction du produit des intérêts et des escomptes)	(36'240)	(19'880)	82,3
Intérêts négatifs concernant les opérations passives (réduction des charges d'intérêts)	9'376	4'317	117,2

En milliers de CHF

2016

2015

Variation %

**29 Charges de personnel**

Appointements	(294'821)	(281'426)	4,8
<i>dont charges en relation avec les rémunérations variables</i>	(59'556)	(60'022)	(0,8)
Prestations sociales :			
<i>dont contributions sociales légales</i>	(31'442)	(34'389)	(8,6)
<i>dont contributions aux institutions de prévoyance du personnel</i>	(27'609)	(30'209)	(8,6)
Autres charges de personnel	(14'472)	(14'864)	(2,6)
<b>Total</b>	<b>(368'344)</b>	<b>(360'888)</b>	<b>2,1</b>

Le poste « Appointements » comprend les salaires du personnel fixe et temporaire, les gratifications, les indemnités des administrateurs et les allocations supplémentaires.

En milliers de CHF	2016	2015	Variation %
<b>30 Autres charges d'exploitation</b>			
Coût des locaux	(28'591)	(28'355)	0,8
Charges relatives à la technique de l'information et de la communication	(39'418)	(40'219)	(2,0)
Charges relatives aux véhicules, aux machines, au mobilier et aux autres installations ainsi qu'au leasing opérationnel	(1'022)	(1'050)	(2,7)
Honoraires de la société d'audit	(5'798)	(4'673)	24,1
<i>dont pour les prestations en matière d'audit financier et d'audit prudentiel</i>	(3'278)	(2'419)	40,3
<i>dont pour d'autres prestations de service</i>	(2'520)	(2'254)	6,7
Autres charges d'exploitation	(91'857)	(78'628)	16,8
<b>Total</b>	<b>(166'686)</b>	<b>(152'925)</b>	<b>9,0</b>

En milliers de CHF	2016	2015	Variation %
<b>31 Variations des provisions et autres corrections de valeur, pertes</b>			
<b>Total</b>	<b>(23'405)</b>	<b>(8'043)</b>	<b>191,0</b>

Les variations des provisions et autres corrections de valeur, pertes résultent de provisions pour des risques judiciaires.

En milliers de CHF	2016	2015	Variation %
<b>32 Produits et charges extraordinaires, variations des réserves pour risques bancaires généraux</b>			
Produits extraordinaires	19'870	6'054	228,2
Charges extraordinaires	(3'596)	(315)	1'041,6
Variations des réserves pour risques bancaires généraux	7'942	(2'580)	-

Les produits extraordinaires en 2016 intègrent notamment le bénéfice enregistré sur la cession des activités de Bahamas et une reprise de provision fiscale devenue sans objet. Les charges extraordinaires contiennent une moins-value de cession de la société EdR Holdings C.I. Ltd, Guernsey et des charges fiscales liées à la mise en place de la taxe bancaire en Belgique. En 2015, les produits extraordinaires résultent principalement de l'aliénation d'un immeuble. Sa vente a généré un gain de CHF 5,2 millions. Le Groupe a également réalisé un gain de CHF 0,7 million sur la cession d'une participation.

En milliers de CHF	2016	2015	Variation %
<b>33 Corrections de valeur sur participations, amortissements sur immobilisations et valeurs immatérielles</b>			
Participations non consolidées	(43)	(421)	(89,8)
Immobilisations corporelles			
- immeubles	(4'231)	(16'099)	(73,7)
- software acquis séparément ou développés à l'interne	(15'264)	(13'438)	13,6
- mobilier, matériel, équipement	(11'034)	(13'054)	(15,5)
Valeurs immatérielles	(7'382)	(3'285)	124,7
<b>Total</b>	<b>(37'954)</b>	<b>(46'297)</b>	<b>(18,0)</b>

Les participations non consolidées figurant au coût d'acquisition, seules les moins-values permanentes font l'objet d'amortissements reportés sous cette rubrique.

En milliers de CHF	2016			2015		
	Suisse	Étranger	Total	Suisse	Étranger	Total
<b>34 Présentation du résultat opérationnel réparti entre la Suisse et l'étranger selon le principe du domicile de l'exploitation</b>						
Produit des intérêts et des escomptes	14'327	30'994	45'321	2'980	26'167	29'147
Produit des intérêts et des dividendes des opérations de négoce	24	-	24	26	1	27
Produit des intérêts et des dividendes des immobilisations financières	9'167	(193)	8'974	4'412	152	4'564
Charges d'intérêts	3'902	(5'772)	(1'870)	1'426	(10'632)	(9'206)
<b>Résultat net des opérations d'intérêts</b>	<b>27'420</b>	<b>25'029</b>	<b>52'449</b>	<b>8'844</b>	<b>15'688</b>	<b>24'532</b>
Variations des corrections de valeur pour risques de défaillance et pertes liées aux opérations d'intérêts	(38)	-	(38)	3'458	6	3'464
<b>Résultat net des opérations d'intérêts</b>	<b>27'382</b>	<b>25'029</b>	<b>52'411</b>	<b>12'302</b>	<b>15'694</b>	<b>27'996</b>
Produit des commissions sur les titres et les opérations de placement	218'940	403'678	622'618	222'453	369'209	591'662
Produit des commissions sur les opérations de crédit	1'434	672	2'106	1'428	899	2'327
Produit des commissions sur les autres opérations de prestations de service	3'743	13'115	16'858	4'463	15'934	20'397
Charges de commissions	(29'294)	(167'940)	(197'234)	(31'137)	(118'505)	(149'642)
<b>Résultat des opérations de commissions et des prestations de service</b>	<b>194'823</b>	<b>249'525</b>	<b>444'348</b>	<b>197'207</b>	<b>267'537</b>	<b>464'744</b>
Résultat des opérations de négoce et de l'option de la juste valeur	64'522	37'059	101'581	52'149	41'069	93'218
Résultat des aliénations d'immobilisations financières	11'008	149	11'157	480	-	480
Produit des participations	17'311	7'598	24'909	24'578	9'823	34'401
<i>dont des participations prises en compte selon la méthode de la mise en équivalence</i>	<i>12'486</i>	<i>7'003</i>	<i>19'489</i>	<i>15'073</i>	<i>9'334</i>	<i>24'407</i>
<i>dont des autres participations non consolidées</i>	<i>4'825</i>	<i>595</i>	<i>5'420</i>	<i>9'505</i>	<i>489</i>	<i>9'994</i>
Résultat des immeubles	1'190	45	1'235	1'301	68	1'369
Autres produits ordinaires	11'511	10'009	21'520	5'011	11'974	16'985
Autres charges ordinaires	(1'028)	(738)	(1'766)	(1'182)	(433)	(1'615)
<b>Autres résultats ordinaires</b>	<b>39'992</b>	<b>17'063</b>	<b>57'055</b>	<b>30'188</b>	<b>21'432</b>	<b>51'620</b>
Charges de personnel	(202'844)	(165'500)	(368'344)	(192'083)	(168'805)	(360'888)
Autres charges d'exploitation	(70'244)	(96'442)	(166'686)	(73'296)	(79'629)	(152'925)
<b>Charges d'exploitation</b>	<b>(273'088)</b>	<b>(261'942)</b>	<b>(535'030)</b>	<b>(265'379)</b>	<b>(248'434)</b>	<b>(513'813)</b>
Corrections de valeur sur participations, amortissements sur immobilisations et valeurs immatérielles	(20'275)	(17'679)	(37'954)	(34'798)	(11'499)	(46'297)
Variations des provisions et autres corrections de valeur, pertes	(1'205)	(22'200)	(23'405)	4'016	(12'059)	(8'043)
<b>Résultat opérationnel</b>	<b>32'151</b>	<b>26'855</b>	<b>59'006</b>	<b>(4'315)</b>	<b>73'740</b>	<b>69'425</b>
Produits extraordinaires	14'577	5'293	19'870	6'028	26	6'054
Charges extraordinaires	(1'470)	(2'126)	(3'596)	(203)	(112)	(315)
Variations des réserves pour risques bancaires généraux	(4'608)	12'550	7'942	(1'830)	(750)	(2'580)
Impôts	(8'377)	(11'524)	(19'901)	(8'631)	(7'920)	(16'551)
<b>Bénéfice consolidé</b>	<b>32'273</b>	<b>31'048</b>	<b>63'321</b>	<b>(8'951)</b>	<b>64'984</b>	<b>56'033</b>

La répartition entre la Suisse et l'étranger s'effectue selon le principe du domicile de l'exploitation.

En milliers de CHF	2016	2015	Variation %
<b>35 Présentation des impôts courants et latents</b>			
Impôts courants	(18'504)	(20'621)	(10,3)
Impôts différés	(1'397)	4'070	(134,3)
<b>Total</b>	<b>(19'901)</b>	<b>(16'551)</b>	<b>20,2</b>
Taux d'imposition moyen	33,7%	23,8%	41,7

Les impôts sur le revenu sont déterminés sur la base des comptes individuels des sociétés du Groupe et sont enregistrés à la charge de l'exercice qui les a générés. Concernant la dotation à la provision pour impôts différés, voir sous **note 14**.

	2016	2015
<b>36 Résultat par action</b>		
Résultat du Groupe après déduction de la part des intérêts minoritaires (en milliers de CHF)	51'723	46'406
Moyenne pondérée du nombre d'actions en circulation		
Actions au porteur (valeur nominale de CHF 500.-)	50'000	50'000
Actions nominatives (valeur nominale de CHF 100.-)	200'000	200'000
Moyenne pondérée du nombre d'actions pour le calcul du résultat par action (à la valeur nominale de CHF 500.-) après déduction de la détention des propres titres	87'996	87'342
Résultat par action au porteur CHF	587,79	531,31
Résultat par action nominative CHF	117,56	106,26

# Rapport de gestion

88	Chiffres-clés
89	Rapport du Conseil d'Administration
94	Rapport de l'organe de révision
97	Bilan
99	Compte de résultat
100	État des Capitaux Propres
101	Annexe aux comptes annuels

# Chiffres-clés

Edmond de Rothschild (Suisse) S.A., Genève

	2016	2015	Variation	Variation %
<b>Compte de résultat (en milliers de CHF)</b>				
Résultat net des opérations d'intérêts	26'197	16'632	9'565	57,5
Résultat des opérations de commissions et des prestations de service	194'777	189'399	5'378	2,8
Résultat des opérations de négoce et de l'option de la juste valeur	65'231	43'319	21'912	50,6
Charges d'exploitation (frais de personnel et frais généraux)	(286'982)	(258'647)	(28'335)	11,0
Résultat opérationnel	70'567	81'288	(10'721)	(13,2)
<b>Bénéfice de l'exercice</b>	<b>144'353</b>	<b>47'426</b>	<b>96'927</b>	<b>204,4</b>

## Rentabilité (en %)

Rendement des fonds propres (en %) bénéfice net / moyenne des fonds propres après répartition	21,4	7,8	-	-
Rendement de l'actif (en %) bénéfice net / moyenne des actifs	1,7	0,6	-	-

## Actions (en CHF)

Dividende (en milliers de CHF)	67'500	49'500		
Dividende (en % du capital-action)	150	110		
Capitalisation boursière (en milliers de CHF)	1'260'000	1'361'200		

	2016	2015	Variation	Variation %
<b>Bilan (en milliers de CHF)</b>				
Créances sur les banques	334'316	181'646	152'670	84,0
Avances à la clientèle	3'922'181	3'750'481	171'700	4,6
Engagements envers les banques	1'059'912	1'040'362	19'550	1,9
Fonds de la clientèle	7'112'498	5'982'392	1'130'106	18,9
<b>Fonds propres</b>	<b>790'829</b>	<b>675'758</b>	<b>115'071</b>	<b>17,0</b>
Total du bilan	9'438'179	7'994'663	1'443'516	18,1

## Avoirs administrés (en millions CHF)

Total des avoirs administrés (y.c. prises en compte doubles)	37'272	36'093	1'178	3,3
<i>dont prises en compte doubles</i>	<i>4'401</i>	<i>4'620</i>	<i>(219)</i>	<i>(4,7)</i>
<i>+/- apports / retraits nets d'argent frais</i>	<i>(4'401)</i>	<i>(1'392)</i>	<i>(3'008)</i>	<i>216,1</i>

## Effectif (nombre de collaborateurs)

Effectif moyen	850	714	136	19,0
Effectif à la fin de la période	830	752	78	10,4
Effectif du personnel, converti en places de travail à temps complet	808	733	75	10,2

---

# Rapport du Conseil d'Administration

sur les comptes statutaires d'Edmond de Rothschild (Suisse) S.A.  
à l'Assemblée générale ordinaire des Actionnaires du 2 mai 2017

## Analyse du bilan

À l'actif, les liquidités s'élèvent à CHF 3 milliards, en augmentation de 366,4 millions par rapport à 2015.

Les créances sur les banques augmentent de CHF 152,7 millions pour atteindre CHF 334,3 millions.

Les créances résultant d'opérations de financement de titres s'élèvent à CHF 2,4 milliards, en diminution de CHF 273,1 millions par rapport à 2015.

Les créances à la clientèle s'élèvent à CHF 1,2 milliard, en augmentation de 31,4 % par rapport à 2015. Elles représentent 13,2 % du total du bilan.

Les opérations de négoce s'élèvent à CHF 1,1 million, en augmentation de 76,3 % par rapport à l'exercice précédent.

Les valeurs de remplacement positives d'instruments financiers dérivés de CHF 219,7 millions sont en hausse de CHF 126,3 millions due à l'évolution de la valeur de remplacement des opérations sur devises en cours à la fin de l'année.

Les investissements financiers s'élèvent à CHF 1,5 milliard, en augmentation de CHF 604,2 millions par rapport à l'exercice précédent.

Les participations s'élèvent à CHF 223,1 millions, comparées à CHF 259,6 millions en 2015.

Les immobilisations corporelles s'élèvent à CHF 157,5 millions, en augmentation de CHF 23,7 millions.

Au 31 décembre 2016, le total du bilan s'élève à CHF 9,4 milliards, en augmentation de CHF 1,4 milliard par rapport à l'exercice précédent. Edmond de Rothschild (Suisse) S.A. bénéficie d'un bilan particulièrement solide et liquide et peut donc envisager les évolutions futures avec confiance.

Au passif, les engagements envers les banques augmentent de CHF 19,6 millions pour atteindre CHF 1,1 milliard.

A la fin de l'exercice 2016, le total des avoirs en compte de la clientèle s'élève à CHF 7,1 milliards comparés à CHF 6 milliards en 2015. Il représente 75,4 % du total du bilan.

Les valeurs de remplacement négatives d'instruments financiers dérivés s'élèvent à CHF 215,9 millions, en augmentation de 142,4%.

Le poste provisions augmente de CHF 34,7 millions pour s'établir à CHF 165,5 millions.

Les réserves pour risques bancaires généraux augmentent à CHF 48,5 millions.

Après la distribution proposée du bénéfice, les fonds propres s'élèvent à CHF 723,3 millions, soit 7,7 % du total du bilan.

La rentabilité des fonds propres est de 21,4 % en 2016. En appliquant les règles de la BRI (Bâle III), les fonds propres requis s'élèvent à CHF 175,1 millions, tandis que les fonds propres pouvant être pris en compte s'élèvent à CHF 576,7 millions. Le ratio de solvabilité (ratio BRI) s'établit à 26,3 %.

---

## Analyse des résultats

Le bénéfice net de l'année 2016 s'élève à CHF 144,4 millions, en augmentation de 204,4 % par rapport à l'année précédente.

### Évolution des produits

Le résultat net des opérations d'intérêts s'établit à CHF 26,2 millions, en augmentation de 57,5 % par rapport à l'exercice précédent.

Le résultat des opérations de commissions et de prestations de services est en hausse pour s'établir à CHF 194,8 millions, comparés à CHF 189,4 millions en 2015.

Le résultat des opérations de négoce et de l'option de la juste valeur s'élève à CHF 65,2 millions comparé à CHF 43,3 millions pour l'exercice précédent.

Les autres résultats ordinaires augmentent de 2,3 % pour atteindre CHF 93,3 millions.

### Évolution des charges

Les charges d'exploitation s'élèvent à CHF 287,0 millions, en hausse de 11,0 % par rapport à l'exercice 2015. Les charges de personnel augmentent de 14,5 %. Les autres charges d'exploitation sont en augmentation de 2,2 %.

Les corrections de valeur sur participations, amortissements sur immobilisations et valeurs diminuent de CHF 11,8 millions par rapport à l'exercice précédent pour atteindre CHF 21,5 millions. Les dotations de provisions s'élèvent à CHF 0,5 million alors que l'exercice précédent était marqué par une dissolution de provisions de CHF 32,6 millions.

La charge fiscale de l'exercice 2016 est estimée à CHF 6,0 millions, en augmentation de 0,3 million par rapport à l'exercice précédent.

---

## Approbation des comptes et proposition de répartition

Nous soumettons à votre approbation les comptes de l'exercice 2016, ainsi que notre proposition d'affectation du solde disponible.

### Proposition du Conseil d'Administration relative à l'affectation du solde bénéficiaire

Le bénéfice net de l'exercice 2016 s'élève à	CHF	144'353'274
auquel s'ajoute le report de l'exercice précédent	CHF	2'860'018
<b>soit un solde disponible de</b>	<b>CHF</b>	<b>147'213'292</b>

que nous vous proposons d'utiliser de la façon suivante :

Distribution d'un dividende ordinaire de 150 % 200'000 actions nominatives de CHF 100.- nominal CHF 20'000'000.- à 150 %	CHF	30'000'000
50'000 actions au porteur de CHF 500.- nominal CHF 25'000'000.- à 150 %	CHF	37'500'000
<b>Total du dividende ordinaire</b>	<b>CHF</b>	<b>67'500'000</b>
Attribution à la réserve légale issue du bénéfice	CHF	Néant
Attribution aux réserves facultatives issues du bénéfice	CHF	Néant
Report à nouveau	CHF	79'713'292
<b>Total</b>	<b>CHF</b>	<b>147'213'292</b>

Si vous acceptez nos propositions, le coupon N° 30 sera mis en paiement à tous les guichets en Suisse de l'UBS, du Credit Suisse, de Rothschild Bank AG, ainsi que d'Edmond de Rothschild (Suisse) S.A., à partir du 8 mai 2017, à raison de CHF 150.- par action nominative de CHF 100.- nominal et de CHF 750.- par action au porteur de CHF 500.- nominal, sous déduction de l'impôt anticipé de 35 %.

Les fonds propres s'élèveront à CHF 723'328'650.-, représentant 7,7 % du total du bilan.

---

## Nominations statutaires

Compte tenu de l'entrée en vigueur de l'ORAb, l'Assemblée générale élit individuellement les membres du Conseil d'Administration. La durée de leurs fonctions sera d'un an, quel que soit l'âge de l'administrateur, s'achevant à la fin de l'Assemblée générale ordinaire qui suit leur élection, conformément à l'article 19bis des Statuts\*.

La liste des membres que le Conseil d'Administration proposera à l'élection/réélection figurera dans l'ordre du jour de notre Assemblée générale qui paraîtra dans la FOSC le 7 avril 2017.

Il sera également proposé de renouveler pour l'exercice 2017 le mandat de la société PricewaterhouseCoopers S.A. à Genève en qualité d'Organe de révision.

## Perspectives pour l'année 2017

Au niveau mondial, les banques centrales ont montré qu'elles étaient à la manœuvre et prêtes à aller toujours plus loin. En complément des mesures monétaires, les gouvernements du G20 ont pris l'engagement de mener des politiques budgétaires pour relancer leur croissance et les pays de l'OPEP se sont accordés pour réduire leur production. Ces facteurs devraient alimenter l'inflation à court et à long terme. Mais l'incertitude géopolitique et les échéances électorales à venir, en particulier en Europe, pourraient toutefois limiter l'effet d'entraînement des politiques budgétaires sur l'investissement privé. Et si l'inflation peut être le signe de la bonne santé des marchés, une progression de la productivité sera toutefois nécessaire pour éviter qu'elle rogne le pouvoir d'achat et pour limiter les effets négatifs du vieillissement.

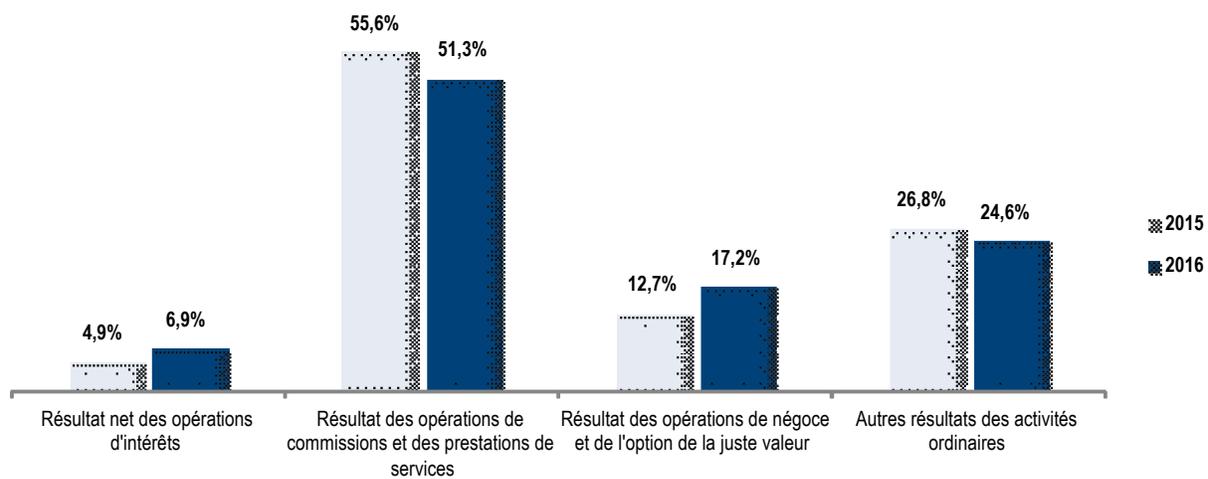
La prudence reste de mise pour l'exercice 2017. La Banque doit rester vigilante et continuer de s'adapter à un environnement changeant. La Banque va concentrer ses efforts sur le recentrage de ses domaines d'expertise, sur la poursuite de la mise en place de sa plateforme informatique ainsi que sur les synergies entre ses différents métiers pour toujours mieux servir ses clients.

Fort de son actionnariat familial et d'un bilan sain et solide, Edmond de Rothschild demeure animé par la quête de l'excellence, la vision d'un capitalisme responsable, des valeurs humaines, et un engagement à long terme lui permettant de relever les défis de 2017 pour les convertir en opportunités de création de valeur au bénéfice de ses clients.

Le Conseil d'Administration

## Répartition des produits

(en % du total)



## Répartition du bénéfice

(en millions de CHF)

# Rapport de l'organe de révision

à l'Assemblée générale d'Edmond de Rothschild (Suisse) S.A., Genève

## Rapport sur les comptes annuels

### Opinion d'audit

Nous avons effectué l'audit des comptes annuels d'Edmond de Rothschild (Suisse) S.A., comprenant le bilan, le compte de résultat, l'état des capitaux propres et l'annexe pour l'exercice arrêté au 31 décembre 2016, y compris un résumé des principaux principes comptables.

Selon notre appréciation, les comptes annuels (pages 97 à 116) sont conformes à la loi suisse et aux statuts de la société.

### Bases de l'opinion d'audit

Nous avons effectué notre audit en conformité avec la loi suisse et les Normes d'audit suisses (NAS). Notre responsabilité selon ces dispositions et ces normes est décrite plus en détail dans le paragraphe du présent rapport intitulé «Responsabilité de l'organe de révision pour l'audit des comptes annuels».

Nous sommes indépendants de la société, conformément aux dispositions légales suisses et aux exigences de la profession, et nous avons rempli nos autres obligations professionnelles dans le respect de ces exigences. Nous estimons que les éléments probants recueillis sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

### Caractère significatif

L'étendue de notre audit a été influencée par le caractère significatif appliqué. Notre opinion d'audit a pour but de donner une assurance raisonnable que les comptes annuels ne comportent pas d'anomalies significatives. Des anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs. Elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce que, prises individuellement ou collectivement, elles puissent influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes annuels prennent en se fondant sur ceux-ci.

Nous basant sur notre jugement professionnel, nous avons déterminé certains seuils de matérialité quantitatifs, notamment le caractère significatif global applicable aux comptes annuels pris dans leur ensemble, tel que décrit dans le tableau ci-dessous. Sur la base de ces seuils quantitatifs et la prise en compte de considérations qualitatives, nous avons déterminé l'étendue de notre audit, la nature, le calendrier et l'étendue des procédures d'audit et évalué les effets d'anomalies, prises individuellement ou collectivement, sur les comptes annuels pris dans leur ensemble.

<b>Caractère significatif global</b>	CHF 3'528'000
<b>Comment nous l'avons déterminé</b>	5% du résultat opérationnel, arrondi
<b>Justification du choix de la grandeur de référence pour la détermination du caractère significatif global</b>	Nous avons choisi le résultat opérationnel (étant le résultat avant impôts, éléments extraordinaires et variation des réserves pour risques bancaires généraux) comme grandeur de référence. Selon notre appréciation, il s'agit de la grandeur de référence communément utilisée pour mesurer la performance de la banque et également d'une grandeur de référence dans l'industrie bancaire.

Nous avons convenu avec le Comité d'audit de lui rapporter les anomalies supérieures à CHF 176'400 que nous avons constatées lors de notre audit, ainsi que toutes les anomalies en-dessous de ce montant mais qui, selon notre jugement, doivent être rapportées pour des raisons qualitatives.

---

## Éléments clés de l'audit au titre de la circulaire 1/2015 de l'Autorité fédérale de surveillance en matière de révision (ASR)

Nous avons déterminé qu'il n'y avait aucun élément clé de l'audit à communiquer dans notre rapport.

### Responsabilité du Conseil d'Administration pour les comptes annuels

Le Conseil d'Administration est responsable de l'établissement des comptes annuels en conformité avec les exigences légales et les statuts de la société. Le Conseil d'Administration est en outre responsable des contrôles internes qu'il juge nécessaires pour permettre l'établissement des comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, le Conseil d'Administration est responsable d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Il a en outre la responsabilité de présenter, le cas échéant, les éléments en rapport avec la capacité de la société à poursuivre ses activités et d'établir les comptes annuels sur la base de la continuité de l'exploitation, sauf s'il existe une intention de liquidation ou de cessation d'activité, ou s'il n'existe aucune autre solution alternative réaliste.

### Responsabilité de l'organe de révision pour l'audit des comptes annuels

Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, et de délivrer un rapport contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, mais ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé en conformité avec la loi suisse dans le respect des NAS permettrait toujours de détecter une anomalie qui pourrait exister. Des anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce que, individuellement ou collectivement, elles puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers prennent en se basant sur ceux-ci.

Dans le cadre d'un audit en conformité avec la loi suisse et les NAS, nous exerçons notre jugement professionnel et nous faisons preuve d'esprit critique. En outre :

- › Nous identifions et nous évaluons les risques d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, nous planifions et mettons en œuvre des mesures d'audit en réponse à ces risques, et nous réunissons les éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant de fraudes est plus élevé que celui de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, des omissions volontaires, des déclarations volontairement erronées faites à l'auditeur ou le contournement de contrôles internes.
- › Nous évaluons le caractère approprié des méthodes comptables appliquées et le caractère raisonnable des estimations comptables ainsi que des informations fournies les concernant.
- › Nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de planifier des mesures d'audit appropriées en la circonstance, mais non dans le but d'exprimer une opinion sur le fonctionnement efficace du contrôle interne de la société.
- › Nous évaluons si l'établissement du bilan par le Conseil d'Administration selon le principe de la continuité de l'exploitation est adéquat et si, sur la base des éléments probants recueillis, des incertitudes significatives existent en rapport avec des événements ou des faits, qui pourraient jeter un doute considérable sur les capacités de la société à poursuivre son exploitation. Si nous arrivons à la conclusion qu'il existe une incertitude significative, nous sommes dans l'obligation d'attirer l'attention dans notre rapport sur les informations correspondantes dans l'annexe aux comptes annuels ou, si les informations qu'elle contient sont inappropriées, de rendre une opinion d'audit avec réserve ou défavorable. Nous établissons nos conclusions sur la base des éléments probants recueillis jusqu'à la date de notre rapport. Des événements ou faits futurs peuvent toutefois conduire à l'abandon par la société de la continuité de l'exploitation.

Nous nous entretenons avec le Conseil d'Administration ou avec le Comité d'audit, notamment sur l'étendue planifiée et sur le calendrier de l'audit, ainsi que sur les constatations d'audit significatives, y compris les faiblesses significatives éventuelles dans les contrôles internes constatées lors de notre audit.

---

Nous remettons au Conseil d'Administration ou au Comité d'audit une déclaration, dans laquelle nous confirmons que nous avons respecté les exigences d'indépendance pertinentes, et nous nous entretenons avec eux sur toutes les relations et autres éléments qui peuvent raisonnablement apparaître comme portant atteinte à notre indépendance, ainsi que sur les mesures de sauvetage prises le cas échéant dans ce contexte.

Parmi les éléments sur lesquels nous nous sommes entretenus avec le Conseil d'Administration ou le Comité d'audit, nous déterminons ceux qui ont été les plus importants dans l'audit des comptes annuels de l'exercice et qui constituent ainsi des éléments clés de l'audit. Nous décrivons ces éléments dans notre rapport, sauf si la loi ou d'autres dispositions réglementaires en interdisent la publication. Dans des cas extrêmement rares, nous pouvons parvenir à la conclusion de ne pas communiquer un élément dans notre rapport, car il serait raisonnablement possible de s'attendre à ce que les conséquences négatives qui en résulteraient excèderaient les avantages d'une telle communication pour l'intérêt public.

## Rapport sur les autres dispositions légales et réglementaires

Conformément à l'art. 728a al. 1 chiff. 3 CO et à la Norme d'audit suisse 890, nous attestons qu'il existe un système de contrôle interne relatif à l'établissement des comptes annuels, défini selon les prescriptions du Conseil d'Administration.

En outre, nous attestons que la proposition relative à l'emploi du bénéfice au bilan (page 91) est conforme à la loi suisse et aux Statuts, et recommandons d'approuver les comptes annuels qui vous sont soumis.

PricewaterhouseCoopers S.A.

**Beresford Caloia**  
Expert-réviser  
Réviser responsable

**Alain Lattafi**  
Expert-réviser



Genève, le 31 mars 2017

# Bilan

avant répartition du bénéfice au 31 décembre 2016 (en milliers de CHF)

	Notes	2016	2015	Variation	Variation %
<b>Actifs</b>					
Liquidités		3'038'941	2'672'569	366'372	13,7
Créances sur les banques		334'316	181'646	152'670	84,0
Créances résultant d'opérations de financement de titres	1	2'422'513	2'695'624	(273'111)	(10,1)
Créances sur la clientèle	2	1'246'732	948'627	298'105	31,4
Créances hypothécaires	2	252'936	106'230	146'706	138,1
Opérations de négoce	3	1'121	636	485	76,3
Valeurs de remplacement positives d'instruments financiers dérivés	4	219'740	93'421	126'319	135,2
Immobilisations financières	5	1'459'735	855'534	604'201	70,6
Comptes de régularisation		65'563	41'602	23'961	57,6
Participations		223'118	259'637	(36'519)	(14,1)
Immobilisations corporelles		157'519	133'829	23'690	17,7
Valeurs immatérielles		3'194	1'372	1'822	132,8
Autres actifs	6,7	12'751	3'936	8'815	224,0
<b>Total des actifs</b>		<b>9'438'179</b>	<b>7'994'663</b>	<b>1'443'516</b>	<b>18,1</b>
Total des créances subordonnées		-	-	-	-
<i>dont avec obligation de conversion et/ou abandon de créance</i>		-	-	-	-

Edmond de Rothschild (Suisse) S.A. a fusionné avec Edmond de Rothschild (Lugano) S.A. avec effet rétroactif au 1<sup>er</sup> janvier 2016. Dès lors, les chiffres 2016 intègrent les éléments du bilan et du résultat de cette entité, devenue une succursale à part entière.

# Bilan

avant répartition du bénéfice au 31 décembre 2016 (en milliers de CHF)

	Notes	2016	2015	Variation	Variation %
<b>Passifs</b>					
Engagements envers les banques		1'059'912	1'040'362	19'550	1,9
Engagements résultant des dépôts de la clientèle		7'112'498	5'982'392	1'130'106	18,9
Valeurs de remplacement négatives d'instruments financiers dérivés	4	215'856	89'054	126'802	142,4
Comptes de régularisation		83'780	67'801	15'979	23,6
Autres passifs	6	9'808	8'497	1'311	15,4
Provisions	10	165'496	130'799	34'697	26,5
Réserves pour risques bancaires généraux		48'472	39'672	8'800	22,2
Capital social	11	45'000	45'000	-	-
Réserve légale issue du capital		45'362	45'362	-	-
Réserve légale issue du bénéfice		133'779	139'376	(5'597)	(4,0)
Réserves facultatives issues du bénéfice		415'395	414'290	1'105	0,3
Propres parts du capital		(44'392)	(60'302)	15'910	(26,4)
Bénéfice reporté		2'860	4'934	(2'074)	(42,0)
Bénéfice de l'exercice		144'353	47'426	96'927	204,4
Total des fonds propres avant répartition		790'829	675'758	115'071	17,0
<b>Total des passifs</b>		<b>9'438'179</b>	<b>7'994'663</b>	<b>1'443'516</b>	<b>18,1</b>
Total des engagements subordonnés		-	-	-	-
<i>dont avec l'obligation de conversion et/ou abandon de créance</i>		-	-	-	-

## Opérations hors bilan

Engagements conditionnels	2	149'546	228'281	(78'735)	(34,5)
Engagements irrévocables	2	11'574	59'182	(47'608)	(80,4)

Edmond de Rothschild (Suisse) S.A. a fusionné avec Edmond de Rothschild (Lugano) S.A. avec effet rétroactif au 1<sup>er</sup> janvier 2016. Dès lors, les chiffres 2016 intègrent les éléments du bilan et du résultat de cette entité, devenue une succursale à part entière.

# Compte de résultat

de l'exercice au 31 décembre 2016 (en milliers de CHF)

	Notes	2016	2015	Variation	Variation %
Produit des intérêts et des escomptes		15'937	9'060	6'877	75,9
Produit des intérêts et des dividendes des portefeuilles destinés au négoce		24	26	(2)	(7,7)
Produit des intérêts et des dividendes des immobilisations financières		9'157	3'433	5'724	166,7
Charges d'intérêts		1'117	655	462	-
<b>Résultat brut des opérations d'intérêts</b>		<b>26'235</b>	<b>13'174</b>	<b>13'061</b>	<b>99,1</b>
Variations des corrections de valeur pour risques de défaillance et pertes liées aux opérations d'intérêts		(38)	3'458	(3'496)	101
<b>Résultat net des opérations d'intérêts</b>		<b>26'197</b>	<b>16'632</b>	<b>9'565</b>	<b>57,5</b>
Produit des commissions sur les titres et les opérations de placement		230'760	223'186	7'574	3,4
Produit des commissions sur les opérations de crédit		1'585	1'592	(7)	(0,4)
Produit des commissions sur les autres prestations de service		3'028	1'740	1'288	74,0
Charges de commissions		(40'596)	(37'119)	(3'477)	9,4
<b>Résultat des opérations de commissions et des prestations de service</b>		<b>194'777</b>	<b>189'399</b>	<b>5'378</b>	<b>2,8</b>
<b>Résultat des opérations de négoce et de l'option de la juste valeur</b>	20	<b>65'231</b>	<b>43'319</b>	<b>21'912</b>	<b>50,6</b>
Résultat des aliénations d'immobilisations financières		10'999	235	10'764	4'580,4
Produit des participations		65'409	83'273	(17'864)	(21,5)
Résultat des immeubles		1'190	780	410	52,6
Autres produits ordinaires		16'736	7'808	8'928	114,3
Autres charges ordinaires		(997)	(866)	(131)	15,1
<b>Autres résultats ordinaires</b>		<b>93'337</b>	<b>91'230</b>	<b>2'107</b>	<b>2,3</b>
Charges de personnel	22	(210'392)	(183'735)	(26'657)	14,5
Autres charges d'exploitation	23	(76'590)	(74'912)	(1'678)	2,2
<b>Charges d'exploitation</b>		<b>(286'982)</b>	<b>(258'647)</b>	<b>(28'335)</b>	<b>(11,0)</b>
Corrections de valeur sur participations, amortissements sur immobilisations et valeurs immatérielles	26	(21'463)	(33'293)	11'830	(35,5)
Variations des provisions et autres corrections de valeur, pertes	24	(530)	32'648	(33'178)	-
<b>Résultat opérationnel</b>		<b>70'567</b>	<b>81'288</b>	<b>(10'721)</b>	<b>(13,2)</b>
Produits extraordinaires	25	90'568	6'060	84'508	1'394,5
Charges extraordinaires	25	(1'998)	(201)	(1'797)	894,0
Variations des réserves pour risques bancaires généraux	25	(8'800)	(34'000)	25'200	(74,1)
Impôts	27	(5'984)	(5'721)	(263)	(4,6)
<b>Bénéfice de l'exercice</b>		<b>144'353</b>	<b>47'426</b>	<b>96'927</b>	<b>204,4</b>

Edmond de Rothschild (Suisse) S.A. a fusionné avec Edmond de Rothschild (Lugano) S.A. avec effet rétroactif au 1<sup>er</sup> janvier 2016. Dès lors, les chiffres 2016 intègrent les éléments du bilan et du résultat de cette entité, devenue une succursale à part entière.

# État des Capitaux Propres

au 31 décembre 2016 (en milliers de CHF)

	Capital social	Réserve légal e issue du capital	Réserve légal e issue du bénéfice	Réserves pour risques bancaires généraux	Réserves facultatives issues du bénéfice y compris bénéfice reporté	Propres parts du capital	Résultat de la période	Total
<b>Capitaux propres au 1<sup>er</sup> janvier 2016</b>	<b>45'000</b>	<b>45'362</b>	<b>139'376</b>	<b>39'672</b>	<b>419'224</b>	<b>(60'302)</b>	<b>47'426</b>	<b>675'758</b>
Impact d'un retraitement	-	-	-	-	-	-	-	-
Plan de participation des collaborateurs / inscriptions dans les réserves	-	-	-	-	-	-	-	-
Augmentation / réduction du capital	-	-	-	-	-	-	-	-
Autres apports / injections	-	-	-	-	1'105	-	-	1'105
Acquisition de propres parts au capital	-	-	-	-	-	(1'484)	-	(1'484)
Aliénation de propres parts au capital	-	-	-	-	-	17'394	-	17'394
Impact de l'évaluation subséquente de propres parts au capital	-	-	-	-	-	-	-	-
Bénéfice / (perte) résultant de l'aliénation de propres parts au capital	-	-	(5'597)	-	-	-	-	(5'597)
Dividendes et autres distributions	-	-	-	-	-	-	(49'500)	(49'500)
Autres dotations / (prélèvements) affectant les réserves pour risques bancaires généraux	-	-	-	8'800	-	-	-	8'800
Autres dotations / (prélèvements) affectant les autres réserves	-	-	-	-	(2'074)	-	2'074	-
Bénéfice de l'exercice	-	-	-	-	-	-	144'353	144'353
<b>Capitaux propres au 31 décembre 2016</b>	<b>45'000</b>	<b>45'362</b>	<b>133'779</b>	<b>48'472</b>	<b>418'255</b>	<b>(44'392)</b>	<b>144'353</b>	<b>790'829</b>

---

# Annexe aux comptes annuels

## Nom et forme juridique de la banque

Edmond de Rothschild (Suisse) S.A. est une banque spécialisée dans la gestion de patrimoine de clients privés et institutionnels. Elle est membre de la Bourse électronique suisse. Elle a obtenu, en date du 3 avril 1998, le statut de négociant en valeurs mobilières.

L'effectif d'Edmond de Rothschild (Suisse) S.A., converti en emploi à temps complet, s'élevait à la fin de l'exercice à 808 collaborateurs comparés à 733 collaborateurs pour l'exercice précédent.

La Banque, au travers de ses entités en Suisse et à l'étranger, exécute pour le compte de sa clientèle l'ensemble des opérations usuellement proposées par les banques de gestion de patrimoine. La gestion de fortune, les opérations relatives aux dépôts fiduciaires, le trafic de paiements ainsi que le négoce de titres, de métaux précieux et de dérivés pour le compte de la clientèle représentent l'essentiel des opérations de commissions et de prestations de services.

## Fusion

Edmond de Rothschild (Suisse) S.A., Genève a fusionné par absorption, le 28 juin 2016 avec effet rétroactif au 1<sup>er</sup> janvier 2016, avec Edmond de Rothschild (Lugano) S.A., Lugano. Le comparatif 2015 du rapport de gestion n'a pas été retraité.

## Principes de comptabilisation et d'évaluation des comptes annuels

Les comptes annuels d'Edmond de Rothschild (Suisse) S.A. ont été établis conformément aux dispositions du Code des obligations suisse, de la Loi fédérale sur les banques et à son ordonnance ainsi qu'aux prescriptions comptables pour les banques, les négociants en valeurs mobilières et les groupes et conglomérats financiers définies par la circulaire 15/1 de l'Autorité fédérale de surveillance des marchés financiers FINMA. Les comptes individuels statutaires avec présentation fiable présentent la situation économique de la banque de façon à ce qu'un tiers puisse s'en faire une opinion fondée. Les comptes annuels peuvent contenir des réserves latentes.

En outre, la Banque pratique pour son propre compte un négoce de titres de créance, de titres de participation, de devises, de métaux précieux ainsi que d'instruments financiers dérivés. Le négoce des matières premières et des marchandises ne fait pas partie de ses activités.

Hormis pour l'hébergement, la gestion et l'exploitation de sa base de données-titres, la Banque n'externalise pas de prestations de services essentielles au sens de la circulaire 2008/7 de la FINMA.

## Principes généraux d'évaluation

Les principes d'évaluation et de comptabilisation du Groupe s'appliquent aux comptes annuels d'Edmond de Rothschild (Suisse) S.A. qui en est la Maison Mère, à l'exception des postes du bilan suivants :

### « Participations »

Cette position comprend les participations détenues dans le dessein d'un placement permanent ainsi que les participations à caractère d'infrastructure (indépendamment du taux de détention). Ces participations figurent au plus à leur valeur d'acquisition, déduction faite des corrections économiquement nécessaires. Les participations sont évaluées selon le principe de l'évaluation individuelle.

### « Propres titres de créances et de participation »

L'achat de propres parts du capital est enregistré à la valeur d'acquisition au moment de cette transaction dans la rubrique « Propres parts du capital » déduite des capitaux propres. La Banque ne fait pas d'évaluation subséquente.

Dans le cas d'une revente de propres parts du capital, le résultat réalisé est enregistré dans la rubrique « Réserve légale issue du bénéfice » et la Banque réduit la position « Propres parts du capital » de la valeur d'acquisition des actions propres vendues.

---

## Modification des principes d'évaluation et de présentation

Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2015, les résultats de la Banque sont établis selon les « Prescriptions comptables pour les banques » comme définie sous la circulaire FINMA 2015/1.

La Banque est également libérée au niveau de son boucllement individuel selon l'art. 36 al.1 OB de la publication de certaines composantes de l'annexe.

## Gestion des risques

Les principes de gestion des risques de marché, de crédit, de taux et de risques pays du Groupe s'appliquent à la Maison Mère.

## Méthodes appliquées pour l'identification des risques de défaillance et pour la détermination du besoin de corrections de valeur

Les méthodes appliquées pour l'identification des risques de défaillance et pour la détermination du besoin de corrections de valeur du Groupe s'appliquent à la Maison Mère.

## Évaluation des sûretés de crédit

Les évaluations des sûretés de crédit du Groupe s'appliquent à la Maison Mère.

## Politique d'affaires lors de la mise en œuvre d'instruments financiers dérivés et de l'utilisation de la comptabilité de couverture

Les principes de la politique d'affaires pour la mise en œuvre d'instruments financiers dérivés et l'utilisation de la comptabilité de couverture du Groupe s'appliquent à la Maison Mère.

## Événements significatifs survenus après la date du bilan

Aucun événement susceptible d'avoir un impact significatif sur le patrimoine, la situation financière ainsi que les résultats de la Banque n'est intervenu après le 31 décembre 2016, date du bilan de la Banque.

Il est cependant à relever qu'à fin mars 2017, la Banque a annoncé sa volonté de simplifier l'actionnariat de sa filiale Edmond de Rothschild Asset Management (Suisse) S.A. à travers l'acquisition du solde de la participation qu'elle ne détient pas encore (65,32%).

## Démission de l'organe de révision avant le terme de son mandat

L'Assemblée générale a élu PricewaterhouseCoopers SA, Genève comme organe de révision de la Banque. Le premier mandat de révision date de 1982. L'organe de révision ne s'est pas démis de son mandat avant terme.

# Informations relatives au bilan

En milliers de CHF

2016 2015

## 1 Répartition des opérations de financement de titres (actifs et passifs)

Valeur comptable des créances découlant de la mise en gage de liquidités lors de l'emprunt de titres ou lors de la conclusion d'une prise en pension	2'422'513	2'695'624
Valeur comptable des engagements découlant des liquidités reçues lors du prêt de titres ou lors de la mise en pension	-	-
Valeur des titres détenus pour propre compte, prêtés ou transférés en qualité de sûretés dans le cadre de l'emprunt de titres ainsi que lors d'opération de mise en pension	-	-
La juste valeur des titres reçus en qualité de garantie dans le cadre du prêt de titres ainsi que titres reçus dans le cadre de l'emprunt de titres et par le biais de prises en pension, pour lesquels le droit de procéder à une aliénation ou une mise en gage subséquente a été octroyé sans restriction	2'437'570	2'697'217
<i>dont titres remis à un tiers en garantie</i>	-	-
<i>dont titres aliénés</i>	-	-

En milliers de CHF

Nature des couvertures

	Couvertures hypothécaires	Autres couvertures	Sans couverture	Total
--	---------------------------	--------------------	-----------------	-------

## 2 Présentation des couvertures des créances et des opérations hors bilan ainsi que des créances compromises

### Prêts (avant compensation avec les correctifs de valeur)

<b>Créances sur la clientèle</b>	-	1'137'464	111'193	1'248'657
Créances hypothécaires :				
- immeubles d'habitation	252'936	-	-	252'936
- autres	-	-	-	-

### Total des prêts (avant compensation avec les correctifs de valeur)

<b>Total 2016</b>	<b>252'936</b>	<b>1'137'464</b>	<b>111'193</b>	<b>1'501'593</b>
<b>Total 2015</b>	<b>106'230</b>	<b>884'287</b>	<b>72'603</b>	<b>1'063'120</b>

### Total des prêts (après compensation avec les correctifs de valeur)

<b>Total 2016</b>	<b>252'936</b>	<b>1'137'464</b>	<b>109'268</b>	<b>1'499'668</b>
<b>Total 2015</b>	<b>106'230</b>	<b>884'287</b>	<b>64'340</b>	<b>1'054'857</b>

### Hors bilan

Engagements conditionnels	-	149'546	-	149'546
Engagements irrévocables	-	-	11'574	11'574
Engagements de libérer et d'effectuer des versements supplémentaires	-	-	-	-
Crédits par engagement	-	-	-	-

<b>Total 2016</b>	<b>-</b>	<b>149'546</b>	<b>11'574</b>	<b>161'120</b>
<b>Total 2015</b>	<b>-</b>	<b>278'281</b>	<b>9'182</b>	<b>287'463</b>

En milliers de CHF

Montant brut Valeur estimée de réalisation des sûretés Montant net Corrections de valeur individuelles

### Créances compromises

<b>Total 2016</b>	<b>1'925</b>	<b>-</b>	<b>1'925</b>	<b>1'925</b>
<b>Total 2015</b>	<b>8'263</b>	<b>-</b>	<b>8'263</b>	<b>8'263</b>

Dans le courant de l'exercice 2016, une provision a été utilisée pour un montant de CHF 6,1 millions, en relation avec un crédit non-remboursé à Edmond de Rothschild (Suisse) S.A.

<b>3 Répartition des opérations de négoce et des autres instruments financiers évalués à la juste valeur (actifs et passifs)</b>		
<b>Actif</b>		
<b>Opérations de négoce</b>		
Titres de dette, papiers/opération du marché monétaire	83	-
<i>dont cotés</i>	83	-
Titres de participation	1'038	636
<b>Autres instruments financiers évalués à la juste valeur</b>	-	-
Autres	-	-
<b>Total des actifs</b>	<b>1'121</b>	<b>636</b>
<i>dont établis au moyen d'un modèle d'évaluation</i>	-	-
<i>dont titres admis en pension selon les prescriptions en matière de liquidités</i>	-	-

En milliers de CHF	Instruments de négoce			Instruments de couverture		
	Valeurs de remplacement positives	Valeurs de remplacement négatives	Volume des contrats	Valeurs de remplacement positives	Valeurs de remplacement négatives	Volume des contrats
<b>4 Présentation des instruments dérivés (actifs et passifs)</b>						
<b>Instruments de taux</b>						
Contrats à terme y compris FRAs	-	-	-	-	-	-
Swaps	1'015	370	12'618	1'046	2'578	222'189
Futures	-	-	-	-	-	-
Options (OTC)	-	-	-	-	-	-
Options (négociables)	-	-	-	-	-	-
<b>Devises / métaux précieux</b>						
Contrats à terme	213'225	208'409	18'881'535	-	82	15'105
Swaps combinés d'intérêts et de devises	-	-	-	-	-	-
Futures	-	-	-	-	-	-
Options (OTC)	2'642	2'607	458'001	-	-	-
Options (négociables)	-	-	-	-	-	-
<b>Titres de participation / indices</b>						
Contrats à terme	1'739	1'737	131'206	-	-	-
Futures	-	-	-	-	-	-
Options (OTC)	73	73	121'803	-	-	-
Options (négociables)	-	-	-	-	-	-
<b>Dérivés de crédit</b>						
Crédit default swaps	-	-	-	-	-	-
Total return swaps	-	-	-	-	-	-
First-to-default swaps	-	-	-	-	-	-
Autres dérivés de crédit	-	-	-	-	-	-
<b>Autres</b>						
Contrats à terme	-	-	-	-	-	-
Swaps	-	-	-	-	-	-
Futures	-	-	-	-	-	-
Options (OTC)	-	-	-	-	-	-
Options (négociables)	-	-	-	-	-	-
<b>Total avant prise en compte des contrats de netting</b>						
<b>2016</b>	<b>218'694</b>	<b>213'196</b>	<b>19'605'163</b>	<b>1'046</b>	<b>2'660</b>	<b>237'294</b>
<i>dont établis au moyen d'un modèle d'évaluation</i>	<i>3'730</i>	<i>3'050</i>	<i>592'422</i>	<i>1'046</i>	<i>2'578</i>	<i>222'189</i>
<b>2015</b>	<b>93'359</b>	<b>88'967</b>	<b>12'654'676</b>	<b>62</b>	<b>87</b>	<b>30'727</b>
<i>dont établis au moyen d'un modèle d'évaluation</i>	<i>2'171</i>	<i>4'182</i>	<i>463'759</i>	<i>62</i>	<i>56</i>	<i>19'904</i>
<b>Total après prise en compte des contrats de netting</b>						
<b>2016</b>				<b>219'740</b>	<b>215'856</b>	
<b>2015</b>				<b>93'421</b>	<b>89'054</b>	
<b>Répartition selon les contreparties</b>						
				Instances centrales de clearing	Banques et négociants en valeurs mobilières	Autres clients
<b>Valeurs de remplacement positives (après prise en compte des contrats de netting)</b>				-	<b>195'000</b>	<b>24'740</b>

En milliers de CHF	2016	2015	2016	2015
	Valeur comptable		Juste valeur	
<b>5 Répartition des immobilisations financières (en milliers de CHF)</b>				
Titres de créance	973'383	521'917	983'444	526'275
<i>dont destinés à être conservés jusqu'à l'échéance</i>	886'591	448'119	894'598	451'198
<i>dont non destinés à être conservés jusqu'à l'échéance (disponibles à la revente)</i>	86'792	73'798	88'846	75'077
Titres de participation	37'393	39'538	42'243	45'443
<i>dont participations qualifiées (au minimum 10% du capital ou des voix)</i>	-	-	-	-
Métaux précieux	448'959	294'079	448'959	294'079
Immeubles	-	-	-	-
<b>Total</b>	<b>1'459'735</b>	<b>855'534</b>	<b>1'474'646</b>	<b>865'797</b>
<i>dont titres admis en pension selon les prescriptions en matière de liquidités</i>	193'937	59'573	-	-

En milliers de CHF	De AAA à AA-	De A+ à A-	De BBB+ à BBB-	De BB+ à B-	Inférieur à B-	Sans notation
	<b>Répartition des contreparties selon la notation</b>					
Valeur comptable des titres de créance	336'283	199'461	324'614	81'103	17'046	14'876

En milliers de CHF	Autres actifs		Autres passifs	
	2016	2015	2016	2015
<b>6 Répartition des autres actifs et autres passifs</b>				
Compte de compensation	1'614	25	-	-
Impôts directs (impôt anticipé, droits timbre)	3'601	2'881	6'208	4'610
Impôts indirects	48	5	1'417	1'919
Garanties, cautions	7'488	976	-	-
Autres	-	49	2'183	1'968
<b>Total</b>	<b>12'751</b>	<b>3'936</b>	<b>9'808</b>	<b>8'497</b>

En milliers de CHF	2016		2015	
	Valeurs comptables	Engagements effectifs	Valeurs comptables	Engagements effectifs
<b>7 Indications des actifs mis en gage ou cédés en garantie de propres engagements ainsi que des actifs qui font l'objet d'une réserve de propriété</b>				
<b>Actifs nantis / cédés</b>				
Immobilisations financières	19'848	-	9'175	-
Autres actifs	6'591	-		
<b>Actifs nantis sous réserve de propriété</b>	-	-	-	-

En milliers de CHF	2016	2015	Variation %
<b>8 Engagements envers les propres institutions de prévoyance professionnelle</b>			
Engagements résultant des dépôts de la clientèle	54'913	52'542	4,5
Valeurs de remplacement négatives des instruments financiers dérivés	1'482	-	-
Obligations de caisse	-	-	-
Emprunts et prêts des centrales d'émission de lettres de gage	-	-	-
<b>Total</b>	<b>56'395</b>	<b>52'542</b>	<b>7,3</b>

En nombre d'actions	2016	2015	Variation %
<b>Nombre et type d'instruments de capitaux propres de la Banque détenus par les propres institutions de prévoyance professionnelle</b>			
Actions au porteur de CHF 500.-	547	547	-

Cette détention correspond à 0,6 % du capital social de la Banque.

## 9 Situation économique des propres institutions de prévoyance

### a) Réserves de contributions de l'employeur (RCE)

Au 31 décembre 2016, il n'y a pas de réserve de contributions de l'employeur.

	2015	2015	2014		2016	2015
	Excédent / (insuffisance de couverture)	Part économique de l'entité		Variation par rapport à l'exercice précédent	Cotisations payées pour 2016	Charges de prévoyance dans les charges de personnel
En milliers de CHF						
<b>b) Avantages / engagements économiques et charges de prévoyance</b>						
Fonds patronaux / institutions de prévoyance patronales	-	-	-	-	-	-
Plans de prévoyance sans excédent ni insuffisance	-	-	-	-	-	-
Plans de prévoyance avec excédent	24'954	-	-	-	(19'122)	(19'555)
Plans de prévoyance avec insuffisance	-	-	-	-	-	-
<b>Total</b>	<b>24'954</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>(19'122)</b>	<b>(19'555)</b>

Les collaborateurs de la Banque sont assurés auprès de la Fondation de prévoyance Edmond de Rothschild. La Fondation a pour but de prémunir le personnel des sociétés adhérentes contre les conséquences économiques de la vieillesse, de l'invalidité et du décès. Elle est semi-autonome et est basée sur le principe de la primauté des cotisations. Les cotisations sont croissantes en fonction de l'âge de la personne assurée. L'employeur participe pour 2/3 au financement des cotisations tandis que 1/3 est à la charge des assurés.

Les derniers comptes annuels révisés de la Fondation font apparaître un degré de couverture de 104,76 % au 31 décembre 2015 (106,87 % au 1er janvier 2015).

Pour la fin de l'exercice 2016, la Fondation estime atteindre un taux de couverture légèrement supérieur à 100 %. Le Conseil de Fondation a décidé pour cette année 2016 de rémunérer les capitaux d'épargne des actifs au taux de 1 % et de ne pas adapter les rentes servies.

Le Conseil d'Administration considère que les éventuels excédents de couverture au sens de la norme Swiss GAAP RPC 16 seraient utilisés au profit des assurés et qu'il n'en résulterait dès lors aucun avantage économique pour les sociétés adhérentes.

	Etat à fin 2015	Utilisations conformes au but	Modifications du périmètre	Différences de change	Intérêts en souffrance, recouvrements	Nouvelles constitutions à la charge du compte de résultat	Dissolutions par le compte de résultat	Etat à fin 2016
En milliers de CHF								
<b>10 Corrections de valeur, des provisions et des réserves pour risques bancaires généraux ainsi que leurs variations</b>								
Provisions pour impôts latents	-	-	-	-	-	-	-	-
Provisions pour engagements de prévoyance	-	-	-	-	-	-	-	-
Provisions pour risques de défaillance	-	-	-	-	-	-	-	-
Provisions pour autres risques d'exploitation	-	-	-	-	-	-	-	-
Provisions de restructurations	-	-	-	-	-	3'480	-	3'480
Autres provisions	130'799	(442)	34'040	-	-	706	(3'087)	162'016
<b>Total des provisions</b>	<b>130'799</b>	<b>(442)</b>	<b>34'040</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>4'186</b>	<b>(3'087)</b>	<b>165'496</b>
<b>Réserves pour risques bancaires généraux</b>	<b>39'672</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>8'800</b>	<b>-</b>	<b>48'472</b>
<b>Corrections de valeur pour risques de défaillance et risques pays</b>	<b>8'263</b>	<b>(6'121)</b>	<b>38</b>	<b>-</b>	<b>(1)</b>	<b>36</b>	<b>(290)</b>	<b>1'925</b>
- dont corrections de valeur pour les risques de défaillance des créances compromises	8'263	(6'121)	38	-	(1)	36	(290)	1'925
- dont corrections de valeur pour les risques latents	-	-	-	-	-	-	-	-

Les réserves pour risques bancaires généraux sont taxées à hauteur de CHF 26,7 millions.

La Banque est impliquée dans diverses procédures judiciaires entrant dans le cadre de l'exercice normal de ses activités. Le contexte d'affaire global actuel implique certains risques juridiques, dont l'impact sur la situation financière ou la rentabilité de la Banque en raison de l'état d'avancement de ces procédures est difficile à évaluer. Conformément à sa politique, la Banque constitue des provisions pour des procédures en cours ou potentielles, lorsque la Direction estime que ces procédures sont susceptibles d'entraîner une perte ou un engagement financier, ou lorsque le litige devrait être réglé de manière transactionnelle et que le montant de l'obligation ou de la perte peut être estimé raisonnablement. Toutefois, pour certaines procédures, la Banque n'est pas en mesure d'estimer le montant des pertes raisonnables possibles, en raison notamment de la complexité de la procédure, du stade préliminaire de celle-ci, d'un état de fait incertain ou pour d'autres raisons objectives.

La provision de restructuration comprend les coûts de reconfiguration de notre succursale à Hong-Kong.

Modification du périmètre dû à la fusion par absorption d'Edmond de Rothschild (Lugano) S.A. avec effet rétroactif au 1er janvier.2016

	2016			2015		
	Valeur nominale (milliers CHF)	Nombre de titres	Capital donnant droit au dividende (milliers CHF)	Valeur nominale (milliers CHF)	Nombre de titres	Capital donnant droit au dividende (milliers CHF)
<b>11 Capital social</b>						
Actions nominatives entièrement libérées de CHF 100.- nominal	20'000	200'000	20'000	20'000	200'000	20'000
Actions au porteur entièrement libérées de CHF 500.- nominal	25'000	50'000	25'000	25'000	50'000	25'000
<b>Total du capital social</b>	<b>45'000</b>			<b>45'000</b>		

En milliers de CHF	Créances		Engagements	
	2016	2015	2016	2015
<b>12 Indication des créances et engagements envers les parties liées</b>				
Participants qualifiés	37'062	34'984	8'341	22'224
Sociétés du groupe	208'662	49'733	705'072	992'499
Sociétés liées	15'821	57'796	92'112	11'011
Affaires d'organes	-	-	33'372	34'859
<b>Total</b>	<b>261'545</b>	<b>142'513</b>	<b>838'897</b>	<b>1'060'593</b>

Les sociétés liées sont constituées par les participations majoritaires détenues par Edmond de Rothschild Holding S.A., qui ne font pas partie du groupe Edmond de Rothschild (Suisse) S.A.  
Toutes les transactions avec les parties liées sont effectuées aux conditions usuelles aussi bien auprès de la Banque en Suisse qu'auprès des filiales à l'étranger.

	2016			2015		
	Nominal (en milliers CHF)	Taux de participation au capital (en %)	Taux de participation à l'ensemble des voix (en %)	Nominal (en milliers CHF)	Taux de participation au capital (en %)	Taux de participation à l'ensemble des voix (en %)
<b>13 Participants significatifs et groupe de participants liés</b>						
<b>Actionnaires importants sans prise en compte des propres titres</b>						
Edmond de Rothschild Holding S.A. (1)	37'215,0	82,7	87,4	36'837,5	81,9	87,1
Rothschild Holding AG, Zurich (2)	3'800,0	8,4	9,4	3'800,0	8,4	9,4

(1) La totalité du capital-actions d'Edmond de Rothschild Holding S.A. est contrôlée directement ou indirectement par des membres de la famille Rothschild. La Baronne Edmond de Rothschild détient 17% du capital (6,77% des voix) de cette société, alors que le Baron Benjamin de Rothschild en détient 66,33% (89,84% des voix). Les états financiers d'Edmond de Rothschild Holding S.A. sont à disposition sur demande écrite adressée à la société (case postale 5254, 1211 Genève 11).

(2) Rothschild Holding AG, Zurich est détenu par les personnes / entités suivantes : 1) Eric de Rothschild, Paris ; 2) David de Rothschild, Paris ; 3) Alexandre de Rothschild, Paris ; 4) Stéphanie Lifford de Buffévent, Paris ; 5) Louise de Rothschild, Paris ; 6) Financière de Tournon SAS, Paris ; 7) Financière de Reux SAS, Paris ; 8) Béro SCA, Paris ; 9) Ponthieu Rabelais SAS, Paris ; 10) Integritas BV, Amsterdam ; 11) Rothschild Trust (Schweiz) AG, Zurich ; 12) AYRE Corporation (1972) Limited, Amsterdam ; 13) Rothschild Concordia SAS, Paris ; 14) Edouard de Rothschild, Paris ; 15) Philippe de Nicolay-Rothschild, Paris ; 16) Olivier Pécoux, Paris ; 17) François Henrot, Paris ; 18) Holding Financier Jean Goujon SAS, Paris ; 19) Eranda Foundation, UK ; 20) Rothschild & Co Gestion SAS, Paris ; 21) Rothschild & Co Commandité SAS, Paris ; 22) Nicolas Bonnault, Paris ; 23) Laurent Baril, Paris ; 24) Philippe Le Bourgeois, Paris ; 25) Maria Beatrice de Rothschild, Paris ; 26) Julia Footnick, Paris ; 27) Elisabeth Donovan, Paris ; 28) James de Rothschild, Paris ; 29) Anna de Rothschild, Paris ; 30) Pierre de Rothschild, Paris ; 31) Alexandra Pécoux, Paris ; 32) Emmanuelle Pécoux, Paris ; 33) Maylis Pécoux, Paris ; 34) Olivier Pécoux EURL, Paris ; 35) FH GFA SARL, Paris ; 36) The Three Moons, Paris ; 37) Financière du Chasse Midi, Paris ; 38) Philippe Le Bourgeois EURL, Paris ; 39) Christophe Desprez, Paris ; 40) CD GFA SARL, Paris ; 41) Observatoire du Patrimoine, Paris ; 42) GP Patrimoine, Paris ; 43) Desprez Patrimoine SARL, Paris ; 44) Bernard Maurel, Marseille ; 45) Lucie Maurel-Aubert, Le Vésinet ; 46) BD Maurel SC, Marseille ; 47) SC Paloma, Le Vésinet ; 48) Dominique Maurel, Marseille.

Rothschild Holding AG, Zurich détient ensemble 20 000 actions nominatives et 3'600 actions au porteur d'Edmond de Rothschild (Suisse) S.A., Genève, représentant au total 8,44 % du capital et 9,44 % des droits de vote.

Depuis la publication de son dernier Rapport annuel, la Banque a, conformément aux articles 120 et suivants de Loi sur l'infrastructure des marchés financiers (LIMF), annoncé des changements intervenus au sein du Groupe Rothschild Holding AG en date du 2 avril 2016 puis du 7 janvier 2017. Les faits qui ont déclenché l'obligation de déclarer concernaient des modifications du cercle des personnes au sein du Groupe précité. Les publications y relatives peuvent être consultées sur le site de la Six Exchange Regulation, dont les liens directs sont :

Annonce du 02.04.2016 : [www.six-exchange-regulation.com/fr/home/publications/significant-shareholders.html#notificationId=TBG3V00047](http://www.six-exchange-regulation.com/fr/home/publications/significant-shareholders.html#notificationId=TBG3V00047)  
Annonce du 07.01.2017 : [www.six-exchange-regulation.com/fr/home/publications/significant-shareholders.html#notificationId=TBH1600014](http://www.six-exchange-regulation.com/fr/home/publications/significant-shareholders.html#notificationId=TBH1600014)

	2016			2015		
	Nombre des droits de participations détenus	Taux de participation au capital * (en %)	Taux de participation l'ensemble des voix * (en %)	Nombre des droits de participations détenus	Taux de participation au capital * (en %)	Taux de participation l'ensemble des voix * (en %)
<b>Participations croisées</b>						
Rothschild Holding AG, Zürich	10'161	12,6	13,2	10'161	12,1	13,2

\*Taux de participation directe et/ou indirecte de la Maison Mère.

	Prix de transaction moyen	Nombre d'actions
<b>14 Propres parts du capital et composition du capital propre</b>		
<b>Propres parts du capital sous les opérations de négoce</b>		
- nombre de propres actions au début de l'exercice		4
- nombre d'actions acquises durant l'exercice (en milliers CHF)	14	101
- nombre d'actions aliénées durant l'exercice (en milliers CHF)	14	(4)
<b>- nombre de propres actions à la fin de l'exercice</b>		<b>101</b>
<b>Propres parts du capital sous les immobilisations financières</b>		
- nombre de propres actions au début de l'exercice		2'654
- nombre d'actions acquises durant l'exercice (en milliers CHF)	14	4
- nombre d'actions aliénées durant l'exercice (en milliers CHF)	16	(755)
<b>- nombre de propres actions à la fin de l'exercice</b>		<b>1'903</b>

Les propres parts du capital ont été négociées à la juste valeur durant la période de référence.  
La perte résultant de l'aliénation des propres actions de CHF 5,6 millions a été portée au débit de la réserve légale issue du bénéfice.

#### Réserves non distribuables

Tant que la réserve légale issue du bénéfice et la réserve légale issue du capital ne dépassent pas, à elles deux, la moitié du capital-actions, elles ne peuvent être employées qu'à couvrir des pertes ou à prendre des mesures permettant à l'entreprise de se maintenir en temps d'exploitation déficitaire, d'éviter le chômage ou d'en atténuer les conséquences.  
Il n'existe pas de restrictions statutaires d'utilisation des réserves facultatives issues du bénéfice.

En milliers de CHF	2016
Réserves légales non distribuables	22'500
<b>Total des réserves légales non distribuables</b>	<b>22'500</b>

#### 15 Participations des organes et rapport sur les rémunérations

Pour les membres de la direction ainsi que pour une partie des collaborateurs, un nouveau plan de participation des collaborateurs a été mis en place en 2015. Les bénéficiaires des plans se verront attribuer des bons de participations d'Edmond de Rothschild Holding en fonction de leur ancienneté, de leur niveau hiérarchique et de leurs performances individuelles. L'aliénation de ces titres est soumise à un délai de blocage de trois ans.

La rémunération est fondée sur des instruments de capitaux propres virtuels. La dette est réévaluée lors de chaque clôture et adaptée par le compte de résultat dans la rubrique « Charges de personnel ».

D'autres informations sur les plans de participation des collaborateurs sont disponibles dans le rapport sur les rémunérations.

	2016		2015	
	Nombre d'actions au porteur	Nombre d'actions nominatives	Nombre d'actions au porteur	Nombre d'actions nominatives
<b>16 Détention d'actions EDR (Suisse) S.A. Genève:</b>				
<b>Conseil d'Administration</b>	<b>443</b>	<b>-</b>	<b>443</b>	<b>-</b>
Baron Benjamin de Rothschild <i>Président</i>	101	-	101	-
Baronne Benjamin de Rothschild <i>Vice-Présidente</i>	-	-	-	-
Jean Laurent-Bellue <i>Secrétaire</i>	-	-	-	-
Luc J.Argand	67	-	67	-
Tobias Guldemann <i>(depuis 28.04.2016)</i>	-	-	-	-
François Hottinger	10	-	10	-
Klaus Jenny	-	-	-	-
Maurice Monbaron	-	-	-	-
Philippe Perles <i>(depuis 29.04.2015)</i>	-	-	-	-
Jacques-André Reymond	5	-	5	-
E. Trevor Salathé <i>(jusqu'au 28.04.2016)</i>	260	-	260	-
<b>Comité Exécutif</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
Emmanuel Fievet	-	-	-	-
Luca Venturini	-	-	-	-
Yves Aeschlimann	-	-	-	-
Jean-Christophe Pernollet	-	-	-	-
Sabine Rabald	-	-	-	-
Cynthia Tobiano	-	-	-	-
Emanuela Bonadiman <i>(depuis 09.12.2015)</i>	-	-	-	-
<b>Total</b>	<b>443</b>	<b>-</b>	<b>443</b>	<b>-</b>

En milliers de CHF	2016	
	Valeur	Part en %
<b>17 Actifs selon la solvabilité des groupes de pays (domicile du risque)</b>		
<b>Actifs</b>		
AAA / AA+ / AA-	3'528'592	92,7
A+ / A	29'505	0,8
BBB+ / BBB-	127'868	3,4
BB+ / BB-	12'626	0,3
B+ / B-	24'104	0,6
CCC + / D	3'646	0,1
sans notation	75'149	2,0
<b>Total</b>	<b>3'801'490</b>	<b>100,0</b>

La Banque utilise les notes de Standard & Poor's.

En milliers de CHF	2016	2015	Variation %
<b>18 Répartition des opérations fiduciaires</b>			
Placements fiduciaires auprès de sociétés tierces	1'854'796	1'879'514	(1,3)
Placements fiduciaires auprès de sociétés du groupe et sociétés liées	484'592	134'693	259,8
Crédits fiduciaires	-	-	-
Opérations fiduciaires relatives au prêt / emprunt de titres, lorsque la banque agit sous son nom pour le compte de clients	-	-	-
Autres opérations fiduciaires	-	-	-
<b>Total</b>	<b>2'339'388</b>	<b>2'014'207</b>	<b>16,1</b>

En milliers de CHF	2016	2015	Variation %
<b>19 Répartition des avoirs administrés et présentation de leur évolution</b>			
<b>a) Répartition des avoirs administrés</b>			
Avoirs détenus par des instruments de placement collectifs sous gestion propre	4'487'494	5'781'268	(22,4)
Avoirs sous mandat de gestion	9'012'890	7'934'074	13,6
Autres avoirs administrés	23'771'154	22'377'867	6,2
<b>Total des avoirs administrés (y.c. prises en compte doubles)</b>	<b>37'271'538</b>	<b>36'093'209</b>	<b>3,3</b>
<i>dont prises en compte doubles</i>	<i>4'400'804</i>	<i>4'619'542</i>	<i>(4,7)</i>
<b>b) Présentation de l'évolution des avoirs administrés</b>			
<b>Total des avoirs administrés (y.c. prises en compte doubles) initiaux</b>	<b>36'093'209</b>	<b>39'091'130</b>	<b>(7,7)</b>
<i>+/- apports / retraits nets d'argent frais</i>	<i>(4'400'645)</i>	<i>(1'392'272)</i>	<i>216,1</i>
<i>+/- évolution des cours, intérêts, dividendes et évolution de change</i>	<i>672'393</i>	<i>(1'605'649)</i>	<i>(141,9)</i>
<i>+/- autres effets</i>	<i>4'906'581</i>	<i>-</i>	<i>-</i>
<b>Total des avoirs administrés (y.c. prises en compte doubles) finaux</b>	<b>37'271'538</b>	<b>36'093'209</b>	<b>3,3</b>

Les avoirs administrés comprennent les instruments de placement collectifs sous gestion propre, les avoirs des investisseurs qui sont gérés sur la base d'un mandat de gestion de fortune (y.c. les avoirs déposés auprès de tiers), ainsi que les autres avoirs détenus à des fins d'investissement (autres avoirs administrés).

Ne sont pas pris en compte les « assets under custody » représentant les actifs d'un client dont l'unique objectif est le dépôt.

Les avoirs sous mandat de gestion comprennent les avoirs de la clientèle pour lesquels les décisions de placement sont prises par la Banque.

Les autres avoirs administrés sont ceux pour lesquels les décisions de placement sont prises par le client.

Les apports / retraits nets d'argent frais de la clientèle découlent de l'acquisition de nouveaux clients, des départs de client ainsi que des apports et retraits de clients existants. Ils sont calculés selon méthode directe, basé sur les transactions individuels des flux de cash et ou des titres des clients. Les modifications des avoirs dues aux performances (par exemple l'impact de l'évolution des marchés et des devises, les paiements d'intérêts, les commissions de banque facturés et les dividendes crédités) et les mouvements de périmètre, lors d'acquisition, de vente ou de fermeture d'activité ne représentent pas un apport / retrait.

Les autres effets comprennent uniquement des effets de changement de périmètre dont la fusion par absorption d'Edmond de Rothschild (Lugano) S.A. au 1<sup>er</sup> janvier 2016.

En milliers de CHF	2016	2015	Variation %
<b>20 Résultat des opérations de négoce et de l'option de la juste valeur</b>			
<b>a) Répartition selon les secteurs d'activités</b>			
Opérations de négoce avec les clients privés	63'607	32'955	93,0
Opérations de négoce pour compte propre	1'624	10'364	(84,3)
<b>Total du résultat de négoce</b>	<b>65'231</b>	<b>43'319</b>	<b>50,6</b>
<b>b) Répartition par type de sous-jacent et résultat provenant de l'utilisation de l'option de la juste valeur</b>			
<b>Résultat de négoce provenant des :</b>			
Instruments de taux (y c. les fonds)	24'066	11'011	118,6
Titres de participation (y c. les fonds)	2'238	2'912	(23,1)
Devises	38'273	28'777	33,0
Matières premières / métaux précieux	654	619	5,7
<b>Total du résultat de négoce</b>	<b>65'231</b>	<b>43'319</b>	<b>50,6</b>
<i>dont provenant de l'option de la juste valeur</i>	-	-	-

En milliers de CHF	2016	2015	Variation %
<b>21 Produit ou refinancement des positions de négoce ainsi que des intérêts négatifs</b>			
<b>Produits des intérêts et des escomptes</b>			
Le Groupe ne porte pas les frais de refinancement des portefeuilles au débit du résultat des opérations de négoce. Le résultat des emprunts et des prêts de titres est comptabilisé dans le résultat des opérations d'intérêts.			
<b>Intérêts négatifs</b>			
Intérêts négatifs concernant les opérations actives (réduction du produit des intérêts et des escomptes)	(18'952)	(11'691)	62,1
Intérêts négatifs concernant les opérations passives (réduction des charges d'intérêts)	6'165	3'445	79,0

Les intérêts négatifs concernant les opérations actives sont présentés comme réduction du produit des intérêts et des escomptes, et les intérêts négatifs concernant les opérations passives comme réduction des charges d'intérêts.

En milliers de CHF	2016	2015	Variation %
<b>22 Charges de personnel</b>			
Appointements	(172'133)	(144'585)	19,1
<i>dont charges en relation avec les rémunérations variables</i>	(33'445)	(27'325)	22,4
Prestations sociales	(30'759)	(33'255)	(7,5)
Autres charges de personnel	(7'500)	(5'895)	27,2
<b>Total</b>	<b>(210'392)</b>	<b>(183'735)</b>	<b>14,5</b>

Conformément à l'ORAb, Edmond de Rothschild (Suisse) S.A. publie les détails de la rémunération de son Conseil d'Administration et de son Comité Exécutif dans son Rapport de rémunération.

En milliers de CHF	2016	2015	Variation %
<b>23 Autres charges d'exploitation</b>			
Coût des locaux	(13'225)	(12'772)	3,5
Charges relatives à la technique de l'information et de la communication	(34'622)	(31'074)	11,4
Charges relatives aux véhicules, aux machines, au mobilier et aux autres installations ainsi qu'au leasing opérationnel	(99)	(397)	(75,1)
Honoraires de la société d'audit	(1'732)	(1'458)	18,8
<i>dont pour les prestations en matière d'audit financier et d'audit prudentiel</i>	(1'444)	(747)	108,8
<i>dont pour d'autres prestations de service</i>	(288)	(711)	(75,8)
Autres charges d'exploitation	(26'912)	(29'211)	(7,9)
<i>dont rémunération pour une éventuelle garantie étatique</i>	-	-	-
<b>Total</b>	<b>(76'590)</b>	<b>(74'912)</b>	<b>2,2</b>

En milliers de CHF	2016	2015	Variation %
<b>24 Variations des provisions et autres corrections de valeur, pertes</b>			
<b>Total</b>	<b>(530)</b>	<b>32'648</b>	<b>-</b>

Les variations des provisions et autres corrections de valeur, pertes résultent de provisions pour des risques judiciaires.

En milliers de CHF	2016	2015	Variation %
<b>25 Produits et charges extraordinaires, variations des réserves pour risques bancaires généraux</b>			
Produits extraordinaires	90'568	6'060	1'394,5
Charges extraordinaires	(1'998)	(201)	(894,0)
Variations des réserves pour risques bancaires généraux	(8'800)	(34'000)	(74,1)

Les produits extraordinaires en 2016 résultent principalement d'un gain de CHF 47,7 millions sur la cession d'Edmond de Rothschild (Bahamas) Ltd. et d'un gain de fusion de CHF 33,7 millions. Les charges extraordinaires intègrent les moins-values sur les cessions de participations de CHF 1,9 millions. En 2015, les produits extraordinaires résultent principalement de l'aliénation d'un immeuble. Sa vente a généré un gain de CHF 5,2 millions. La Banque a également réalisé un gain de CHF 0,7 million sur la cession d'une participation.

En milliers de CHF	2016	2015	Variation %
<b>26 Corrections de valeur sur participations, amortissements sur immobilisations et valeurs immatérielles</b>			
Participations	(1'551)	(392)	295,7
Immobilisations corporelles			
- immeubles	(3'582)	(15'623)	(77,1)
- mobilier, matériel, équipement	(14'307)	(16'499)	(13,3)
Valeurs immatérielles	(2'023)	(779)	159,7
<b>Total</b>	<b>(21'463)</b>	<b>(33'293)</b>	<b>(35,5)</b>

En milliers de CHF	2016	2015	Variation %
<b>27 Présentation des impôts courants et latents</b>			
Impôts courants	(5'984)	(5'721)	4,6
Taux d'imposition moyen	(8,5)%	(7,0)%	21,4

Il n'existe pas de reports de pertes sur les impôts de nature à avoir un impact sur l'impôt sur le revenu.

# Rapport de rémunération

118	Introduction Aperçu Compétences et procédure de fixation des rémunérations et des programmes de participation	121	Dispositions statutaires concernant les prêts, crédits et prestations sociales alloués aux membres du Conseil d'Administration et du Comité Exécutif Rémunération des collaborateurs non membres du Comité Exécutif Rémunération pour l'année considérée
119	Vote sur les rémunérations Rémunération des membres nommés après la tenue de l'Assemblée générale Composantes de la rémunération et plan de participation	122	Crédits aux organes de la Banque
120	Rémunération des membres du Conseil d'Administration Rémunération des membres du Comité Exécutif Règles communes applicables à la rémunération des organes	123	Rémunérations allouées aux membres
		124	Rapport de l'organe de révision à l'Assemblée générale Edmond de Rothschild (Suisse) S.A., Genève

## Introduction

Le présent Rapport de rémunération 2016 est établi conformément aux exigences de l'Ordonnance contre les rémunérations abusives dans les sociétés anonymes cotées en bourse (ORAb) du 20 novembre 2013 et au Code suisse de bonne pratique pour le gouvernement d'entreprise d'Economiesuisse.

Ce Rapport de rémunération contient les informations requises par l'ORAb, le Code suisse des Obligations, ainsi que par la section 5 de la Directive du Regulatory Board de la SIX Exchange Regulation concernant les informations relatives à la Corporate Gouvernance du 1<sup>er</sup> janvier 2016.

Les pages 122 à 123 du présent Rapport sont auditées par l'organe de révision statutaire de la Banque, PricewaterhouseCoopers S.A., Genève.

## Aperçu

La politique de rémunération d'Edmond de Rothschild (Suisse) S.A. s'inscrit dans le cadre de la stratégie, de la culture et de la nature des activités du groupe Edmond de Rothschild; elle tient également compte des spécificités locales de chaque entité. Elle vise enfin à fidéliser et encourager les collaborateurs à promouvoir le succès du Groupe dans la durée, en intégrant l'esprit d'entreprise et la maîtrise des risques.

La politique de rémunération de groupe Edmond de Rothschild (Suisse) S.A. s'inspire des principes de la Circulaire 2010/1 - Systèmes de rémunération, émise par l'Autorité fédérale de surveillance des marchés financiers (FINMA) tout en respectant les règles locales.

Les Statuts\* et le Règlement interne d'Edmond de Rothschild (Suisse) S.A. ont été adaptés suite à l'entrée en vigueur de l'ORAb ainsi que pour refléter la mise en œuvre d'un Long Term Incentive Plan (LTIP).

## Compétences et procédure de fixation des rémunérations et des programmes de participation

Les règles de compétences en matière de rémunération, revues sous l'angle de l'ORAb, apparaissent dans les Statuts\* et le Règlement interne de la Banque.

Le Comité de Rémunération, organisé conformément aux exigences de l'ORAb, dispose des attributions suivantes selon l'article 22bis al. 5 des Statuts\* :

1. Établir et faire approuver par le Conseil d'Administration un Règlement sur la rémunération ;
2. Approuver annuellement l'enveloppe des rémunérations des collaborateurs de la Banque proposée par le Comité Exécutif, à l'exclusion des salaires et des rémunérations variables des membres du Comité Exécutif ;
3. Approuver les rémunérations des personnes responsables des fonctions de contrôle identifiées par le Président du Comité Exécutif (CEO) ;
4. Après consultation avec le CEO, faire des propositions au Conseil d'Administration quant aux rémunérations des membres du Comité Exécutif ;
5. Approuver les rémunérations du responsable de l'audit interne et de son adjoint proposées par le Comité d'audit ; et
6. Faire des propositions au Conseil d'Administration quant aux rémunérations des administrateurs pour les activités déployées en cette qualité et en qualité de membre des Comités du Conseil d'Administration.

L'Assemblée générale 2016 a élu quatre administrateurs comme membres du Comité de rémunération pour une durée d'un an, à savoir la Baronne Benjamin de Rothschild (Présidente), Monsieur Jean Laurent-Bellue (Secrétaire), ainsi que Messieurs Luc J. Argand et Klaus Jenny. Le Comité de Rémunération se réunit en principe deux fois par année. Ces mêmes personnes seront proposées à la réélection pour nouveau mandat d'un an le 2 mai prochain lors de l'Assemblée Générale ordinaire.

Selon l'article 22 let. a. des Statuts\*, le Conseil d'Administration arrête le montant global de la rémunération des membres du Conseil d'Administration et du Comité Exécutif en vue de leur soumission à l'Assemblée générale qui a le droit inaliénable d'approuver les rémunérations susvisées.

Le Conseil d'Administration a également la charge d'établir le Rapport de rémunération (art. 22 let. k des Statuts\*).

\* Les Statuts sont accessibles sur le site internet de la Banque, sous rubrique Relations investisseurs / Informations générales - Documents légaux, à l'adresse : [www.edmond-de-rothschild.com/site/Suisse/fr/banque-privee/rerelations-investisseurs/informations-generales](http://www.edmond-de-rothschild.com/site/Suisse/fr/banque-privee/rerelations-investisseurs/informations-generales).

## Vote sur les rémunérations

À teneur de l'article 24quinquies des Statuts\*, l'Assemblée générale se détermine annuellement sur le montant global proposé par le Conseil d'Administration s'agissant de :

- la rémunération globale du Conseil d'Administration pour la période allant jusqu'à l'Assemblée générale ordinaire suivante ;
- le montant de la rémunération fixe globale (hors bonus) du Comité Exécutif pour l'exercice social suivant ; et
- le montant du bonus du Comité Exécutif pour l'exercice social écoulé.

Le Conseil d'Administration peut soumettre à l'Assemblée générale des propositions de rémunération portant sur des périodes différentes et se rapportant à l'ensemble des membres du Conseil d'Administration ou du Comité Exécutif ou à certains d'entre eux seulement.

Le vote de l'Assemblée générale sur les propositions de rémunération a un caractère contraignant. Ainsi, dans l'hypothèse où l'Assemblée générale n'approuve pas une proposition de rémunération faite par le Conseil d'Administration, ce dernier devra convoquer une Assemblée générale extraordinaire.

## Rémunération des membres nommés après la tenue de l'Assemblée générale

Si un membre du Comité Exécutif est nommé après que l'Assemblée générale a approuvé la rémunération fixe des membres du Comité Exécutif, le Conseil d'Administration peut lui octroyer, pour la période allant jusqu'à l'Assemblée générale ordinaire suivante, une rémunération ne dépassant pas de plus de 40% la rémunération moyenne des autres membres du Comité Exécutif approuvée en dernier lieu par l'Assemblée générale. Ce pourcentage est de 50% s'agissant du Président du Comité Exécutif. La rémunération moyenne se détermine en divisant la rémunération globale approuvée en dernier lieu par l'Assemblée générale pour le Comité Exécutif par le nombre de membres en exercice du Comité Exécutif (art. 24quinquies al. 4 des Statuts\*).

\* Les Statuts sont accessibles sur le site internet de la Banque, sous rubrique Relations investisseurs / Informations générales - Documents légaux, à l'adresse : [www.edmond-de-rothschild.com/site/Suisse/fr/banque-privee/rerelations-investisseurs/informations-generales](http://www.edmond-de-rothschild.com/site/Suisse/fr/banque-privee/rerelations-investisseurs/informations-generales).

## Composantes de la rémunération et plan de participation

### Principes

La rémunération est fixée selon la fonction, les compétences, les responsabilités et l'expérience du collaborateur. Elle prend aussi en considération, et en tant que de besoin, les conditions prévalant sur le marché grâce à la participation aux enquêtes de rémunération du secteur bancaire et de la gestion d'actifs au niveau international.

La rémunération se compose d'un salaire annuel fixe contractuel et d'un bonus discrétionnaire, tous deux versés en espèces. Les collaborateurs clés du groupe Edmond de Rothschild peuvent être éligibles à un outil de rémunération « long terme » LTIP permettant un alignement d'intérêts plus important entre actionnaires et collaborateurs clés du groupe. En 2016, la proportion des bonus (y compris LTIP) par rapport aux salaires annuels fixes est de 23%.

S'agissant du LTIP, les bénéficiaires se voient attribuer des droits à acquérir, selon un calendrier défini, des bons de participation Edmond de Rothschild Holding SA. Pour ce premier millésime 2016, 29 collaborateurs ont intégré le Plan LTIP.

La mise en place de ce plan d'intéressement a eu lieu durant le premier trimestre de l'année 2016, ce processus s'est terminé par l'octroi, dans le courant du mois de mars 2016, du premier millésime de « Restricted Stock Units » (ci-après « RSU ») aux participants sélectionnés. Une fois les RSUs octroyées, ces derniers entrent dans une période d'acquisition dite « *vesting* » d'une durée d'un, deux et trois ans à l'échéance desquelles un tiers des RSUs est attribué et se transforme en bons de participation d'Edmond de Rothschild Holding SA (pour autant que l'employé ait rempli les conditions décrites à l'article 8 du règlement du plan LTIP), possédant les droits patrimoniaux et sociaux usuels d'un bon de participation.

Lors de l'obtention des bons de participation sous-jacents (réalisation du « droit ferme »), ces derniers sont bloqués pendant une durée additionnelle de deux ans commençant dès la fin de la période de « *vesting* » durant laquelle, au-delà de l'applicabilité des clauses de « droit d'emption », « drag along / tag along », « malus » et de résiliation des relations contractuelles, l'employé ne peut vendre ses bons de participations.

Le Conseil d'Administration d'Edmond de Rothschild (Suisse) S.A. a proposé de compléter ses Statuts\* lors de l'Assemblée générale 2016 en modifiant l'article 24ter de manière à autoriser l'octroi d'instruments financiers au titre de rémunération des membres des organes.

Cette modification a été acceptée par l'Assemblée générale d'Edmond de Rothschild (Suisse) S.A. du 28 avril 2016.

Le deuxième millésime du LTIP a été mis en place en 2017 selon le même modèle que celui de 2016.

Les collaborateurs occupant des fonctions de contrôle, notamment les collaborateurs du Compliance, du Juridique, du Contrôle, de la Gestion des risques, ainsi que le Responsable de l'Audit ont une part de rémunération fixe prépondérante afin d'éviter tout conflit d'intérêts. La part de rémunération variable ne dépend pas directement du résultat des unités d'affaires surveillées.

La Banque n'effectue aucun paiement à l'engagement, à l'exception de certaines compensations liées à la perte éventuelle de rémunération variable découlant d'un changement d'emploi.

Conformément au Règlement interne, le système de rémunération mis en place et les objectifs fixés aux collaborateurs ne doivent pas inciter ceux-ci à ne pas respecter les mécanismes de contrôle interne et les normes établies en matière de compliance.

## Rémunération des membres du Conseil d'Administration

Les membres du Conseil d'Administration perçoivent une rémunération fixe annuelle en espèces qui varie en fonction de l'appartenance ou non à certains Comités. Les membres du Conseil d'Administration ont droit au remboursement de leurs frais, ceux-ci ne faisant pas partie de la rémunération (Art. 24bis al. 1 des Statuts\*).

La rémunération des membres du Conseil d'Administration est arrêtée par le Conseil d'Administration sur proposition du Comité de rémunération. Le montant global de la rémunération du Conseil d'Administration est enfin soumis à l'approbation de l'Assemblée générale.

## Rémunération des membres du Comité Exécutif

La rémunération des membres du Comité Exécutif comporte un salaire fixe et un bonus discrétionnaire : ils peuvent être éligibles au LTIP. Le montant du bonus dépend de la performance de la Banque, ainsi que de la performance individuelle qualitative et quantitative des personnes concernées. Les objectifs de performance de la Banque sont déterminés par le Conseil d'Administration. Les objectifs de performance individuels des membres du Comité Exécutif, à l'exclusion de son Président, sont déterminés par le CEO. Les

objectifs de performance du CEO sont déterminés par le Conseil d'Administration.

Les membres du Comité Exécutif ont droit au remboursement de leurs frais, ceux-ci ne font pas partie de la rémunération.

Sur proposition du Comité de rémunération, le Conseil d'Administration arrête le montant de la rémunération des membres du Comité Exécutif, dont le montant global est soumis pour approbation à l'Assemblée générale (Art. 24bis al. 2 des Statuts\*).

Les contrats qui prévoient la rémunération des membres du Comité Exécutif conclus entre la Banque ou les sociétés contrôlées par la Banque le cas échéant, d'une part, et les membres du Comité Exécutif, d'autre part, ne peuvent pas être conclus pour une durée dépassant une année ; le délai de congé applicable à ces contrats ne peut pas excéder un an.

## Règles communes applicables à la rémunération des organes

Dans la mesure permise par la loi, le versement d'indemnités rémunérant les activités de membres du Conseil d'Administration et du Comité Exécutif dans des entreprises qui sont contrôlées directement ou indirectement par la Banque est autorisé. Les rémunérations versées par les entités contrôlées par la Banque sont incluses dans le montant de la rémunération soumise à l'approbation de l'Assemblée générale, conformément à l'article 24quinquies des Statuts\*.

Les membres du Comité Exécutif partagent le même plan de prévoyance que le personnel.

---

## Dispositions statutaires concernant les prêts, crédits et prestations sociales alloués aux membres du Conseil d'Administration et du Comité Exécutif

Selon l'article 24quater des Statuts\*, la Banque peut octroyer des prêts ou des crédits aux membres du Conseil d'Administration ou du Comité Exécutif, à concurrence de la valeur d'emprunt pondérée des actifs nantis ou s'agissant de prêts hypothécaires, 60% de la valeur de l'immeuble grevé. Les prêts ou crédits sont octroyés sous forme de découverts en comptes courants passagers, de limites confirmées et/ou d'avances à terme fixe, en blanc ou garanties, ainsi que de prêts hypothécaires à taux variables ou fixes.

Pour tous les types de prêts et crédits octroyés aux administrateurs, la Banque perçoit des intérêts et des frais conformes aux conditions du marché et correspondant à ceux appliqués à la clientèle. Les membres du Comité Exécutif bénéficient des conditions préférentielles appliquées en matière de taux d'intérêts aux employé(e)s de la Banque.

Outre les prestations de prévoyance approuvées chaque année par l'Assemblée générale, les membres du Conseil d'Administration et du Comité Exécutif peuvent recevoir des prestations de prévoyance financées par la Banque, à concurrence d'un montant maximum correspondant à 20% de la dernière rémunération (hors bonus) approuvée par l'Assemblée générale (art. 24ter al. 3 des Statuts\*).

## Rémunération des collaborateurs non membres du Comité Exécutif

Les collaborateurs non membres du Comité Exécutif perçoivent un salaire annuel fixe et un bonus discrétionnaire. Ils peuvent être éligibles au LTIP.

Ce bonus est basé notamment sur les résultats de la Banque, ainsi que sur la performance individuelle qualitative et quantitative de chacun des collaborateurs concernés au terme d'un processus d'évaluation de performance annuelle.

Les résultats de la banque sont définis par les résultats financiers de celle-ci. Une part du RBE, discrétionnaire et définie annuellement par le Comité Exécutif du Groupe, est allouée aux rémunérations variables. Le processus d'évaluation de performance annuelle est basé sur la mise en place d'objectifs annuels individuels :

- qualitatifs (par exemple : responsabilités managériales, valeurs, suivi de obligations en matière de gestion de la clientèle, du suivi des règlements internes, des formations obligatoires),
- quantitatifs : par exemple : apport d'encours, rentabilité des investissements, gestion des budgets, contrôle des coûts).

Ces objectifs sont fixés en début d'année calendaire, revus en milieu d'année puis évalués définitivement en fin d'année. Cette évaluation est une composante essentielle de la fixation de la rémunération variable.

En cas de décision d'octroi, ce bonus discrétionnaire est versé dans les trente jours suivant la séance du Conseil d'Administration qui approuve les comptes annuels.

Même après l'écoulement d'une année complète, aucun bonus n'est dû en cas de résiliation du contrat par quelque partie que ce soit avant la date de paiement. En outre, aucun bonus pour l'année en cours n'est dû en cas de résiliation du contrat par quelque partie que ce soit.

### Rémunération pour l'année considérée

Les rémunérations et prêts, au sens des articles 14 et suivants de l'ORAb, accordés aux membres en exercice des organes dirigeants et le cas échéant aux anciens membres sont mentionnés ci-dessous.

Les charges de prévoyance professionnelle reflètent uniquement la part employeur. Le montant des cotisations-épargne est exprimé en pourcentage du salaire (plafonné à 15% maximum) et tient compte de l'âge de l'employé. Par ailleurs, aucun montant n'a été versé au titre de prévoyance additionnelle.

L'essentiel des fluctuations des rémunérations entre 2015 et 2016 est lié à la prise en compte de la marche des affaires.

		2016		2015	
En milliers de CHF		Crédits accordés aux organes de la Banque	Engagements pris pour le compte de ces personnes à titre de garantie	Crédits accordés aux organes de la Banque	Engagements pris pour le compte de ces personnes à titre de garantie
<b>1</b>	<b>Crédits aux organes de la Banque</b>				
	<b>Engagements pris pour le compte des organes de la Banque à titre de garantie</b>				
	<b>Conseil d'Administration</b>	<b>33'373</b>	<b>45</b>	<b>34'859</b>	<b>22</b>
	Baron Benjamin de Rothschild <i>Président</i>	33'371	-	34'859	-
	Baronne Benjamin de Rothschild <i>Vice-Présidente</i>	-	-	-	-
	Jean Laurent-Bellue <i>Secrétaire</i>	-	-	-	-
	Luc J. Argand	2	17	-	18
	Tobias Guldemann <i>(depuis le 28.04.2016)</i>				
	François Hottinger	-	28	-	4
	Klaus Jenny	-	-	-	-
	Maurice Monbaron	-	-	-	-
	Philippe Perles <i>(depuis le 29.04.2015)</i>	-	-	-	-
	Jacques-André Reymond	-	-	-	-
	E. Trevor Salathé <i>(jusqu'au 28.04.2016)</i>	-	-	-	-
	<b>Comité Exécutif</b>	<b>-</b>	<b>0</b>	<b>-</b>	<b>5</b>
	Sabine Rabald	-	-	-	5
	Services de l'Audit interne	-	-	-	28
	Organes de révision	-	-	-	-
	<b>Total</b>	<b>33'373</b>	<b>45</b>	<b>34'859</b>	<b>55</b>

Les crédits octroyés le sont sous forme de découverts en comptes courants passagers ou sous forme de limites confirmées et / ou d'avances à terme fixe, en blanc ou gagés (par le nantissement des avoirs des clients déposés auprès de la Banque) et de prêts hypothécaires à taux variables ou fixes.

Les intérêts perçus sur les prêts hypothécaires correspondent aux taux usuels du marché. Par ailleurs, comme dans le cas des prêts hypothécaires contractés par les employés de la Banque auprès d'autres établissements bancaires, les membres des organes au bénéfice d'un contrat de travail avec Edmond de Rothschild (Suisse) S.A., Genève, bénéficient d'une réduction de 25 % du taux appliqué sur leur prêt hypothécaire. Cette rétrocession est toutefois limitée à hauteur d'un prêt maximum de CHF 750'000.

Au 31 décembre 2016, les taux appliqués aux prêts hypothécaires variaient entre 0,6 % et 2,7 %. Ceux pratiqués pour les prêts lombards allaient de 0,5 % à 2,5 % pour les principales devises. Aucun crédit n'a été accordé aux membres du Comité Exécutif. Le montant global des crédits accordés aux membres du Conseil d'Administration s'élève à 33'373 (en milliers de CHF).

	2016							Total
	Indemnités fixes		Indemnités variables		Charges patronales	Charges de prévoyance professionnelle	Autres	
	Espèce	Nombre d'actions	Espèce	RSU				
En milliers de CHF								
<b>2 Rémunérations allouées aux membres</b>								
<b>Conseil d'Administration</b>	<b>773</b>	-	<b>50</b>	-	<b>55</b>	-	-	<b>878</b>
Baron Benjamin de Rothschild <i>Président</i>	-	-	-	-	-	-	-	-
Baronne Benjamin de Rothschild <i>Vice-Présidente</i>	-	-	-	-	-	-	-	-
Jean Laurent-Bellue <i>Secrétaire</i>	-	-	-	-	-	-	-	-
Luc J. Argand	73	-	-	-	4	-	-	77
Tobias Guldemann <i>(depuis le 28.04.2016)</i>	107	-	-	-	11	-	-	118
François Hottinger	62	-	-	-	4	-	-	66
Klaus Jenny	136	-	-	-	9	-	-	145
Maurice Monbaron	126	-	-	-	8	-	-	134
Philippe Perles <i>(depuis le 29.04.2015)</i>	64	-	-	-	6	-	-	70
Jacques-André Reymond	151	-	-	-	10	-	-	161
E. Trevor Salathé <i>(jusqu'au 28.04.2016)</i>	54	-	50	-	3	-	-	107
<b>Comité Exécutif</b>	<b>4'330</b>	-	<b>2'424</b>	<b>1'655</b>	<b>1'682</b>	<b>594</b>	-	<b>10'685</b>
Emmanuel Fiévet	900	-	1'113	850	573	101	-	3'537
<b>Total</b>	<b>5'103</b>	-	<b>2'474</b>	<b>1'655</b>	<b>1'737</b>	<b>594</b>	-	<b>11'563</b>

Une différence de KCHF 580 par rapport au montant de la rémunération fixe globale des membres du Comité Exécutif voté par l'Assemblée générale en 2015 pour l'exercice 2016 est relevée. Cette différence s'inscrit dans les limites prévues par l'article 24quinquies des Statuts\*. Elle résulte d'un changement de périmètre suite à la nomination de deux nouveaux membres en 2015, après l'Assemblée générale ordinaire précitée. Il s'agit de M. Jean-Christophe Pernollet et de Mme Emanuela Bonadiman, nommés respectivement le 4 juin 2015 et le 9 décembre 2015. (\* Les Statuts sont accessibles sur le site internet de la Banque, sous rubrique Relations investisseurs / Informations générales - Documents légaux, à l'adresse : [www.edmond-de-rothschild.com/site/Suisse/fr/banque-privee/rerelations-investisseurs/informations-generales](http://www.edmond-de-rothschild.com/site/Suisse/fr/banque-privee/rerelations-investisseurs/informations-generales).)

	2015							Total
	Indemnités fixes		Indemnités variables		Charges patronales	Charges de prévoyance professionnelle	Autres	
	Espèce	Nombre d'actions	Espèce	RSU				
<b>Conseil d'Administration</b>	<b>830</b>	-	<b>44</b>	-	<b>48</b>	-	-	<b>922</b>
Baron Benjamin de Rothschild <i>Président</i>	-	-	-	-	-	-	-	-
Baronne Benjamin de Rothschild <i>Vice-Présidente</i>	-	-	-	-	-	-	-	-
Jean Laurent-Bellue <i>Secrétaire</i>	-	-	-	-	-	-	-	-
Luc J. Argand	73	-	-	-	4	-	-	77
François Hottinger	62	-	-	-	3	-	-	65
Klaus Jenny	136	-	-	-	9	-	-	145
Maurice Monbaron	126	-	-	-	8	-	-	134
Philippe Perles <i>(depuis le 29.04.2015)</i>	53	-	-	-	5	-	-	58
Jacques-André Reymond	151	-	-	-	10	-	-	161
E. Trevor Salathé <i>(jusqu'au 28.04.2016)</i>	229	-	44	-	9	-	-	282
<b>Comité Exécutif</b>	<b>3'486</b>	-	<b>2'829</b>	<b>1'429</b>	<b>1'549</b>	<b>313</b>	-	<b>9'606</b>
Emmanuel Fiévet	900	-	1'590	600	618	101	-	3'809
<b>Total</b>	<b>4'316</b>	-	<b>2'873</b>	<b>1'429</b>	<b>1'597</b>	<b>313</b>	-	<b>10'528</b>

Compte tenu du fait que les montants d'indemnités individuels ne sont arrêtés qu'après la clôture des comptes annuels, les indemnités ci-dessus correspondent aux montants évalués selon la méthode dite « accrual basis ».

Les RSU correspondent aux rémunérations variables attribuées sous forme de droits à acquérir des bons de participation Edmond de Rothschild Holding SA. La valeur des bons de participations étant déterminée après la date d'octroi, le Conseil d'Administration détermine dans un premier temps le montant qui sera payé sous forme de titres. Le nombre de titres effectivement alloué sera déterminé dès que la valorisation des bons de participations sera disponible.

La charge liée à l'octroi des RSU est étalée sur la période comprenant la période de service et la période de blocage (présence nécessaires à l'acquisition des droits). Ainsi, au titre de l'exercice 2016, le Groupe a déterminé un montant de KCHF 1'655 qui sera payé sous forme de titres en 2018, 2019 et 2020 et enregistré une charge de KCHF 545 en 2016.

---

# Rapport de l'organe de révision

à l'Assemblée générale d'Edmond de Rothschild (Suisse) S.A., Genève

## Rapport de l'Organe de révision sur le Rapport de rémunération

Nous avons effectué l'audit du rapport de rémunération d'Edmond de Rothschild (Suisse) S.A. pour l'exercice arrêté au 31 décembre 2016. Notre audit s'est limité aux indications selon les articles 14 à 16 de l'ordonnance contre les rémunérations abusives dans les sociétés anonymes cotées en bourse (ORAb) présentées aux pages 122 et 123.

### Responsabilité du Conseil d'Administration

La responsabilité de l'établissement et de la présentation sincère du rapport de rémunération conformément à la loi et à l'ordonnance contre les rémunérations abusives dans les sociétés anonymes cotées en bourse (ORAb) incombe au Conseil d'Administration. Il est également responsable de la définition des principes de rémunération et de la fixation des rémunérations individuelles.

### Responsabilité de l'auditeur

Notre responsabilité consiste, sur la base de notre audit, à exprimer une opinion sur le rapport de rémunération ci-joint. Nous avons effectué notre audit conformément aux Normes d'audit suisses. Ces normes requièrent que nous nous conformions aux règles d'éthique et que notre audit soit planifié et réalisé de telle façon qu'il nous permette de constater avec une assurance raisonnable que le rapport de rémunération est conforme à la loi et aux articles 14 à 16 de l'ORAb.

Un audit implique la mise en œuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les indications relatives aux indemnités, prêts et crédits selon les articles 14 à 16 ORAb contenues dans le rapport de rémunération. Le choix des procédures d'audit relève du jugement de l'auditeur, de même que l'évaluation des risques que le rapport de rémunération puisse contenir des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs. Cet audit comprend en outre une évaluation de l'adéquation des méthodes d'évaluation appliquées aux éléments de rémunération ainsi qu'une appréciation de la présentation du rapport de rémunération dans son ensemble.

Nous estimons que les éléments probants recueillis sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

### Opinion d'audit

Selon notre appréciation, le rapport de rémunération d'Edmond de Rothschild (Suisse) S.A. pour l'exercice arrêté au 31 décembre 2016 est conforme à la loi et aux articles 14 à 16 de l'ORAb.

PricewaterhouseCoopers SA

**Beresford Caloia**  
Expert-réviseur  
Réviseur responsable

**Alain Lattafi**  
Expert-réviseur



Genève, le 31 mars 2017

# Adresses

Edmond de Rothschild (Suisse) S.A.

## Siège

### Genève

**Edmond de Rothschild (Suisse) S.A.**

18, rue de Hesse  
1204 Genève  
T. +41 58 818 91 11  
F. +41 58 818 91 21  
www.edmond-de-rothschild.ch

## Succursales

### Fribourg

**Edmond de Rothschild (Suisse) S.A.**

**Succursale de Fribourg**  
1, rue de Morat - CP 144  
1701 Fribourg  
T. +41 26 347 24 24  
F. +41 26 347 24 20  
www.edmond-de-rothschild.ch

### Lausanne

**Edmond de Rothschild (Suisse) S.A.**

**Succursale de Lausanne**  
2, avenue Agassiz  
1003 Lausanne  
T. +41 21 318 88 88  
F. +41 21 323 29 22  
www.edmond-de-rothschild.ch

### Lugano

**Edmond de Rothschild (Lugano) S.A.**

Via Ginevra 2 - CP 5882  
6901 Lugano  
T. +41 91 913 45 00  
F. +41 91 913 45 01  
www.edmond-de-rothschild.ch

## Agence

### Zurich

**Edmond de Rothschild (Suisse) S.A.**

Beethovenstrasse 9  
8002 Zurich  
T. +41 44 818 81 11  
F. +41 44 818 81 21  
www.edmond-de-rothschild.ch

## Succursale à l'étranger

### Chine

**Edmond de Rothschild (Suisse) S.A.**

**Hong Kong Branch**  
50<sup>th</sup> floor, One Exchange Square  
8 Connaught Place, Central, Hong Kong  
T. +852 37 65 06 00  
F. +852 28 77 21 85  
www.edmond-de-rothschild.hk

## Filiales à l'étranger

### Chine

**Edmond de Rothschild Family  
Advisory (Hong Kong) Limited**

50th floor, One Exchange Square  
8 Connaught Place, Central  
Hong Kong  
T. +852 3125 16 00  
F. +852 2869 16 18

### Israël

**Edmond de Rothschild (Israel) Ltd.**

20, Rothschild Boulevard  
6688123 Tel Aviv  
T. +972 3 713 03 00  
F. +972 3 566 66 89  
www.edris.co.il

### Luxembourg

**Edmond de Rothschild (Europe)**

(Détails page suivante)

### Monaco

**Edmond de Rothschild (Monaco)**

Les Terrasses  
2, avenue de Monte-Carlo - BP 317  
98006 Monaco Cedex  
T. +377 93 10 47 47  
F. +377 93 25 75 57  
www.edmond-de-rothschild.mc

**Edmond de Rothschild**

**Assurances et Conseils (Monaco)**

**Filiale d'Edmond de Rothschild (Monaco)**  
Les Terrasses - 2, avenue de Monte-Carlo  
BP 317 - 98006 Monaco Cedex  
T. +377 97 98 28 00  
F. +377 97 98 28 01  
www.edmond-de-rothschild.mc

**Edmond de Rothschild Gestion**

**(Monaco)**

**Filiale d'Edmond de Rothschild (Monaco)**

Les Terrasses - 2, avenue de Monte-Carlo  
BP 317 - 98006 Monaco Cedex  
T. +377 97 98 22 14  
F. +377 97 98 22 18  
www.edmond-de-rothschild.mc

### Nouvelle-Zélande

**Privaco Trust Limited**

Level 3, Parnell road 280  
Parnell  
Auckland 1052 - New Zealand  
T. +64 93 07 39 50  
F. +64 93 66 14 82

## Royaume-Uni

▶ **Edmond de Rothschild (UK) Limited**

▶ **Edmond de Rothschild Asset  
Management (UK) Limited**

▶ **Edmond de Rothschild Capital  
Holdings Limited**

▶ **Edmond de Rothschild Private  
Merchant Banking LLP**

▶ **Edmond de Rothschild Securities  
(UK) Limited**

4, Carlton Gardens  
SW1Y 5AA London  
T. +44 20 7845 5900  
www.edmond-de-rothschild.co.uk

## Bureaux de représentation à l'étranger

### Émirats Arabes Unis

**Edmond de Rothschild (Suisse) S.A.,**

**Banking Representative Office**

Sunset Building, 2nd Floor, office 46,  
Jumeirah Road, Jumeirah-3  
P.O. Box 214924  
Dubai, United Arab Emirates  
T. +9714 346 53 88  
F. +9714 346 53 89

### Uruguay

**Edmond de Rothschild (Suisse) S.A.**

**Representación Uruguay**

World Trade Center Montevideo  
Torre II - Piso 21  
Avenida Luis Alberto de Herrera 1248  
11300 Montevideo  
T. +598 2 623 24 00  
F. +598 2 623 24 01

---

## Edmond de Rothschild (Europe)

### Siège

#### Luxembourg

##### Edmond de Rothschild (Europe)

20, boulevard Emmanuel Servais  
L-2535 Luxembourg  
T. +352 24 88 1  
F. +352 24 88 82 22  
www.edmond-de-rothschild.eu

### Filiales

#### Luxembourg

##### Edmond de Rothschild

##### Assurances et Conseils (Europe)

18, boulevard Emmanuel Servais  
L-2535 Luxembourg  
T. +352 26 26 23 92  
F. +352 26 26 23 94

##### Edmond de Rothschild

##### Asset Management (Luxembourg)

20, boulevard Emmanuel Servais  
L-2535 Luxembourg  
T. +352 24 88 27 32  
F. +352 24 88 84 02  
www.edram.lu

### Succursales à l'étranger

#### Belgique

Siège de Bruxelles

##### Edmond de Rothschild (Europe)

##### Succursale en Belgique

Avenue Louise 480 - Bte 16A  
1050 Bruxelles  
T. +32 2 645 57 57  
F. +32 2 645 57 20  
www.edmond-de-rothschild.be

Agence d'Anvers

##### Edmond de Rothschild (Europe)

Frankrijklei 103

2000 Antwerpen

T. +32 3 212 21 11

F. +32 3 212 21 22

www.edmond-de-rothschild.be

Agence de Liège

##### Edmond de Rothschild (Europe)

Quai de Rome 56

4000 Liège

T. +32 4 234 95 95

F. +32 4 234 95 75

www.edmond-de-rothschild.be

#### Espagne

##### Edmond de Rothschild (Europe)

##### Sucursal en España

Paseo de la Castellana 55

28046 Madrid

T. +34 91 364 66 00

F. +34 91 364 66 63

www.edmond-de-rothschild.es

#### Portugal

##### Edmond de Rothschild (Europe)

##### Sucursal em Portugal

Rua D. Pedro V, 130

1250-095 Lisbonne

T. +351 21 045 46 60

F. +351 21 045 46 87/88

www.edmond-de-rothschild.pt

### Société en joint-venture

#### Japon

##### Edmond de Rothschild

##### Nikko Cordial Co., Ltd

1-12-1, Yurakucho, Chiyoda-ku

Tokyo # 100-0006

T. +81 3 3283-3535

F. +81 3 3283-1611

## Edmond de Rothschild (France)

### Siège

#### France

##### Edmond de Rothschild (France)

47, rue du Faubourg Saint-Honoré  
75401 Paris Cedex 08  
T. +33 1 40 17 25 25  
F. +33 1 40 17 24 02  
[www.edmond-de-rothschild.fr](http://www.edmond-de-rothschild.fr)

### Bureaux de représentation

#### Bordeaux

##### Edmond de Rothschild (France)

Hôtel de Saige  
23, cours du Chapeau Rouge  
33000 Bordeaux  
T. +33 5 56 44 20 66  
F. +33 5 56 51 66 03  
[www.edmond-de-rothschild.fr](http://www.edmond-de-rothschild.fr)

#### Lille

##### Edmond de Rothschild (France)

116, rue de Jemmapes  
59800 Lille  
T. +33 3 62 53 75 00  
F. +33 3 28 04 96 20  
[www.edmond-de-rothschild.fr](http://www.edmond-de-rothschild.fr)

#### Lyon

##### Edmond de Rothschild (France)

27, rue Auguste Comte  
69002 Lyon  
T. +33 4 72 82 35 25  
F. +33 4 78 93 59 56  
[www.edmond-de-rothschild.fr](http://www.edmond-de-rothschild.fr)

#### Marseille

##### Edmond de Rothschild (France)

165, avenue du Prado  
13272 Marseille  
T. +33 4 91 29 90 80  
F. +33 4 91 29 90 85  
[www.edmond-de-rothschild.fr](http://www.edmond-de-rothschild.fr)

#### Nantes

##### Edmond de Rothschild (France)

11, rue Lafayette  
44000 Nantes  
T. +33 2 53 59 10 00  
F. +33 2 53 59 10 09  
[www.edmond-de-rothschild.fr](http://www.edmond-de-rothschild.fr)

#### Strasbourg

##### Edmond de Rothschild (France)

6, avenue de la Marseillaise  
67000 Strasbourg  
T. +33 3 68 33 90 00  
F. +33 3 88 35 64 86  
[www.edmond-de-rothschild.fr](http://www.edmond-de-rothschild.fr)

#### Toulouse

##### Edmond de Rothschild (France)

22, rue Croix Baragnon  
31000 Toulouse  
T. +33 5 67 20 49 00  
F. +33 5 61 73 49 04  
[www.edmond-de-rothschild.fr](http://www.edmond-de-rothschild.fr)

### Filiales et sous-filiales

#### Paris

##### Edmond de Rothschild

##### Asset Management (France)

47, rue du Faubourg Saint-Honoré  
75401 Paris Cedex 08  
T. +33 1 40 17 25 25  
F. +33 1 40 17 24 42  
[www.edram.fr](http://www.edram.fr)

##### Edmond de Rothschild

##### Corporate Finance

47, rue du Faubourg Saint-Honoré  
75401 Paris Cedex 08  
T. +33 1 40 17 21 11  
F. +33 1 40 17 25 01  
[www.edrcf.com](http://www.edrcf.com)

##### Edmond de Rothschild

##### Private Equity (France)

47, rue du Faubourg Saint-Honoré  
75401 Paris Cedex 08  
T. +33 1 40 17 25 25  
F. +33 1 40 17 23 91  
[www.edmond-de-rothschild.fr](http://www.edmond-de-rothschild.fr)

##### Edmond de Rothschild

##### Investment Partners

47, rue du Faubourg Saint-Honoré  
75401 Paris Cedex 08  
T. +33 1 40 17 25 25  
F. +33 1 40 17 31 43  
[www.edrip.fr](http://www.edrip.fr)

##### Edmond de Rothschild

##### Assurances et Conseils (France)

47, rue du Faubourg Saint-Honoré  
75401 Paris Cedex 08  
T. +33 1 40 17 22 32  
F. +33 1 40 17 89 40  
[www.edrac.fr](http://www.edrac.fr)

### Filiales, sous-filiales et succursales à l'étranger

#### Allemagne

##### Edmond de Rothschild

##### Asset Management (France),

##### Niederlassung Deutschland

Operturm  
2-8 Bockenheimer Landstrasse  
60306 Frankfurt am Main  
T. +49 69 244 330 200  
F. +49 69 244 330 215  
[www.edram.de](http://www.edram.de)

#### Chine

##### Edmond de Rothschild

##### Asset Management (Hong Kong) Ltd.

Suite 5003 - 50F, One Exchange Square  
8 Connaught Place  
Central - Hong Kong  
T. +852 3926 5288  
F. +852 3926 5008  
[www.edmond-de-rothschild.hk](http://www.edmond-de-rothschild.hk)

##### Edmond de Rothschild

##### Securities (Hong Kong) Ltd.

Suite 5006 - 50F, One Exchange Square  
8 Connaught Place  
Central - Hong Kong  
T. +852 3926 5288  
F. +852 3926 5008

##### China Investment Partners (Hong Kong) Ltd.

Suite 5007 - 50F, One Exchange Square  
8 Connaught Place  
Central - Hong Kong  
T. +852 3926 5288  
F. +852 3926 5008

#### Espagne

##### Edmond de Rothschild

##### Asset Management (France),

##### Sucursal en España

Paseo de la Castellana 55  
28046 Madrid  
T. +34 91 789 32 20  
F. +34 91 789 32 29  
[www.edmond-de-rothschild.es](http://www.edmond-de-rothschild.es)

---

## Edmond de Rothschild (France) & Autres sociétés du Groupe

### Italie

#### Edmond de Rothschild (France)

##### Succursale italiana

Palazzo Chiesa  
Corso Venezia 36  
20121 Milan  
T. +39 02 76 061 200  
F. +39 02 76 061 222  
[www.edmond-de-rothschild.com/site/italia](http://www.edmond-de-rothschild.com/site/italia)

#### Edmond de Rothschild (Italia)

##### S.G.R. SpA

Palazzo Chiesa  
Corso Venezia 36  
20121 Milan  
T. +39 02 76 061 200  
F. +39 02 76 061 222

### Royaume-Uni

#### Edmond de Rothschild

##### Asset Management (France)

4, Carlton Gardens  
SW1Y 5AA London  
T. +44 20 7845 5900  
F. +44 20 7845 5901  
[www.edram.fr](http://www.edram.fr)

## Autres sociétés du Groupe

### France

#### COGIFRANCE

63, rue La Boétie  
75008 Paris  
T. +33 1 45 61 65 00  
F. +33 1 40 70 08 44

### Luxembourg

#### Compagnie Benjamin de Rothschild Management (Luxembourg) S.A.

11-13, rue Jean Fischbach  
3372 Leudelange  
T. +352 26 74 22-1  
F. +352 26 74 22 99

#### Edmond de Rothschild

##### Private Equity S.A.

11-13, rue Jean Fischbach  
3372 Leudelange  
T. +352 26 74 22-1  
F. +352 26 74 22 99

### Suisse

#### Compagnie Benjamin de Rothschild Conseil S.A.

29, route de Pré-Bois  
CP 490  
1215 Genève 15  
T. +41 22 761 46 40  
F. +41 22 761 46 59  
[www.edmond-de-rothschild.ch](http://www.edmond-de-rothschild.ch)

#### Edmond de Rothschild Asset Management (Suisse) S.A.

8, rue de l'Arquebuse  
CP 5441  
1211 Genève 11  
T. +41 58 201 75 00  
F. +41 58 201 75 09  
[www.edram.ch](http://www.edram.ch)

#### Orox Asset Management

16, rue de Hesse  
1204 Genève  
T. +41 22 436 32 45  
[www.orox.ch](http://www.orox.ch)